

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les problèmes de politique énergétique dans la Communauté Economique Européenne — Créances et dettes dans l'économie belge : encours au 31 décembre 1963 et mouvements en 1963 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LES PROBLEMES DE POLITIQUE ENERGETIQUE DANS LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Sous l'effet de l'intégration économique et surtout des progrès technologiques, les Etats de la Communauté Economique Européenne sont entrés, il y a une dizaine d'années, dans une phase de transformations de leur structure économique. Ces transformations ont été particulièrement brusques dans le secteur de l'énergie et ne paraissent pas encore arrivées à leur terme. Elles placent les Etats et les autorités de la Communauté devant un problème neuf : celui d'assurer la croissance économique sur de nouvelles bases énergétiques.

Le présent article vise simplement à situer dans leur contexte les transformations de structure du marché énergétique, sur lequel l'industrie charbonnière des pays communautaires a perdu sa position dominante et s'est trouvée aux prises avec une vive concurrence de la part des produits énergétiques nouveaux. Il retrace les efforts d'adaptation de cette industrie, les difficultés rencontrées ainsi que leurs implications dans l'ensemble des économies. Enfin, après un bref rappel des perspectives à court et à moyen terme du marché énergétique de la Communauté, il expose les efforts

déployés en vue de la mise au point d'une politique énergétique commune.

1. Transformations de la structure de l'économie énergétique de la Communauté Economique Européenne.

Durant la décennie qui suivit la seconde guerre mondiale, l'Europe occidentale éprouva des difficultés à couvrir ses besoins croissants en énergie primaire. La production intérieure de charbon, qui constituait la source principale d'approvisionnement, était généralement entravée par l'insuffisance des travaux d'aménagement et d'équipement des houillères réalisés pendant la période de guerre. Au surplus, dans certains bassins, le manque de main-d'œuvre qualifiée freinait considérablement l'extraction. Dès lors, le maintien d'un rythme satisfaisant de croissance des économies européennes dépendait en grande partie des possibilités d'importation d'énergie. Les Etats-Unis étaient alors le principal pays capable de combler le déficit énergétique européen. Mais la balance des paiements des pays européens

en dollars des Etats-Unis était, à l'époque, chroniquement déficitaire. En vue de limiter ses achats d'énergie à l'étranger, chaque pays d'Europe occidentale s'efforça d'assurer au maximum la satisfaction de ses besoins par ses ressources propres. Il s'ensuivit un cloisonnement des marchés énergétiques de l'Europe occidentale, qui fit obstacle à une utilisation des ressources énergétiques européennes dans des conditions économiques optimales.

Les cloisonnements plus ou moins étanches qui existaient entre les marchés charbonniers de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, de la France, du Grand-Duché de Luxembourg et des Pays-Bas, furent en principe supprimés par la constitution, le 10 février 1952, de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Pour elle, le problème essentiel qui se posait à court terme était, comme le souligne le premier rapport annuel de la Haute Autorité, de savoir si la production de la Communauté pouvait « satisfaire les besoins accrus en réduisant, en outre, sinon les importations traditionnelles en provenance d'autres pays européens, du moins les importations anormales en provenance d'Amérique, qui grèvent la balance européenne en dollars » (1).

A long terme, l'objectif initial de la Communauté était de rationaliser la production dans le contexte nouveau créé par l'instauration d'un marché communautaire et de réaliser, le cas échéant, une expansion de l'extraction charbonnière. A cette fin, il s'indiquait de favoriser un développement différencié des productions selon les qualités et de pousser à la réalisation des investissements et des restructurations indispensables au relèvement de la productivité. De surcroît, en vertu de l'article 2 du Traité de Paris : « La Communauté doit réaliser l'établissement progressif de conditions assurant par elles-mêmes la répartition la plus rationnelle de la production au niveau de productivité le plus élevé ». Le moyen le plus apte d'assurer cette répartition parut être la libre circulation des produits charbonniers à l'intérieur de la Communauté, sous un régime de libre concurrence.

L'instauration d'un marché communautaire a permis d'accomplir des progrès considérables

dans la restructuration de l'industrie charbonnière, dont la production moyenne par jour ouvré et par siège est passée de 1.635 tonnes en 1952, à 2.085 tonnes en 1957 et à 3.305 tonnes en 1964. Simultanément, les échanges intracommunautaires se sont intensifiés : les ventes cumulées des pays partenaires entre eux, rapportées au total des ventes à l'intérieur de la Communauté, en d'autres termes le « coefficient d'intégration », sont passées de 13,7 p.c. en 1952, à 15,7 p.c. en 1957 et à 17,4 p.c. en 1961 (1). Elles sont cependant revenues à 14,2 p.c. en 1965, par suite notamment de la contraction du marché charbonnier européen, qui sera examinée plus loin.

De son côté, la réalisation progressive depuis 1958 de la Communauté Economique Européenne a facilité les échanges intracommunautaires de l'ensemble des produits énergétiques autres que le charbon : de 3,4 millions de tonnes d'équivalent charbon en 1952, ils se sont élevés à 8,3 millions en 1957 et à 24 millions en 1964.

En même temps que se réalisaient en Europe occidentale ces marchés communs de l'énergie, les prospections pétrolières se multipliaient dans le monde. Entre 1950 et 1964, les réserves mondiales prouvées de pétrole (2) sont passées de 11 milliards de tonnes à 47,7 milliards. A la fin de 1950, elles couvraient 21 années d'extraction au rythme de 1950, à la fin de 1958, un maximum de 41,8 années d'extraction au rythme de 1958, et à la fin de 1964, 33,7 années d'extraction au rythme de 1964.

Par ailleurs, la localisation de poches de gaz naturel dans la Communauté, et surtout aux Pays-Bas, a porté les réserves prouvées de gaz naturel de la Communauté de 134 milliards de m³ en 1955 à 1.505 milliards en 1963. A la fin de cette dernière année, les réserves assuraient l'extraction pendant 90 années au rythme de 1963. La campagne de prospection actuellement en cours, et dont l'ampleur dépasse tout ce qui a été réalisé précédemment, amènera certainement un relèvement sensi-

(1) *Exposé sur la situation de la Communauté*, Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, Luxembourg, 10 janvier 1953, p. 118.

(1) *C.E.C.A. 1952-1962. Résultats, limites, perspectives*, Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, Luxembourg, 1963, p. 605.

(2) Les réserves prouvées sont celles qui sont dès à présent repérées par forage et qui sont exploitables avec les techniques et aux coûts actuels, entre autres au taux de récupération actuel.

Il arrive fréquemment que des abonnés s'adressent au Département des Etudes de la Banque pour obtenir la communication de données qui n'ont pas encore été publiées dans la partie statistique du Bulletin. Ces demandes portent, le plus souvent, sur les tableaux suivants :

- Tableau VI - 1 : Indices des rémunérations dans l'industrie : gain moyen par heure prestée et salaire horaire type.
- Tableau IX - 3 : Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : chiffres trimestriels.
- Tableau XIII - 3 : Origines des variations du stock monétaire.
- Tableau XIII - 4 : Stock monétaire.
- Tableau XIII - 5 : Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires.
- Tableau XIII - 9 : Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux et rapport des flux aux stocks.
- Tableau XVIII - 1 : Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme.
- Tableau XIX - 2 : Taux de l'argent au jour le jour.

Afin de mettre, le plus rapidement possible, à la disposition des abonnés les statistiques qui les intéressent plus particulièrement, le Département des Etudes leur communiquera désormais, dès qu'elles seront établies, les données qu'ils auront exprimé le souhait de recevoir avant publication. Les demandes sont à adresser à

*Banque Nationale de Belgique,
Service de Documentation,
5, boulevard de Berlaimont,
Bruxelles 1.*

Elles préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

La publication des chiffres ainsi communiqués sera autorisée à condition qu'il soit fait mention que la source est le Département des Etudes de la Banque Nationale de Belgique.

ble des chiffres précités, particulièrement pour le gaz naturel. Les toutes dernières prospections, notamment en mer du Nord, ont révélé l'existence d'importants gisements de gaz naturel.

De plus, les récents progrès techniques laissent entrevoir une élévation sensible du taux de récupérabilité des gisements de gaz naturel et de pétrole brut. Quoi qu'il en soit, dès à présent, l'offre d'hydrocarbures est devenue abondante sur les marchés mondiaux et également dans la Communauté Economique Européenne.

Ce sont pourtant les progrès technologiques en matière de transports maritimes qui paraissent avoir le plus largement contribué, ces quinze dernières années, à amplifier et à diversifier les apports de produits énergétiques sur les marchés de la Communauté. La mise en service d'unités de transport de capacité nettement plus grande, entre autres de tankers de plus de 100.000 tonnes de port en lourd, l'accélération de la vitesse de rotation des navires, ainsi que la compression de l'ensemble des coûts de transport et de manutention, ont donné lieu, au travers des fluctuations conjoncturelles, à une baisse fondamentale des frets océaniques. Celle-ci s'est surtout manifestée au lendemain de la crise de Suez, lorsqu'une récession conjoncturelle en Europe fit apparaître une nette surcapacité de la flotte maritime mondiale. La baisse fondamentale des frets a rendu possibles les arrivages réguliers, en Europe, à des prix relativement bas de quantités considérables de ressources énergétiques que le coût élevé du transport

avait empêché jusqu'alors d'entrer en compétition avec les offres d'énergie communautaire.

Ainsi, par suite de cette évolution en matière de transport maritime, l'industrie charbonnière américaine, puissamment organisée et disposant d'une énorme réserve de charbon exploitable dans d'excellentes conditions, a pu concurrencer les producteurs européens dans les centres de consommation à l'intérieur de la Communauté Economique Européenne.

Quant aux entraves d'ordre monétaire aux importations en Europe occidentale de charbons américains et de pétrole brut payables en dollars, elles se sont amenuisées pour disparaître progressivement avec la fin de ce qu'on a appelé le « dollar gap » et parallèlement avec le retour à la libre convertibilité des monnaies européennes.

Pendant la dernière décennie, il s'est créé graduellement un grand marché mondial des ressources énergétiques, sur lequel les utilisateurs de la Communauté ont pu s'approvisionner dans une mesure croissante, de façon à répondre aisément à une demande d'énergie en expansion continue. Fait marquant, l'augmentation des besoins, au cours de la période 1950 à 1964, a été couverte à concurrence de 70 p.c. par des importations nettes de pétrole brut et d'huiles minérales.

Somme toute, l'offre d'énergie primaire sur les marchés de la Communauté s'est révélée finalement plus extensible qu'on ne l'avait supposé au lendemain de la seconde guerre mondiale. Aussi, la Communauté a pu maintenir un rythme élevé de croissance écono-

Tableau I. **Couverture des besoins énergétiques de la Communauté**
(en millions de tonnes d'équivalent charbon)

Source : *Statistiques de l'énergie. Annuaire 1950-1964*, Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, 1965, pp. 30-31.

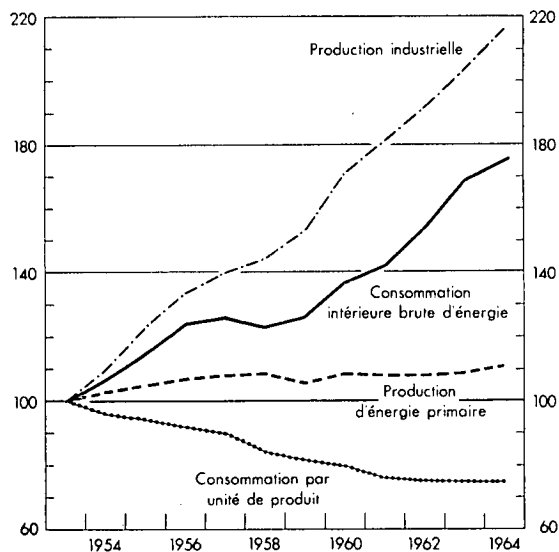
	1950	1955	1960	1964
Production d'énergie primaire	269,7	312,8	325,0	329,0
dont : houille	(212,7)	(241,7)	(229,5)	(222,6)
Importations nettes d'énergie	28,7	77,3	140,3	278,0
dont : pétrole et huiles minérales	(32,4)	(65,9)	(124,6)	(248,2)
houille et produits dérivés	(-5,0)	(6,9)	(10,0)	(27,8)
Variations des stocks chez les producteurs et importateurs :				
Reprises (+) et mises (-) aux stocks	+1,0	+6,7	+5,3	-6,2
dont : pétrole et huiles minérales	(+0,3)	(-0,8)	(-0,2)	(-0,7)
houille et produits dérivés	(+0,7)	(+7,5)	(+5,6)	(-5,2)
Disponibilités intérieures de sources d'énergie primaire et équivalentes	299,4	396,8	470,6	600,8

mique, que n'auraient pu assurer ses seules ressources en énergie primaire, malgré la réalisation de notables économies sur la consommation d'énergie par unité produite.

Graphique 1.

Indicateurs de l'économie de l'énergie de la Communauté

(indices base 1953=100)



Source : *Statistiques de l'énergie. Annuaire 1950-1964.*

L'expansion d'une offre différenciée d'énergie primaire a créé les conditions d'un marché concurrentiel de l'énergie primaire. Sans doute la concurrence n'est-elle point parfaite; ainsi, dans l'état actuel des techniques, le charbon reste indispensable pour la fabrication du coke de haut fourneau, et les huiles minérales, irremplaçables comme carburants pour une fraction notable des transports. Toutefois, dans la Communauté, ces secteurs de consommation spécifique ne représentent

Tableau II.

Répartition des disponibilités intérieures de sources primaires et équivalentes d'énergie dans la Communauté

(en millions de tonnes d'équivalent charbon)

Source : *Statistiques de l'énergie. Annuaire 1950-1964, p. 31*

	1950	1955	1960	1964
Houille	208,5	256,6	244,5	241,3
Pétrole brut	35,4	72,6	141,6	269,9
Energie électrique ...	31,2	31,6	39,2	33,4
Lignite	23,3	30,5	32,5	36,8
Gaz naturel	1,0	5,5	12,8	19,4
Total ...	299,4	396,8	470,6	600,8

respectivement qu'environ 10 et 12 p.c. de la consommation totale d'énergie. Pour les trois quarts environ de celle-ci, les formes d'énergie primaire peuvent être substituées l'une à l'autre. Elles entrent directement en concurrence sur les bases de leurs prix relatifs et de leurs qualités spécifiques, compte tenu de l'amortissement de certaines dépenses d'investissement nécessaires pour passer de la consommation de l'une à l'utilisation de l'autre.

En fait, l'industrie charbonnière communautaire a progressivement perdu, au cours de la dernière décennie, la position de quasi-monopole qu'elle occupait depuis près d'un siècle en Europe occidentale, en tant que source d'énergie primaire. Elle a été, par le jeu des circonstances, contrainte à un effort d'adaptation aux conditions nouvelles du marché énergétique de la Communauté.

2. Efforts d'adaptation de l'industrie charbonnière aux transformations structurelles du marché énergétique de la Communauté Economique Européenne.

Les efforts d'adaptation ont été réalisés sur le plan des entreprises, des bassins et des Etats. Jusqu'à une époque assez récente, les tentatives qui visent à rendre compétitifs les prix d'un « noyau » de charbon communautaire, n'ont cependant pas fait l'objet d'une coordination axée sur des objectifs définis au niveau de la Communauté.

Les statistiques disponibles des prix de vente du charbon d'origine communautaire, des charbons à coke importés des Etats-Unis et du pétrole brut, permettent de constituer des séries homogènes et comparables, allant de 1953 à 1965. Au départ de ces séries, dont les éléments les plus représentatifs ont été reproduits dans le graphique ci-après, on peut distinguer deux périodes nettement différentes du point de vue de l'évolution des prix des charbons à coke et du pétrole. La première débute, pour les charbons à coke américains, en 1954, et prend fin en 1956; elle s'étend, pour le pétrole, de 1955 à 1957. La seconde couvre, pour chaque produit, la suite de la période considérée.

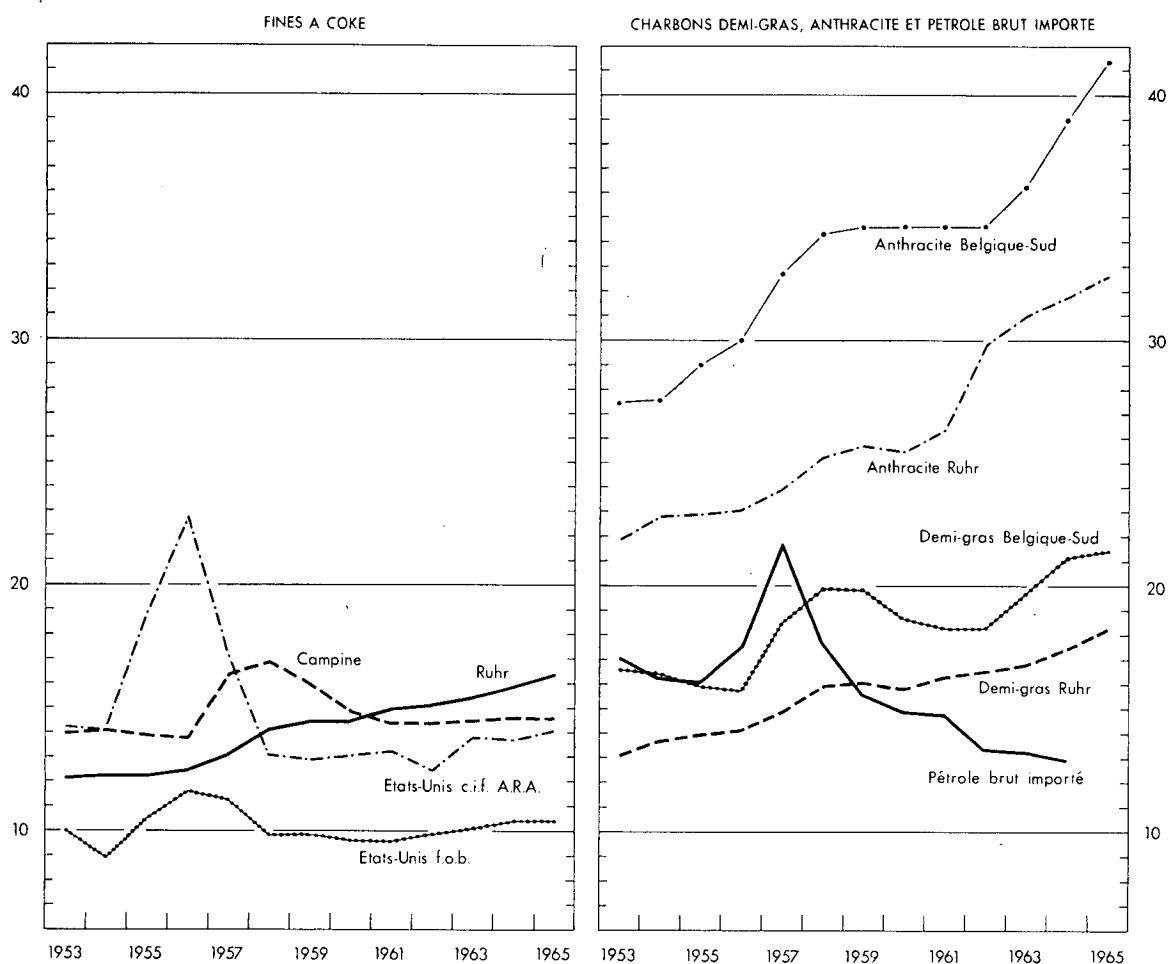
Au cours de la première de ces deux périodes, l'évolution des prix de la plupart des catégories de charbon d'origine commu-

nautaire et celle des prix rendus Europe des charbons américains et du pétrole brut ont eu pour effet d'améliorer la position compétitive de l'industrie charbonnière de la Communauté, bien que cette industrie ait été amenée à relever ses prix de vente. Toutefois,

cette amélioration résultait moins d'un effort fondamental de rationalisation que de la hausse des frets maritimes concomitante de la phase d'expansion conjoncturelle, qui a caractérisé l'activité économique des pays industrialisés d'Europe et d'Amérique entre

Graphique 2.

**Evolution des prix des charbons communautaires,
des fines à coke des Etats-Unis et du pétrole brut importé**
(en dollars par tonne)



Source : *Statistiques de l'énergie. Annuaire 1950-1964*, pp. 96-98 et 200.

Les prix des charbons communautaires s'entendent la tonne sur wagon départ mine, à l'exclusion de toute taxe. Le graphique reproduit les prix les plus bas de ceux que pratiquent les principaux bassins de la Communauté.

Les prix des fines à coke des Etats-Unis s'entendent f.o.b. Hampton Roads et c.i.f. Amsterdam, Rotterdam et Anvers (A.R.A.). Les prix du pétrole brut importé se rapportent à la tonne d'équivalent charbon.

1954 et le début de 1957. Le fait que, pendant la période considérée, les prix des charbons anthraciteux et maigres extraits dans les bassins de la Communauté aient évolué nettement au-dessus de ceux des huiles minérales importées, ne permet pas de tirer des conclusions définitives quant aux conditions de concurrence entre ces deux sources d'énergie. La production de charbons anthraciteux et maigres, qui ne constituait que 15 p.c. environ

de l'extraction globale de la Communauté, était, en effet, insuffisante pour couvrir les besoins intérieurs.

Dans le courant de la seconde période, les prix rendus Europe des énergies primaires importées et ceux des principales catégories des charbons de l'industrie communautaire ont évolué de façon divergente et au désavantage de cette dernière. Lors de la récession conjoncturelle de 1957-1958, la chute des frets

océaniques a entraîné une réduction sensible des prix rendus Europe des charbons américains et du pétrole brut, la baisse des premiers ayant toutefois été de courte durée et nettement plus brusque que celle du second. En fin de compte, depuis 1958, les prix à l'importation de ces deux sources d'énergie primaire sont demeurés inférieurs aux prix de vente des charbons d'origine communautaire, en bonne partie en raison d'une modification structurelle du niveau des frets océaniques.

La baisse des prix des charbons et du pétrole brut importés n'a cependant été qu'un des deux facteurs principaux qui ont déforcé la position compétitive de l'industrie charbonnière de la Communauté. Le second facteur réside dans les relèvements successifs des prix de vente auxquels cette industrie prise dans son ensemble a dû procéder, malgré les mesures arrêtées pour freiner la tendance à la majoration des coûts de production. Ces mesures, dont l'application n'a pas donné les mêmes résultats dans tous les bassins, ont porté à la fois sur la rationalisation de l'exploitation et sur la restructuration de cette industrie.

Selon le treizième rapport annuel de la Haute Autorité sur l'activité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, « dans l'ensemble, après une progression relativement rapide de la productivité des sièges d'extraction entre 1956 et 1961, on assiste depuis 1962 à un ralentissement de cette amélioration » (1). Le fléchissement, ces dernières années, du rythme de progression de la productivité semble provenir, en partie, de ce que, pendant la période 1958-1961, qui fut difficile pour l'industrie charbonnière de la Communauté, les houillères se sont efforcées de redresser rapidement leur rentabilité, en concentrant l'exploitation sur les couches les plus riches. Pareille politique ne peut évidemment être suivie au-delà d'une certaine période, après laquelle il faut nécessairement reprendre l'exploitation de tailles dont le débit est moins élevé. Comme, par ailleurs, le procédé d'abattage par grandes tailles est d'un usage largement répandu depuis un certain nombre d'années, il ne fait plus guère l'objet de perfectionnements de nature à en accroître grandement la productivité, pas plus d'ailleurs, que le matériel mécanique d'abattage utilisé

dans ces grandes tailles. A la fin de 1965, le volume de houille extrait des chantiers où l'abattage de charbon et sa mise sur convoyeur en taille s'effectuent à l'aide de machines, était d'environ 70,5 p.c. de la totalité de l'extraction au lieu de 30,3 p.c. à la fin de 1959.

Tableau III.

**Pourcentage de production
réalisé par les chantiers d'abattage
entièrement mécanisés**

Source : *Quatorzième rapport général sur l'activité de la Communauté*, Luxembourg, mars 1966, p. 133.

	1959	1962	1964	1965 (e)
République fédérale d'Allemagne	25,1	56,2	69,2	73,5
Belgique ¹	22,5	45,6	54,4	55,0
France	45,9	49,3	58,2	63,0
Pays-Bas	46,0	72,1	76,9	79,0
Communauté	30,3	54,0	65,2	70,5

¹ Il y a lieu de souligner qu'en Belgique, la mécanisation est presque intégralement réalisée dans le bassin de la Campine, tandis qu'elle est moins avancée dans le bassin du Sud par suite de l'allure tourmentée des gisements.

(e) Estimations.

Il ne semble pas que la structure géologique des gisements permette encore d'accroître de manière sensible la mécanisation de l'abattage. Si, au stade de l'abattage, les progrès encore prévisibles de la productivité paraissent pour le moins limités, hormis le cas toujours possible d'innovations techniques révolutionnaires, par contre, « la concentration de l'exploitation dans certaines parties du gisement, l'organisation plus stricte et l'utilisation optimale des services situés en aval, l'emploi de moyens de transport et de communication modernes et plus efficaces, le recours accru à la télécommande et un grand nombre d'autres mesures entraînent une amélioration constante de la productivité » (1). Cependant, dans certains bassins, la structure géologique même des gisements requiert, préalablement à leur mise en exploitation proprement dite, des travaux préparatoires longs et coûteux, qui figent la structure de l'exploitation pour une période relativement longue et déterminent une inélasticité assez forte de l'offre, alors que celle-ci devrait, au contraire, pouvoir s'adapter sans délai aux fluctuations fréquentes de la demande. L'industrie peut, dans une certaine mesure, pallier ces inconvénients par la constitution, par fusions ou absorptions,

(1) Luxembourg, mars 1965, p. 132.

(1) *Treizième rapport général sur l'activité de la Communauté*, p. 134.

de sièges d'extraction de grande dimension, qui exploitent des gisements répondant à certains impératifs techniques et économiques.

Tableau IV.

**Résultats de la rationalisation
dans l'industrie charbonnière
de la Communauté**

Source : Quatorzième rapport général sur l'activité de la Communauté, p. 139.

Années	Sièges en activité en fin d'année	Production moyenne par jour ouvré et par siège (en tonnes)	Rendement fond moyen par homme/poste (en kg)
1957	416	2.085	1.594
1961	291	2.805	2.059
1965	240	3.390(e)	2.461(e)

(e) Estimations.

Les progrès réalisés depuis 1957 en matière de rationalisation et de productivité de l'industrie charbonnière, ressortent des données du tableau IV. Sous réserve des différences qui existent d'une entreprise à l'autre ou d'un bassin à l'autre, ces progrès ont été cependant insuffisants dans l'ensemble pour neutraliser la hausse des charges salariales, lesquelles interviennent en moyenne pour 60 p.c. dans le prix de revient. La progression de la charge salariale fut particulièrement rapide ces dernières années, par suite du rythme élevé de la croissance économique et de l'état de plein emploi, voire de suremploi, dans la Communauté.

Tableau V.

**Evolution des principaux éléments
du prix de revient dans la Communauté**

(Indices base 1954 = 100)

Sources : (a) C.E.C.A. 1952-1962. Résultats, limites, perspectives. Luxembourg, 1963, p. 256; (b) Quatorzième rapport général sur l'activité de la Communauté, p. 131.

Années	Investissements en dollars par tonne extraite (a)	Rendement fond par poste (b)	Charges salariales par heure (b)
1955	1,62	104,1	109,0
1956	1,59	106,3	117,6
1957	1,85	107,0	132,4
1958	1,86	109,7	138,5
1959	1,69	120,0	137,5
1960	1,55	131,4	145,6
1961	1,60	140,9	165,8
1962	1,65	149,6	182,8
1963	1,50	156,4	209,7
1964	1,32	160,7	206,1
1965		165,4	

Sauf en 1959 et 1960, années pendant lesquelles la fermeture de nombre de mines marginales a donné lieu à un accroissement particulièrement rapide du rendement moyen de l'ensemble de l'industrie charbonnière communautaire, le prix de revient moyen a marqué une tendance à hausser à un rythme supérieur à celui de la recette moyenne par tonne extraite, au cours de la période 1955-1965. Par suite de cette évolution, l'industrie charbonnière communautaire a été amenée à majorer ses prix de vente à plusieurs reprises, alors que, comme on l'a vu plus haut, ces relèvements des prix ne pouvaient qu'accentuer les disparités de prix en sa défaveur.

Tableau VI.

**Evolution du prix de revient moyen
et de la recette par tonne
dans la Communauté**

(Indices base 1954 = 100)

Source : Quatorzième rapport général sur l'activité de la Communauté, p. 131.

Années	Prix de revient par tonne	Recette par tonne
1955	101,4	101,9
1956	105,3	107,3
1957	115,6	115,6
1958	116,1	114,9
1959	108,7	109,5
1960	106,4	107,9
1961	112,7	110,4
1962	115,8	112,8
1963	119,5	117,9
1964	121,6	119,4
1965	128,3	121,2

La reprise du mouvement ascendant des prix des charbons communautaires se situa, par ailleurs, en un temps où la consommation intérieure brute totale de houille s'est mise à fléchir dans la Communauté, revenant d'une moyenne annuelle de 260 millions de tonnes au cours de la période 1955-1959 à 248,9 millions pendant la période 1960-1964.

La comparaison des consommations moyennes de charbon, au cours des périodes 1950-1954, 1955-1959 et 1960-1964, des grandes catégories d'utilisateurs distinguées au tableau VII, fait apparaître deux évolutions très nettes : d'une part, une contraction absolue de la consommation finale et de la consommation du secteur énergie, d'autre part, un ralentissement du rythme d'accroissement de la consommation indirecte sous forme de transformations de la houille, principalement dans les cokeries et dans les centrales électriques.

Des données du tableau VII relatives à la subdivision sectorielle de la consommation finale, il ressort que les quantités de houille consommée par l'industrie et par les transports ont eu tendance à se contracter tout au long de la période de 1950 à 1964. Ces diminutions résultent, à la fois, d'une substitution

directe à la houille d'autres sources d'énergie primaire, et d'un déplacement de la consommation directe vers la consommation indirecte, principalement sous forme d'électricité. Pendant le même laps de temps, la consommation recensée en regard de la rubrique « Foyers domestiques » s'est maintenue. Il y a lieu

Tableau VII. **Consommation intérieure brute de houille dans la Communauté**

(en millions de tonnes d'équivalent charbon)

Source : Statistiques de l'énergie. Annuaire 1950-1964, p. 61.

	1950-1954		1955-1959		1960-1964	
	(en millions de tonnes *)	(en pour cent)	(en millions de tonnes *)	(en pour cent)	(en millions de tonnes *)	(en pour cent)
Consommation secteur énergie	10,2	4,3	7,9	3,0	6,2	2,5
Consommation finale	90,5	38,2	85,5	32,9	71,1	28,6
Industries ¹	(39,0)	(16,5)	(36,9)	(14,2)	(29,1)	(11,7)
Foyers domestiques	(29,3)	(12,4)	(30,0)	(11,5)	(28,7)	(11,5)
Transports	(20,4)	(8,6)	(16,5)	(6,3)	(10,2)	(4,1)
Divers ²	(1,8)	(0,7)	(2,1)	(0,9)	(3,1)	(1,3)
Transformations	136,0	57,5	166,6	64,1	171,6	68,9
Cokeries	(75,7)	(32,0)	(96,7)	(37,2)	(96,9)	(38,9)
Centrales électriques	(34,6)	(14,6)	(42,9)	(16,5)	(51,8)	(20,8)
Fabriques d'agglomérés ²	(14,0)	(6,0)	(15,8)	(6,1)	(14,4)	(5,8)
Usines à gaz	(11,7)	(4,9)	(11,2)	(4,3)	(8,5)	(3,4)
Total ...	236,7	100,0	260,0	100,0	248,9	100,0

* Moyenne annuelle.

¹ Y compris la sidérurgie.

² Par différence.

toutefois de remarquer que l'accroissement de la population et l'élévation des revenus ont entraîné des besoins additionnels de chauffage, qui ont été couverts par le gaz et par les huiles minérales. Ces deux dernières années, le développement de la distribution du gaz naturel et des huiles minérales a suscité une réduction, en quantités absolues, de la consommation de charbon à usage domestique.

La consommation indirecte de houille sous forme de transformation en source d'énergie dérivée portait encore au cours de la période 1960-1964, sur des tonnages plus importants que pendant la période 1950-1954. Cette progression tient sans doute en partie à l'obligation faite aux centrales électriques de certains pays d'utiliser du charbon national, mais aussi à l'expansion structurelle de la consommation d'électricité et à l'accroissement des besoins de coke liés à l'extension des capacités de production sidérurgique dans la Communauté. Elle a cependant été freinée, dans une certaine mesure, par la réalisation d'économies dans l'emploi du charbon. Ainsi, entre 1950 et 1964, pour l'ensemble de la Communauté, le nombre de calories indispensables pour la production

d'un kilowatt-heure net est revenu d'une moyenne de 4.500 à 2.750 unités; simultanément, dans la sidérurgie, la mise au mille de coke de haut fourneau par tonne de fonte a été ramenée de 1.000 à 736 kg.

La consommation totale de charbon aurait vraisemblablement subi une contraction plus rapide dans l'ensemble de la Communauté, si différents Etats membres n'avaient pris des mesures de protection directe, tel le contingentement à l'importation de fines à coke américaines, et n'avaient taxé les sources d'énergie primaire, concurrentes du charbon, spécialement les huiles minérales. A la fin de 1965, le prix franco ou ex raffinerie d'une tonne de fuel lourd, taxes comprises, variait, suivant les pays, entre 18 et 21 dollars; il comportait toutefois une taxe de 7,7 dollars en République fédérale d'Allemagne, de 5 dollars en Italie, de 4,5 dollars en Belgique, de 3 dollars, portée à 5 dollars en janvier 1966, aux Pays-Bas et de 2,2 dollars en France ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ « Indications sur la conjoncture énergétique de la Communauté. Situation fin 1965 — Perspectives 1966 », *Bulletin de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier*, Haute Autorité, Luxembourg, 1966, n° 1, p. 25.

L'ensemble de ces mesures, s'il réduit le désavantage compétitif de l'industrie charbonnière communautaire, a pour conséquence générale de maintenir le prix de l'énergie à un niveau relativement élevé et d'influencer défavorablement le prix de revient de nombre de secteurs économiques.

D'après une étude récente de la Communauté Economique Européenne fondée sur

des tableaux « entrées-sorties » de 1959, les dépenses pour l'achat d'énergie varient, suivant les pays, entre 5,3 p.c. et 6,3 p.c. de la valeur totale de la production, et entre 9,6 p.c. et 12,1 p.c. de la valeur globale des exportations.

Les dépenses pour l'achat d'énergie, en d'autres termes son coût direct pour l'utilisateur, entrent pour une fraction variable, mais

Tableau VIII.

**Incidence du coût de l'énergie dans la valeur produite et dans les exportations
dans la Communauté**

(Part du coût de l'énergie en pour cent de la valeur de la production des principaux secteurs économiques, de l'ensemble de la production et de l'ensemble des exportations)

Source : *L'influence économique du prix de l'énergie*, Communauté Economique Européenne, Bruxelles, *Série Economie et Finance*, 1966, n° 4, pp. 19-31.

	Belgique	France	Italie	République fédérale d'Allemagne	Pays-Bas
Principaux secteurs économiques :					
Cokeries	(74,2)	(78,0)	(57,0)	(54,5)	(56,8)
Pétrole et gaz naturel	(39,4)	(23,6)	(32,8)	(37,7)	(56,6)
Electricité, gaz, eau	(25,4)	(20,1)	(14,7)	(24,9)	(39,9)
Transports	(11,1)	(12,6)	(12,9)	(7,6)	(5,3)
Sidérurgie	(10,1)	(21,0)	(13,5)	(20,9)	(12,2)
Produits minéraux non métalliques	(9,3)	(13,0)	(11,8)	(14,4)	(15,7)
Chimie	(9,2)	(7,1)	(11,6)	(12,2)	(13,8)
Papiers et cartons	(6,4)	(7,1)	(8,8)	(8,1)	(5,4)
Métaux non ferreux	(5,9)	(8,0)	(6,7)	(10,3)	(2,3)
Commerce	(4,7)	(3,7)	(4,3)	(2,6)	(2,8)
Autres secteurs	de 0,3 à 4,0	de 1,0 à 3,6	de 0,2 à 3,2	de 0,3 à 2,2	de 1,0 à 2,2
Ensemble de la production	5,8	5,3	5,3	5,8	6,3
Ensemble des exportations	10,6	9,6	11,1	10,7	12,1

jamais négligeable, dans le coût global de certains services de transports et dans celui de la production des principales industries de base : électricité, pétrole, sidérurgie, chimie. Comme les « sorties » de ces branches d'activité produisent, à leur tour, une certaine proportion des « entrées » d'autres secteurs économiques, pour arriver au coût total de l'énergie, c'est-à-dire à son « poids » exact dans la valeur produite par les secteurs économiques, il y a lieu d'ajouter au coût direct de l'énergie celui de l'énergie « incorporée » dans les matières premières et les biens intermédiaires mis en œuvre. D'après une étude spécifique sur le coût global de l'énergie pour quelques secteurs importants de l'économie belge ⁽¹⁾, leurs achats directs et indirects aux industries éner-

gétiques représentaient en 1959 un pourcentage assez élevé de la valeur de leur production.

Tableau IX.

Achats directs et indirects aux industries énergétiques de quelques secteurs économiques importants en Belgique

(en pour cent de la valeur produite par le secteur en 1959)

Source : J. Paelinck et P. Markey, *op. cit.*, p. 43.

Sidérurgie	34,5
Matériaux de construction	15,5
Chimie	14,9
Fabrications métalliques	11,9
Métaux non ferreux	11,0
Transports, communications	7,2
Commerce	7,0

En raison de l'incidence des prix de l'énergie sur les coûts de production de certains utilisateurs et, partant, sur leur capacité con-

⁽¹⁾ J. Paelinck et P. Markey, « Impact des dépenses d'énergie et de main-d'œuvre sur l'économie belge », *Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation* du Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie, Annexe, n° 2, 1963.

currentielle vis-à-vis des entreprises extra-communautaires, la politique visant à garantir à l'industrie charbonnière des débouchés à un prix supérieur à celui des autres formes d'énergie ne peut dépasser une certaine limite. C'est pourquoi les pays producteurs de la Communauté en sont venus à soutenir leur industrie charbonnière par l'octroi de subventions à la production, voire aux principaux utilisateurs de charbon national. Dans plusieurs pays, l'Etat a repris à sa charge le financement de tout ou partie des avantages sociaux consentis à la main-d'œuvre occupée dans les mines, réduisant à due concurrence les coûts salariaux, dont on a vu ci-avant l'importance dans le prix de revient de l'industrie charbonnière; il est même arrivé que l'Etat a assumé le service d'emprunts émis par l'industrie charbonnière.

Le montant total des subventions accordées directement et indirectement aux diverses industries charbonnières de la Communauté ne peut être chiffré exactement. La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier a fait établir un relevé des seules subventions directes accordées en 1965 ⁽¹⁾. Il en ressort que les Etats producteurs de charbon ont globalement octroyé aux charbonnages près d'un milliard de dollars, dont les neuf dixièmes avaient pour objet d'alléger le poids du financement des charges sociales. Par tonne de charbon extraite, les subventions gouvernementales directes se sont élevées en moyenne à 5,4 dollars en Belgique, à 4,7 dollars en France, à 4,2 dollars en République fédérale d'Allemagne et à 0,85 dollar aux Pays-Bas.

Si ces politiques nationales de subventions se justifient par des considérations sociales, elles pourraient bien à la longue se révéler dommageables. Elles sont, en effet, de nature à ralentir le processus de restructuration de l'industrie charbonnière devant aboutir aux combinaisons les plus efficaces des ressources en main-d'œuvre et en capital. Comme, de surcroît, chaque partenaire a fixé la hauteur de ses subventions et autres aides à son industrie charbonnière à des niveaux choisis par priorité en fonction de considérations nationales, ces politiques de subventions ont pour effet second d'introduire des distorsions dans les conditions de concurrence entre les

entreprises de la Communauté, au moment où la réalisation progressive du Marché commun prévue par le Traité de Rome approche de son terme.

Devant ces développements, s'il paraît impossible de supprimer, dans l'immédiat, les subventions aux industries charbonnières nationales, il s'indique néanmoins d'harmoniser les politiques d'aides aux charbonnages et de préparer, par la mise en œuvre d'une politique énergétique commune, les conditions les plus favorables à l'adaptation de l'ensemble de l'industrie charbonnière communautaire aux transformations structurelles du marché énergétique.

3. Perspectives énergétiques de la Communauté Economique Européenne et mise au point d'une politique commune.

La Haute Autorité a fait effectuer récemment une étude sur les perspectives énergétiques de la Communauté pour 1970 et 1980, d'après laquelle, et compte tenu des réserves qu'impose toute étude prévisionnelle, les besoins intérieurs d'énergie de la Communauté, en tonnes d'équivalent charbon, passeraient de 597 millions en 1965, à environ 743 millions en 1970 et à 1.130 millions en 1980.

En 1970, la situation se caractériserait essentiellement par une offre mondiale d'énergie primaire excédant les besoins et par une détérioration de la position compétitive de l'industrie charbonnière communautaire. Dans le cadre des perspectives de croissance économique de la Communauté Economique Européenne, on s'attend à un mouvement généralisé de relèvement des salaires auquel participerait la main-d'œuvre occupée dans l'industrie charbonnière. Selon toute vraisemblance, l'incidence de l'accroissement de la charge salariale pour les charbonnages ne sera pas neutralisée par une amélioration équivalente de la productivité. Il est dès lors raisonnable de tabler sur une hausse du prix de revient de la tonne extraite. Par contre, il est vraisemblable que les principales sources d'énergie primaire autres que le charbon communautaire continueront d'être offertes à la fin de la décennie en cours à des prix comparables aux prix actuels. L'importance des réserves d'huiles minérales, économiquement

⁽¹⁾ *Quatorzième rapport général sur l'activité de la Communauté*, pp. 87-96.

exploitables dans les conditions actuelles de la technique, permettra à la production de répondre rapidement et aisément à l'accroissement de la demande. De même, l'offre de charbons américains est facilement extensible, en raison des conditions géologiques extrêmement favorables des gisements américains. Un relèvement marqué des prix rendus aux ports européens, des huiles minérales et des charbons américains, est peu probable, eu égard à la capacité de transport maritime disponible et aux progrès techniques qui agissent dans le sens d'une baisse des frets maritimes. Enfin, l'exploitation des poches de gaz naturel récemment localisées dans des pays membres ou dans les pays voisins augmentera le nombre de produits concurrents du charbon.

Etant donné qu'il porte sur un avenir plus lointain, le bilan énergétique prévisionnel pour 1980 est forcément encore plus aléatoire que celui qui a été arrêté pour 1970. Sous cette réserve, la période 1970-1980 serait marquée par d'importantes transformations structurelles dans l'offre d'énergie primaire. D'une part, l'industrie pétrolière mondiale est amenée à exploiter progressivement des réserves d'accès moins facile, entre autres les réserves sous-marines, et elle devra probablement compter avec des majorations de l'ensemble des redevances à verser aux Etats producteurs de pétrole. Par contre, les récents progrès technologiques agissent dans le sens de l'abaissement des coûts de production et ils laissent entrevoir la possibilité de porter d'ici quelques années le taux de récupération des gisements de 30 p.c. à près de 50 p.c. Toutefois, si l'avenir ne ratifiait pas ces promesses, l'industrie pétrolière pourrait alors entrer dans une phase d'exploitation à coûts croissants et son offre pourrait se révéler moins extensible qu'actuellement. D'autre part, la demande d'huiles minérales s'accroîtrait de manière appréciable en Europe, au Japon et en Amérique du Nord. L'action conjuguée de ces deux facteurs pourrait susciter, à moyen terme, un relèvement des prix des huiles minérales, qui pourrait entraîner un renchérissement des charbons américains, sans entamer sérieusement leur capacité concurrentielle. Par ailleurs, les sources nouvelles d'énergie primaire sont appelées à se développer dans la Communauté : sur la base des informations actuelles, en 1980, le gaz naturel et l'énergie nucléaire couvriront au moins 30 p.c. de l'approvision-

nement jugé nécessaire, et les prospections en cours pourraient bien relever ce pourcentage. Au total, les conditions de la concurrence entre les différentes sources d'énergie primaire de la Communauté se modifieront vraisemblablement très nettement entre 1970 et 1980. La production de charbon dépendra à la fois des rapports de prix entre les ressources énergétiques et des mesures de politique économique qui seront prises dans la Communauté ⁽¹⁾. Mais il est douteux en tout cas qu'elle se révèle plus compétitive en 1980 qu'en 1970.

En fait, on peut déceler deux éléments fondamentaux, communs aux bilans énergétiques de la Communauté en 1970 et 1980. Ce sont, comparativement à la situation actuelle : un accroissement du degré de dépendance énergétique de la Communauté envers les pays tiers, et une détérioration de la position compétitive de l'industrie charbonnière.

Le degré de dépendance énergétique de la Communauté vis-à-vis des pays tiers n'a cessé de s'élever au cours des dix dernières années. Alors qu'en 1953, les importations nettes d'énergie primaire ne couvraient que 18 p.c. de la consommation intérieure brute, elles en ont représenté 31 p.c. en 1957, et 50 p.c. en 1964. La continuation probable de cette évolution est assez préoccupante, du fait que les sources d'approvisionnement extérieures de la Communauté se limitent encore à un petit nombre de pays. Pour le charbon, le principal fournisseur demeure les Etats-Unis qui, en 1964, ont fourni les deux tiers du charbon importé ; il est d'ailleurs un des rares pays de l'Occident dont l'offre de houille soit aisément extensible. Les importations d'huiles minérales proviennent, à concurrence de 62 p.c., du Proche et Moyen-Orient, de 28 p.c., de l'Afrique, de 5 p.c., de l'Europe orientale et de 5 p.c., d'autres pays.

Un degré de dépendance énergétique élevé vis-à-vis de l'étranger peut mettre en cause la régularité des approvisionnements, dans la mesure où ceux-ci peuvent être interrompus par des événements se situant en dehors de la Communauté et sur lesquels celle-ci n'a pas d'action. Dans le cas du pétrole brut, le risque politique qui pèse sur la sécurité de son appro-

⁽¹⁾ *Quatorzième rapport général sur l'activité de la Communauté*, pp. 284-287.

visionnement ne peut, en tout cas, être tenu pour négligeable, étant donné qu'une bonne partie de la production pétrolière est concentrée dans des zones où les situations politiques évoluent rapidement.

Le risque lié au prix des approvisionnements paraît tout aussi important, sinon plus, que le risque relatif à leur régularité, la Communauté ne pouvant exercer sur le prix de l'énergie importée que l'action d'un consommateur dont la demande globale est relativement inélastique aux conditions de vente. En fait, ce prix sera déterminé en grande partie par des mesures de politique économique relevant d'un nombre restreint d'Etats et par des décisions de politique commerciale que prendront le nombre limité d'entreprises qui assurent l'extraction et l'acheminement outre-mer du charbon et du pétrole.

Enfin, l'accroissement de la dépendance énergétique de la Communauté vis-à-vis de l'étranger est de nature à augmenter les dépenses des pays membres pour l'achat d'énergie ou de biens énergétiques aux pays tiers. Le gonflement de ces dépenses ne paraît cependant pas devoir susciter à court terme de sérieux problèmes de balance des paiements aux Etats membres.

En ce qui concerne la position compétitive de l'industrie charbonnière, d'après les calculs établis en 1962 par la Haute Autorité ⁽¹⁾, au départ de l'évolution prévisible des prix relatifs, la production charbonnière, qui serait encore concurrentielle en 1970, atteindrait 125 millions de tonnes, dans l'hypothèse d'un prix de vente identique au coût marginal, et 135 millions, dans celle d'un prix de vente égal au coût moyen ⁽²⁾. Depuis lors, la situation s'est rapidement détériorée en raison de la hausse des coûts de production des charbonnages communautaires, qui s'est chiffrée de 10 à 25 p.c., suivant les bassins, entre 1960 et 1965. Selon toute vraisemblance, la détérioration se poursuivra pour la période de 1965 à 1970 ⁽³⁾. Tout porte à croire dès lors que la production encore compétitive en

1970 sera bien inférieure à 125 millions de tonnes et pourrait même devenir négligeable.

En tout état de cause, l'objectif qui s'impose aux autorités responsables est une contraction de l'industrie charbonnière, qui soit réalisée de manière ordonnée dans le cadre d'une politique énergétique commune aux Etats membres, afin de sauvegarder leur sécurité d'approvisionnement. Si le principe de cette politique est facilement admissible, sa mise en application se heurte à des difficultés, dont certaines procèdent d'un conflit d'intérêts entre deux groupes de partenaires. Eu égard aux répercussions sociales et économiques, la République fédérale d'Allemagne, la France et la Belgique ne peuvent, en effet, envisager qu'une diminution graduelle du nombre de leurs charbonnages; ceci suppose le maintien en vigueur pendant une certaine période de l'octroi de subventions, dont le montant global pourrait aller en diminuant au fur et à mesure de la réduction du nombre des unités d'extraction bénéficiaires, mais, dont le montant par attributaire pourrait aller croissant, parallèlement à la détérioration de la capacité concurrentielle du charbon communautaire. Par contre, l'Italie et les Pays-Bas, dont l'industrie charbonnière a une importance relative moins grande, voire nulle, dans l'ensemble de leur économie, sont tout naturellement favorables à une politique visant à court terme à un abaissement du prix moyen de l'énergie dans la Communauté.

Depuis qu'ont été jetées, en 1957, les bases d'un marché commun qui ne serait plus limité au charbon et à l'acier, l'idée d'une politique commune de l'énergie a maintes fois été avancée. Toutefois, les discussions et échanges de vues relatifs à la réalisation d'une véritable politique énergétique ne débouchèrent pour la première fois sur une réalisation concrète qu'à la fin de juin 1962. Il s'agit en l'occurrence de la mise au point du *Mémoire sur la politique énergétique*, fruit de la collaboration de la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, de la Commission de la Communauté Economique Européenne et de la Commission de l'Euratome. Les gouvernements des Etats membres, qui étaient d'accord au départ sur le principe de base du *Mémoire*, avaient cependant estimé ne pouvoir en approuver le contenu. Après que le Comité spécial de politique énergétique, institué au début de mai 1963, eut vainement essayé d'élaborer

(1) Onzième rapport général sur l'activité de la Communauté, mai 1963, pp. 171-180.

(2) Dans le cas où le prix de vente s'identifierait au coût moyen, on suppose que les bénéfices des sièges les plus productifs seraient affectés à l'apurement des déficits des sièges les moins productifs, de façon à assurer l'équilibre financier de chacun des bassins charbonniers.

(3) Quatorzième rapport général sur l'activité de la Communauté, p. 18.

un texte satisfaisant les gouvernements intéressés, le Président de la Haute Autorité « décida d'entreprendre à la fin de janvier 1964 un périple dans les Etats membres, dans le but, notamment, de tenter d'éliminer les principaux obstacles d'ordre politique qui s'opposent à l'adoption et à la réalisation d'une politique énergétique commune » (1). Il semble bien que ce soit en partie grâce à ces démarches qu'il a été possible d'aboutir au *Protocole d'accord* relatif aux problèmes énergétiques intervenu entre les gouvernements réunis le 21 avril 1964 au sein du Conseil spécial de Ministres de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Les dispositions de portée pratique de ce *Protocole* qui concernent le charbon sont, pour l'essentiel, les suivantes :

a) « les gouvernements prennent en considération la nécessité, suivant des modalités juridiques appropriées, d'appuyer, par des aides de l'Etat, les mesures, notamment de rationalisation, prises par les charbonnages afin de s'adapter aux conditions du marché et, en complément de cet appui, d'aider les charbonnages d'une manière généralement dégressive par des mesures de protection ou de soutien ;

b) « les gouvernements invitent la Haute Autorité à leur faire, dans le cadre du Traité de Paris et en tant que de besoin, des propositions de procédure pour la mise en œuvre d'un régime communautaire d'aides des Etats ».

Les sections du *Protocole d'accord* qui se rapportent aux hydrocarbures, pétrole et gaz naturel, ainsi qu'à l'énergie nucléaire paraissent ne constituer jusqu'à présent que des déclarations d'intention qui ont pourtant la qualité d'être communes aux six gouvernements. Pour les hydrocarbures, les gouvernements déclarent, entre autres, vouloir mettre en œuvre une politique commune qui garantisse un approvisionnement largement diversifié à des prix aussi bas et stables que possible, et vouloir rechercher, pour les combustibles pétroliers, un régime fiscal adapté aux exigences d'une politique énergétique communautaire ainsi qu'une politique commune de stockage d'hydrocarbures, afin d'améliorer la sécurité d'approvisionnement. A propos de

l'énergie nucléaire, ils se disent disposés à promouvoir et à intensifier l'action de recherche, d'expérimentation et d'aide au développement industriel nucléaire dans la Communauté, afin de permettre à cette nouvelle source d'énergie d'apporter, dès que possible, toute la contribution qu'elle pourra fournir, dans des conditions économiques, à la couverture des besoins en énergie de la Communauté.

Les stipulations relatives au charbon du *Protocole d'accord* du 21 avril 1964 constituent le fondement de la décision 3-65 du 17 février 1965 de la Haute Autorité concernant le régime communautaire des interventions des Etats membres en faveur de l'industrie houillère. Aux termes de cette décision :

— les Etats membres doivent notifier à la Haute Autorité, chaque année à date fixe, toutes les interventions financières qu'ils se proposent d'effectuer directement ou indirectement en faveur de l'industrie houillère au cours des deux années suivantes, en précisant notamment la raison d'être et la portée exacte de ces interventions ;

— la Haute Autorité peut, après consultation du Conseil, autoriser les Etats à octroyer une aide aux entreprises dans les trois cas ci-après :

a) pour financer partiellement des dépenses de caractère exceptionnel qui contribuent au relèvement de la rentabilité par des investissements productifs. Il s'agit en particulier des dépenses entraînées par la concentration des houillères et des dépenses d'investissement de nature à renforcer la mécanisation de l'exploitation, à valoriser le charbon et à assurer une meilleure sécurité dans les mines. L'aide ne sera toutefois accordée que sous deux conditions. Les entreprises bénéficiaires doivent disposer de découverts correspondant à trois années d'exploitation normale ainsi que de réserves pour au moins vingt années d'exploitation, et leurs programmes d'investissements doivent aboutir à une amélioration substantielle des résultats d'exploitation ;

b) pour servir à la couverture de certaines dépenses entraînées par la fermeture partielle ou totale d'installations (rationalisation dite « négative »), à savoir des prestations sociales exceptionnelles, telles la mise à la pension anticipée, les primes de licenciements, etc., et des dépenses ultérieures à la fermeture et relatives aux dégâts miniers, aux travaux d'exhaure, etc. ;

(1) R. Evalenko, *Problèmes européens de politique énergétique*, Centre International d'Etudes et de Recherches Européennes, Editions U.G.A., Heule, Belgique, 1965, p. 48.

c) pour permettre d'aménager le rythme des mesures de rationalisation, au cas où l'adaptation des entreprises aux conditions nouvelles du marché charbonnier pourrait entraîner des troubles graves dans la vie économique et sociale d'une région manquant de possibilités suffisantes de développement;

— la Haute Autorité peut assortir son autorisation de toutes les conditions nécessaires pour assurer une utilisation des aides, conforme aux dispositions de la décision. A cet effet, elle dispose d'un droit de contrôle auprès des entreprises.

Cette décision aboutit à soumettre à des critères communautaires les politiques nationales de subventions mises en œuvre ces dernières années, en vue d'aider les industries charbonnières à poursuivre leurs efforts exceptionnels de rationalisation face à la pression croissante de la concurrence. Elle a pour objet d'éviter que ces politiques ne faussent le jeu de la concurrence sur le marché commun du charbon, ne s'écartent des objectifs de la Communauté, notamment celui de la répartition la plus rationnelle de la production au niveau de la productivité la plus élevée, et n'aillent en fin de compte à l'encontre de l'intérêt de l'ensemble de la Communauté.

Le système qu'instaure la décision 3-65 du 17 février 1965 de la Haute Autorité a le mérite certain de tenter d'apporter une solution constructive et valable à l'échelle communautaire aux problèmes urgents que pose à l'industrie charbonnière la transformation structurelle du marché de l'énergie, mais il est transitoire. A plus long terme, « ce qui reste à faire, représente encore tout un programme. Il faut en effet rendre ces dispositions définitives; il faut les compléter, notamment dans le domaine de la politique commerciale, et en faisant une place à part au charbon à coke; il faut dégager un accord sur les principes d'une politique énergétique d'ensemble, englobant donc toutes les formes et sources d'énergie; il faut enfin inscrire tout cela dans le cadre de la fusion des Exécutifs européens, des Communautés et des Traités. Le chemin qui reste à parcourir est donc semé d'embûches, mais il est grand temps d'aboutir » (1).

En effet, le système communautaire d'aides nationales, mis en application en 1965, vise

seulement à parer au plus pressé; il cherche à éviter que l'industrie charbonnière ne succombe sous la concurrence des énergies importées, avec toutes les conséquences que cela comporterait. Il ne résout pas le problème plus fondamental, qui consiste, pour la Communauté, à déterminer les nouvelles bases de son économie énergétique et, par voie de conséquence, la place à réserver à une industrie charbonnière de moins en moins compétitive dans l'approvisionnement en énergie.

La solution de ce problème ne sera pas sans influencer le rythme de croissance et d'élévation du niveau de vie de la Communauté. En effet, pour maintenir un rythme élevé, elle doit pouvoir développer ses exportations et affronter dans d'excellentes conditions la concurrence de puissances industrielles, largement pourvues de matières premières et de ressources énergétiques bon marché. A cette fin, elle doit disposer d'un approvisionnement abondant en énergie bon marché qui ne peut provenir actuellement que de l'étranger. D'autre part, une dépendance accrue vis-à-vis de l'extérieur aggrave le risque que l'offre d'énergie ne devienne insuffisante et ce risque ne peut pas être négligé dans le cas des charbons à coke. Dès lors, pour ne pas entraver le développement de son économie, la Communauté doit assurer la sécurité de son approvisionnement par la conservation de ressources énergétiques propres, en l'occurrence une production charbonnière, dont les coûts croissants constituent un facteur d'alourdissement des prix de revient des autres industries communautaires, même s'ils sont supportés par l'ensemble de l'économie.

En dernière analyse, la Communauté devra opérer prochainement un arbitrage, tenant compte, d'une part, des objectifs économiques et sociaux recherchés et, d'autre part, des coûts de la politique choisie. Actuellement, les perspectives énergétiques à moyen terme, encore assez incertaines, rendent cet arbitrage particulièrement délicat; il deviendrait beaucoup plus aisé si les prospections pétrolières en cours et de nouveaux progrès dans la construction et l'exploitation de centrales nucléaires permettaient de tabler, dans un avenir assez proche, sur un accroissement substantiel, à des prix raisonnables, des ressources énergétiques de la Communauté.

(1) R. Evalenko, *op. cit.*, p. 52.

La recherche d'une solution rapide aux problèmes énergétiques de la Communauté intéresse au premier chef l'industrie charbonnière belge, dont la situation est particulièrement difficile depuis une décennie.

Les bassins belges ont été touchés les premiers par les effets des transformations structurelles du marché énergétique européen. Cela provient, pour une part, des conditions particulièrement malaisées d'exploitation : faible puissance des veines, allure tourmentée des couches, grande profondeur d'exploitation et, pour une autre part, du fait qu'en Belgique, le relèvement du niveau des salaires a été rapide et prononcé, immédiatement après la seconde guerre mondiale. Lors de l'institution, en 1952, de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, la production charbonnière belge était la plus coûteuse de la Communauté.

La position concurrentielle, particulièrement défavorable à l'époque, de l'industrie charbonnière belge a été reconnue par le Traité de Paris. Celui-ci a prévu en sa faveur une phase de transition, comportant une protection et une aide financière des charbonnages allemands et néerlandais, pour lui permettre de rationaliser sa production et d'être en mesure d'affronter la concurrence à l'intérieur de la Communauté à l'expiration, le 10 février 1958, de la phase de transition.

La haute conjoncture des années 1954-1956 aidant, la position concurrentielle de l'industrie charbonnière belge a paru s'améliorer au point qu'à la date prévue, celle-ci a été pleinement intégrée dans le marché commun. Mais, lors de la récession de 1957, il est apparu que les efforts de rationalisation n'avaient nullement remédié à sa vulnérabilité. Il fallut à nouveau la protéger par des contingentements à l'importation, même en provenance des pays partenaires. Cette protection alla cependant de pair avec une contraction sensible de la production charbonnière concomitante de la fermeture des houillères les plus déficitaires. De 1957 à 1962, la production fut ramenée de 29,1 à 21,2 millions de tonnes, et le nombre d'ouvriers du fond inscrits dans les mines au 31 décembre, de 116,9 à 64,1 milliers; en revanche, dans le même laps de temps, le rendement par ouvrier du fond et par poste progressa de 1.253 à 1.818 kg.

Cet effort d'assainissement n'a toutefois pas permis de rétablir l'équilibre d'exploitation

des houillères. Après une amélioration passagère en 1962 et 1963, à laquelle l'hiver exceptionnellement rigoureux de 1962-1963 n'a certes pas été étranger, la situation financière des charbonnages s'est dégradée rapidement, sous l'action conjuguée de deux facteurs : d'une part, le ralentissement de la progression des rendements, qui avait été particulièrement rapide lors de l'élimination des mines marginales; d'autre part, la hausse des salaires à un rythme soutenu, sous l'influence de l'expansion conjoncturelle. Malgré des relèvements des prix de vente, les charbonnages en déficit d'exploitation avant les amortissements couvraient ensemble 19 p.c. de la production totale en 1963, 63 p.c. en 1964, et près de 90 p.c. en 1965.

Tableau X.

Evolution des rendements et des salaires dans l'industrie charbonnière belge

(Indices base 1957 = 100)

Source : *Statistiques de l'énergie. Annuaire 1950-1964*, pp. 68 et 95.

Années	Rendement par ouvrier du fond et par poste	Salaire horaire direct moyen des ouvriers et apprentis du fond et du jour
1961	137	106
1962	145	113
1963	145	124
1964	141	132
1965	150	(p)142

(p) Provisoire.

L'évolution prévisible de la demande d'énergie ne permet pas de tabler sur une reprise fondamentale de la demande qui entraînerait un redressement spontané de la situation charbonnière belge. Selon toute vraisemblance, la consommation de charbon industriel poursuivra sa régression structurelle et celle de charbon domestique pourrait bien fléchir à un rythme plus rapide, en raison de l'augmentation de l'offre de gaz de pétrole inhérente à l'extension en cours des capacités des raffineries en Belgique, et de l'introduction, dans les toutes prochaines années, du gaz naturel. Par ailleurs, afin de sauvegarder la capacité compétitive des industries sidérurgique et chimique, et d'éviter de la sorte un alourdissement des coûts des secteurs qui mettent en œuvre les produits de ces indus-

tries, il s'indique d'assouplir le système de contingentement des fines à coke américaines, dont le prix rendu Anvers est inférieur d'environ 200 francs belges la tonne au prix de vente des charbonnages belges, ou d'adopter une politique, nationale ou communautaire, de subventions, visant à ramener le prix du charbon communautaire au niveau du prix rendu Europe des charbons américains.

Que ce soit à la suite de la crise actuelle de mévente ou pour procéder à un assainissement même partiel de la situation de l'industrie charbonnière, une nouvelle contraction de sa production paraît inévitable. Selon certains experts, celle-ci devrait être ramenée de 21 millions de tonnes en 1965 à environ 12-13 millions en 1970; selon d'autres, il serait prudent de conserver, pour des motifs de sécurité d'approvisionnement, une production d'environ 20 millions de tonnes. En fin de compte, l'importance de la contraction sera déterminée en grande partie par des décisions qui seront prises au niveau de la Communauté au sujet de la politique énergétique commune, et par l'ampleur des répercussions économiques, financières et sociales de l'assainissement de l'industrie charbonnière.

La fermeture des houillères pose le problème immédiat du reclassement de la main-d'œuvre. De 1957 à 1965, le repli de l'industrie charbonnière a entraîné le licenciement de 68.000 personnes, soit 50 p.c. de l'effectif global à la fin de 1957. Ce chiffre ne tient évidemment pas compte des pertes d'emplois, impossibles à chiffrer, dans nombre d'activités et d'industries complémentaires, dont les débouchés étaient étroitement dépendants de l'activité de l'industrie charbonnière. Si, jusqu'à présent, le reclassement a pu s'effectuer sans trop de difficultés, il n'en a pas moins donné lieu, en plus des allocations de chômage, à une charge financière notable. Les actions de réadaptation, entreprises de concert par le Gouvernement et par la Haute Autorité, ont porté, du 18 mars 1954 au 31 janvier 1966 ⁽¹⁾, sur 47.307 mineurs licenciés, donnant lieu à une dépense de l'ordre de 1,5 milliard de francs belges ou de 30.000 francs par mineur reclassé.

Ces montants s'élèveraient sans doute dans une mesure appréciable en cas d'accroissement

⁽¹⁾ *Quatorzième rapport général sur l'activité de la Communauté*, p. 325.

brusque du rythme de fermeture des charbonnages marginaux; un afflux de mineurs à reclasser allongerait la durée moyenne de reclassement, surtout si la conjoncture devait évoluer de manière moins favorable. De plus, ceci pourrait, dans certains bassins charbonniers, enclencher un processus cumulatif de contraction de l'emploi et des revenus. Il s'en suivrait une sérieuse aggravation des problèmes de reconversion régionale, dont la solution exige déjà un gros effort d'investissement de la part des pouvoirs publics et des entreprises privées.

La fermeture des charbonnages a donné lieu à la mise à la retraite anticipée des mineurs âgés ou difficilement reclassables. Comme la contraction de l'industrie charbonnière a provoqué simultanément une réduction du nombre des cotisants, l'équilibre financier des caisses de pension tend à se rompre. Le rapport, en fin d'année, entre bénéficiaires et cotisants est passé, dans le régime spécial de pension pour ouvriers mineurs, de 54,9 p.c. en 1957, à 105,3 p.c. en 1961 et à 145,2 p.c. en 1965, et les subventions annuelles de l'Etat ont progressé de 2,5 milliards de francs en 1961 à 2,9 milliards en 1965 ⁽¹⁾. Des mises à la pension anticipée plus fréquentes ne feront qu'accroître leur montant sous les effets conjugués de la progression du nombre de bénéficiaires, de la diminution de celui des cotisants et surtout de l'allongement de la durée moyenne des pensions.

Finalement, le gonflement des charges sociales incombant à l'Etat et résultant directement du déclin structurel de l'industrie charbonnière pourrait, en cas d'accélération de ce déclin, dépasser, pendant un certain temps, le montant des subventions accordées pour le maintien en activité des mines marginales.

Les répercussions économique-sociales de la crise charbonnière invitent dès lors à organiser le recul structurel de la production en Belgique, en échelonnant les fermetures, du moins jusqu'à ce que soit définie et mise en application une politique énergétique commune.

⁽¹⁾ « Subsidés directs et indirects spécifiques au secteur charbonnier belge 1945-1965. Compatibilité des subsides sociaux avec le Marché commun », Annexe à *l'Aperçu mensuel de l'évolution économique* du Ministère des Affaires Économiques, Bruxelles, n° 4, 1966, pp. 24 et 45.

CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE : ENCOURS AU 31 DECEMBRE 1963 ET MOUVEMENTS EN 1963

Des données statistiques relatives aux encours et aux mouvements des créances et des dettes dans l'économie belge ont été publiées pour la première fois dans le numéro de février 1963 du *Bulletin*; elles couvraient la période allant de la fin de 1957 à la fin de 1960. Elles ont été complétées, pour l'année 1961, dans le numéro de mars 1964, et pour l'année 1962, dans le numéro d'octobre 1965.

Deux nouveaux tableaux relatifs respectivement aux encours des créances et des dettes à la fin de 1963 et à leurs mouvements en 1963 figurent dans les « Statistiques » du présent *Bulletin*, sous les numéros XII-1b et XII-2.

Les tableaux des encours et des mouvements des créances et des dettes constituent une synthèse de plusieurs statistiques monétaires et financières. Leur originalité consiste en ce que toute une série de statistiques existantes y sont réunies et agencées de façon à faire ressortir les liaisons financières entre les différents secteurs de l'économie. Les tableaux des encours font apparaître les endettements et les créances de chaque secteur vis-à-vis de chacun des autres secteurs de l'économie à un moment donné, c'est-à-dire à la fin de l'année. Les tableaux des mouvements des créances et des dettes recensent les changements nets intervenus au cours d'une période donnée dans ces liaisons financières intersectorielles. Ces changements sont généralement provoqués par de nouveaux flux de financement allant des unités en surplus financier vers les unités en déficit financier.

Aussi bien dans les tableaux des encours que dans les tableaux des mouvements, les créances et les dettes sont ventilées suivant leur nature. Cette ventilation permet d'identifier les formes techniques des financements intersectoriels et d'apprécier, en outre, du

moins dans une certaine mesure, la liquidité des différents secteurs de l'économie ainsi que son évolution.

Agencés de la manière qui vient d'être dite, les tableaux des créances et des dettes peuvent servir de base à un grand nombre d'analyses. Ils permettent notamment de dégager quel a été, au cours d'une année déterminée, l'apport de fonds au marché financier, et quelle a été l'affectation finale des fonds apportés à ce marché. Un essai d'analyse de ce genre a été fait, pour l'année 1962, dans le *Bulletin* d'octobre 1965.

Dans le présent article, nous nous limiterons à faire des regroupements analogues à ceux qui ont été effectués dans le *Bulletin* susmentionné, et à comparer l'apport de fonds au marché financier, et l'affectation finale de ces fonds pendant l'année 1963 à l'évolution constatée en 1962.

1. L'apport de fonds au marché financier en 1963.

L'expression « marché financier » est utilisée ci-après dans son sens le plus large, c'est-à-dire qu'elle couvre, outre le marché des émissions — le marché financier au sens restreint —, toutes les autres opérations des intermédiaires financiers, y compris celles des organismes monétaires, ainsi que toutes les autres opérations financières entre les secteurs non financiers. Il n'est cependant pas tenu compte des émissions d'actions. Celles-ci ne sont pas considérées comme des actifs financiers pour les raisons qui ont été exposées dans le numéro de février 1963 du *Bulletin* (1).

L'apport net de fonds sur le marché financier ainsi défini peut être mesuré par l'aug-

(1) pp. 124 et 125.

mentation des ressources confiées aux intermédiaires financiers par les secteurs non financiers — entreprises et particuliers, paraétatiques d'exploitation, Etat, secteur public non compris ailleurs, sécurité sociale, étranger — et par l'apport de ces mêmes secteurs aux secteurs non financiers. En ce qui concerne les souscriptions des secteurs non financiers

aux émissions d'obligations et de bons de caisse, elles sont rangées parmi les ressources confiées aux intermédiaires financiers lorsqu'il s'agit de titres émis par des entreprises non financières ou par le secteur public non financier.

Le tableau ci-après recense l'apport de fonds au marché financier en 1962 et en 1963.

Tableau I.

Apports de fonds au marché financier par les secteurs non financiers

	1962	1963	1962	1963
	<i>(en milliards de francs)</i>		<i>(en pour cent du total)</i>	
A. Fonds confiés aux intermédiaires financiers :				
1. Organismes monétaires	23,3	51,2	34,8	47,4
2. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	16,4	13,8	24,5	12,8
3. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	10,5	11,6	15,6	10,8
4. Organismes publics de crédit non monétaires	7,3	8,3	10,9	7,7
Total ...	57,5	84,9	85,8	78,7
B. Fonds confiés aux secteurs non financiers :				
1. Souscriptions nettes d'obligations et de bons de caisse	2,7	4,9	4,0	4,5
2. Autres apports	6,8	18,1	10,2	16,8
Total ...	9,5	23,0	14,2	21,3
Total général ...	67,0	107,9	100,0	100,0

A part l'augmentation importante de l'apport de fonds au marché financier, qui représente, à concurrence de 29,2 milliards, un accroissement exceptionnellement élevé des apports de l'étranger, le changement le plus caractéristique en 1963 est l'augmentation des ressources des organismes monétaires; au cours de cette année, ceux-ci ont « absorbé » 47 p.c. des fonds confiés au marché financier, contre 35 p.c. en 1962. La proportion des fonds confiés aux autres intermédiaires

financiers a, dès lors, marqué un recul sensible. Même en chiffres absolus, les fonds confiés aux caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, sont restés inférieurs aux montants atteints en 1962.

Le changement survenu dans la répartition des fonds parmi les différentes catégories d'intermédiaires financiers traduit en bonne partie les modifications qui se sont produites dans la composition des épargnes financières du public. Le tableau ci-après est significatif à

Tableau II.

Types d'actifs financiers constitués par les entreprises et particuliers

	1962	1963	1962	1963
	<i>(en milliards de francs)</i>		<i>(en pour cent du total)</i>	
Monnaie	15,3	24,6	24,3	33,1
Dépôts à terme et autres dépôts	1,4	1,1	2,2	1,5
Dépôts d'épargne	17,9	22,6	28,5	30,4
Obligations et bons de caisse	14,3	6,2	22,7	8,4
Réserves mathématiques et techniques	10,6	11,6	16,9	15,6
Divers	3,4	8,2	5,4	11,0
	62,9	74,3	100,0	100,0

cet égard. Il présente une ventilation des apports de fonds des entreprises et particuliers au marché financier suivant le seul critère de leur nature : il ne fait pas de distinction, par exemple, entre des dépôts d'épargne auprès des caisses d'épargne et des dépôts en carnets dans les banques de dépôts, ou entre des obligations émises par l'Etat et des obligations et bons de caisse émis par des paraétatiques de crédit.

Les enseignements qu'on peut tirer de ce tableau ne sont pas nouveaux. Ils ont déjà été décrits et commentés à plusieurs reprises et à différents endroits. Si nous en reprenons l'essentiel ici, c'est uniquement dans le but d'illustrer une des possibilités d'analyse qu'offre la statistique des créances et des dettes.

La modification survenue en 1963 dans le comportement financier des entreprises et particuliers est étroitement liée à la réforme fiscale de novembre 1962. La préférence accrue que le public a marquée pendant cette année pour les encaisses monétaires et certains types de liquidités quasi monétaires (dépôts d'épargne) a eu comme contrepartie une désaffectation pour les placements en valeurs mobilières belges. Les placements en titres de l'Etat ont même laissé un solde négatif, ce qui veut dire que, pendant cette période, les remboursements l'ont emporté sur les nouvelles souscriptions. Ceci ressort des données ci-après, relatives à la répartition par secteur émetteur des titres à revenu fixe acquis par les entreprises et particuliers :

Secteurs émetteurs

	1962	1963
	<i>(en milliards de francs)</i>	
Entreprises non financières ¹ .	+ 1,8	+ 2,3
Etat	+ 2,1	- 0,6
Pouvoirs subordonnés et autres organismes publics non financiers ²	+ 0,1	- 0,7
Organismes monétaires	+ 2,4	+ 0,4
Caisses d'épargne et sociétés hypothécaires	+ 1,7	+ 0,4
Organismes publics de crédit ...	+ 6,2	+ 4,4
	<u>+ 14,3</u>	<u>+ 6,2</u>

¹ Y compris les paraétatiques d'exploitation.

² Secteur public non compris ailleurs et sécurité sociale.

La désaffectation pour les placements en titres à revenu fixe et la préférence marquée pour les encaisses monétaires étaient sans

doute imputables au fait que le public attendait un relèvement du taux d'intérêt qui compenserait, en tout ou en partie, la diminution des revenus mobiliers nets provoquée par les mesures fiscales.

L'accumulation de dépôts d'épargne revêtait jusqu'à un certain point ce même caractère de placement provisoire. Elle n'a cependant pas profité à tous les intermédiaires financiers qui collectent ce type de ressources :

Mouvement des dépôts d'épargne

	1962	1963
	<i>(en milliards de francs)</i>	
Caisse Générale d'Epargne ...	+ 7,9	+ 5,3
Caisses d'épargne privées	+ 5,3	+ 6,4
Banques	+ 3,6	+ 9,4
Crédit Communal	+ 1,1	+ 1,5
Total ...	<u>+ 17,9</u>	<u>+ 22,6</u>

L'accroissement des dépôts d'épargne auprès de la Caisse Générale d'Epargne a été inférieur à celui de l'année 1962. Cette institution a probablement été défavorisée par le fait que le public, cherchant à échapper au précompte fiscal, a eu tendance à multiplier le nombre de ses carnets ou livrets d'épargne ⁽¹⁾.

Les réserves mathématiques et techniques, qui constituent une forme d'épargne contractuelle ou obligatoire, n'ont évidemment pas subi les mêmes effets que les autres types d'actifs financiers du public. L'augmentation de 11,5 milliards de ces réserves s'est répartie comme suit entre les différents secteurs débiteurs :

Mouvement des réserves mathématiques et techniques

	1962	1963
	<i>(en milliards de francs)</i>	
Assurance-vie	+ 4,4	+ 5,0
Accidents de travail	+ 0,8	+ 1,1
Fonds de pension	+ 5,3	+ 5,4
	<u>+ 10,5</u>	<u>+ 11,5</u>

Au total, l'accumulation d'actifs financiers par les entreprises et particuliers a dépassé de 11,4 milliards en 1963 son niveau de 1962. Ce dépassement doit être imputé à concurrence de 9,3 milliards à l'accroissement des encaisses monétaires.

⁽¹⁾ Voir, à ce sujet, le *Bulletin* du mois d'avril 1966, pp. 426 et 427.

2. L'affectation finale des fonds apportés au marché financier en 1963.

Un autre volet du tableau des actifs et passifs financiers montre quels ont été, au cours de cette même année, les emprunteurs « finals » des moyens apportés au marché financier.

Rappelons d'abord que les emprunteurs « finals » des fonds offerts sur le marché financier ne peuvent être que des secteurs non financiers. En effet, les intermédiaires financiers ne collectent des fonds, du moins en règle générale, que pour les prêter à d'autres secteurs. Les données sur les apports

de fonds au marché financier permettent de déterminer les emprunteurs « finals » de ces fonds, lorsque ces apports donnent lieu à la constitution d'actifs directs, c'est-à-dire lorsque les fonds sont prêtés à des secteurs non financiers. La question se pose différemment pour les fonds apportés aux intermédiaires financiers. Ceux-ci ne sont en fait que des emprunteurs « intermédiaires » des fonds, et ce n'est que sur la base de leurs opérations de crédit et de placement qu'on peut déterminer les emprunteurs « finals » des fonds qui leur ont été confiés.

Dans le tableau ci-après, les indications des tableaux statistiques de base ont été regroupées

Tableau III.

Emprunteurs « finals » des fonds apportés au marché financier

(milliards de francs)

	Emprunteurs « finals »					
	Entreprises et particuliers	Parastatistiques d'exploitation	Etat	Secteur public non compris ailleurs et sécurité sociale	Etranger	Total
	1962					
A. Fonds confiés aux intermédiaires financiers :						
1. Organismes monétaires (et Fonds des Rentes)	11,6	0,7	5,0	0,6	2,8	20,7
2. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	10,3	0,6	6,6	1,2	0,1	18,8
3. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	3,3	0,4	- 1,6	2,2	- 0,2	4,1
4. Organismes publics de crédit non monétaires	7,0	0,4	0,3	4,7	0,3	12,7
B. Fonds confiés aux secteurs non financiers ...	9,0	0,7	—	- 0,5	0,3	9,5
Total ...	41,2	2,8	10,3	8,2	3,3	65,8
	1963					
A. Fonds confiés aux intermédiaires financiers :						
1. Organismes monétaires (et Fonds des Rentes)	17,8	0,6	20,1	0,2	16,9	55,6
2. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	10,4	0,1	1,0	1,1	—	12,6
3. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	3,8	- 0,1	3,5	0,9	0,9	9,0
4. Organismes publics de crédit non monétaires	9,7	1,4	- 4,0	5,1	- 0,2	12,0
B. Fonds confiés aux secteurs non financiers ...	13,1	1,2	1,2	3,6	3,9	23,0
Total ...	54,8	3,2	21,8	10,9	21,5	112,2

pées en vue d'obtenir une image synthétique des affectations finales des fonds confiés au marché financier.

On constate qu'en 1963 les fonds apportés ont finalement été acheminés vers le secteur « Entreprises et particuliers » à concurrence de 49 p.c., et vers le secteur public à concurrence de 32 p.c.; en 1962, les pourcentages

correspondants avaient été de 63 et 32 p.c. respectivement. En chiffres absolus, les entreprises et particuliers ainsi que le secteur public ont cependant bénéficié de crédits nettement plus importants qu'en 1962. Contrairement à ce qui s'est passé en 1962, le secteur « Etranger » a également été un emprunteur « final » important : il est intervenu à concurrence de

20 p.c. environ dans l'utilisation « finale » des fonds. Toutefois, les emprunts dont le secteur « Etranger » a bénéficié ont été financés avec des ressources en provenance de l'étranger.

On notera encore que sur les 74,3 milliards que les entreprises et particuliers ont confiés au marché financier en 1963, 54,8 milliards leur sont revenus, soit indirectement, par voie de prêts ou de crédits accordés par des intermédiaires financiers, soit directement, par l'apport des secteurs non financiers.

Lorsqu'on confronte les données du tableau I et celles du tableau III, on constate que, dans la plupart des cas, le montant des fonds confiés à une catégorie d'intermédiaires financiers par les secteurs non financiers ne correspond pas au montant des prêts et crédits accordés à ces secteurs par la même catégorie d'intermédiaires financiers. Par exemple, en

1963, le montant des fonds que les secteurs non financiers ont confiés aux organismes publics de crédit s'est chiffré par 8,3 milliards (voir tableau I), alors que les prêts de ceux-ci à ceux-là ont atteint 12 milliards (voir tableau III).

Ces divergences sont attribuables aux mouvements de fonds entre les diverses catégories d'intermédiaires financiers. Par exemple, les organismes monétaires, les caisses d'épargne et les organismes d'assurances placent auprès des organismes publics de crédit une partie des fonds qui leur sont confiés; les organismes monétaires transfèrent également des ressources au Fonds des Rentes (notamment par la souscription de certificats de cet organisme), qui, à son tour, peut acquérir des certificats de trésorerie et des fonds publics, ou accorder des prêts au jour le jour.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* d'avril 1966. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

AGNEESSENS A., Etude juridique de l'octroi de crédits garantis par des créances dans la pratique bancaire belge. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 3, 1966, pp. 293-322.*)

FRANTZEN P., De financiering van de woningbouw in België. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 30, 2^e trimestre de 1966, pp. 307-315.*)

GROSFILS M., Perspectives du financement industriel en Belgique. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 3, 1966, pp. 277-291.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

COMMISSION BANCAIRE, Liste, au 31 décembre 1965, des centres d'opérations des banques, classés par provinces, villes et communes en Belgique, par localités à l'étranger. (*Bruxelles, 1966, 45 p.*)

RIJCKEBOER R., De Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid. (*E.R.A.-Berichten, Anvers, n° 1, 15 avril 1966, pp. 17-23.*)

VAN AUDENHOVE M., Pour une plus grande souplesse des circuits financiers belges. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 3, 1966, pp. 252-275.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

CABAY I., A propos de la Société Nationale d'Investissement (S.N.I.). (*Bulletin Social des Industriels, Bruxelles, XXXVIII, n° 326, avril 1966, pp. 267-271.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

BAELDE M., Le contrôle des finances locales par le pouvoir central au XVIII^e siècle. (*Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XX, n° 76, avril 1966, pp. 65-73.*)

DE BRAINE M., Pour une fiscalité saine et efficace. (*Les Dossiers de l'Action Sociale Catholique, Bruxelles, XLIII, n° 4, avril 1966, pp. 279-288.*)

VAN HOUTTE J., Aperçu de la politique budgétaire et fiscale en Belgique de 1960 à 1965. (*Finanzarchiv, Tübingen, XXV, n° 1, mars 1966, pp. 92-102.*)

WILMART J., Le régime d'option d'amortissements dégressifs dans le système fiscal belge. (*La Fiscalité du Marché Commun, Deventer, n° 17, avril 1966, pp. 395-401.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

DE BRABANDERE E., Capital à risque et promotion des investissements. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 3, 1966, pp. 324-328.*)

Investissements complémentaires (Loi du 15 juillet 1959). Situation au 31 décembre 1965. (*Bulletin des Contributions, Bruxelles XLII, n° 429, avril 1966, pp. 575-599.*)

Un inventaire des caisses d'épargne. (*L'Epargne du Monde, Amsterdam, n° 2, mars-avril 1966, pp. 141-144.*)

VAN PARYS H., Analyse des budgets familiaux. (*Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, VIII, n° 3, mars 1966, pp. 275-281.*)

VERSICHELEN M. & VAN PARIJS H., Gezinsbudget en levenswijze van op rust gestelde arbeiders en bedienden. Een onderzoek te Gent. (*Tijdschrift voor Sociale Wetenschappen, Gand, XI, n° 1, 1966, pp. 3-52.*)

WINTERBERG M. & VAN PEETERSSEN A., Prévisions des dépenses de consommation privée. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 30, 2^e trimestre de 1966, pp. 157-201.*)

7. PRIX ET SALAIRES

BOLLE DE BAL M. & DEJEAN Chr., Le salaire à la production; formes nouvelles et fonctions sociologiques. (*Recherche sociologique effectuée dans la sidérurgie belge à la demande de la Haute Autorité de la C.E.C.A.*) (*Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, Collection de Sociologie du Travail, Bruxelles, 1966, XIII+453 p.*)

DELEECK H. & DEHAENE J.L., Het aandeel der lonen en wedden in het nationaal inkomen (1948-1964). (*De Gids op maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LVII, n° 5, mai 1966, pp. 457-469.*)

LATIN L., L'égalité des salaires masculins et féminins. (*Les Dossiers de l'Action Sociale Catholique, Bruxelles, XLIII, n° 4, avril 1966, pp. 331-335.*)

Le coût horaire du travail ouvrier en Europe occidentale. (*Industrie, Bruxelles, XX, n° 4, avril 1966, pp. 318-324.*)

SERVAIS L., Salaires féminins. (Exposé fait au Parlement par M. Servais, Ministre de l'Emploi et du Travail). (*Bulletin hebdomadaire de Fabrimétal, Bruxelles, n° 1027, 23 avril 1966, pp. 267-276.*)

VERECKEN M., De vertraging van de loonstijging, de noodzaak van een prijsbeleid en de regeringsmaatregelen tegen de prijsstijging. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LVII, n° 5, mai 1966, pp. 439-455.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

DELSINNE L., Les migrations intérieures de la main-d'œuvre en Belgique et ses problèmes. (*Le Progrès Social, Liège, LIV, n° 90, mars-avril 1966, pp. 5-14.*)

La grève des femmes à la F.N. (*Les Dossiers de l'Action Sociale Catholique, Bruxelles, XLIII, n° 4, avril 1966, pp. 326-335.*)

POLAIN J., La mobilité géographique et professionnelle des travailleurs étrangers. (*Le Progrès Social, Liège, LIV, n° 90, mars-avril 1966, pp. 15-27.*)

9. SECURITE SOCIALE

DE BOCK N., De jongste ontwikkeling van de ziekteverzekering. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, XIII, n° 2, 1966, pp. 122-128.*)

SPITAELS G., Sécurité sociale et groupes de pression. (*Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, VIII, n° 3, mars 1966, pp. 282-298.*)

VAN PARYS G., Les aspects sociologiques de la sécurité sociale. Les techniques des sciences sociales et la sécurité sociale. (*Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, VIII, n° 3, mars 1966, pp. 269-274.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

BAUDHUIN F., Variations sur un assainissement majeur. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 220, mars-avril 1966, pp. 153-165.*)

L'industrialisation de la zone portuaire anversoise. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, V, n° 48, avril 1966, pp. 14.*)

PERSOONS F., Les problèmes des régions d'ancienne industrialisation en Europe. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 220, mars-avril 1966, pp. 247-268.*)

Perspectives de développement de l'économie luxembourgeoise jusqu'en 1970. (*Bulletin du Statec, Luxembourg, XII, n° 3, 1966, pp. 62-72.*)

WAELEBROECK J., Meccano : or a do-it-yourself Approach to long-term Forecasting. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 30, 2^e trimestre de 1966, pp. 203-242.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

CLAES F., Recente ontwikkelingen in de baksteenindustrie. (*E.R.A.-Berichten, Anvers, n° 1, 15 avril 1966, pp. 5-16.*)

Fermetures de charbonnages et mesures de reconversion. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 17, 23 avril 1966, pp. 149-153.*)

L'industrie pharmaceutique belge. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 14, 2 avril 1966, pp. 121-126.*)

MORISSENS-WICCAERT D., Le stock de logements et la construction en Belgique. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 30, 2^e trimestre de 1966, pp. 243-282.*)

ORTHUBER H., L'évolution économique des brasseries nationales dans la Communauté Economique Européenne. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 220, mars-avril 1966, pp. 237-246.*)

La politique du logement; examen et propositions. (*Bulletin du C.E.P.I., Bruxelles, XI, n° 2, mars-avril 1966, pp. 9-26.*)

PEETERS G. & autres, Pétrole en pétrochimie in de economische groei. (*L'Industrie chimique belge, Bruxelles, XXXI, n° 4, avril 1966, pp. 346-352.*)

SNEL M.J., Les hydrologues et le problème de l'eau. (*Industrie, Bruxelles, XX, n° 4, avril 1966, pp. 265-271.*)

Subsides directs et indirects spécifiques au secteur charbonnier belge, 1945-1965. Compatibilité des subsides sociaux avec le Marché Commun. (*Annexe à l'Aperçu mensuel de l'évolution économique, Ministère des Affaires Economiques, Bruxelles, n° 4, 1966, pp. 2-68 + 4 annexes.*)

WOLTERS L.B., Le pétrole et l'approvisionnement en énergie de la Belgique. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 220, mars-avril 1966, pp. 173-177.*)

13. COMMERCE INTERIEUR

DE CADT R., De theeveilingen te Antwerpen. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XX, n° 2, avril 1966, pp. 143-158.*)

Les criées horticoles en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 18, 30 avril 1966, pp. 161-165.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR — BALANCE DES PAIEMENTS

Tendances du commerce extérieur de l'U.E.B.L. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 16, 16 avril 1966, pp. 141-145.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

A New Plan for Gold. (*The Economist, Londres, CCXIX, n° 6400, 23 avril 1966, pp. 383-385.*)

DIERICK A.M., Internationale monetaire reserves en internationaal betalingsevenwicht. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LI, n° 2536, 6 avril 1966, pp. 375-378.*)

DUNN Ch., L'Eurodollar. (*S.E.D.E.I.S.-Analyse et Prévision, Paris, I, n° 4, avril 1966, pp. 245-256.*)

FERRAS G., Charges et responsabilités nationales consécutives à un déséquilibre des paiements internationaux. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 220, mars-avril 1966, pp. 271-277.*)

GOEDHART C., Goud en een nieuw internationaal reservemiddel. (*Economie, Tilburg, XXX, n° 7, avril 1966, pp. 330-337.*)

KINDLEBERGER Ch., Europe and the dollar. (*Cambridge (Mass.), M.I.T. Press, 1966, X + 297 p.*)

LUTZ A., International Payments and Monetary Policy in the World Today. (*International Trade and Finance, Wicksell Lectures, 1958-1964, Almqvist & Wicksell, Stockholm, 1965, pp. 137-170.*)

MODIGLIANI F. & KENEN P., A Suggestion for Solving the International Liquidity Problem. (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, Rome, n° 76, mars 1966, pp. 3-17.*)

SCHWARZENBACH E. & ZWICK J., The European Response to U.S. Capital Restrictions. (*The National Banking Review, Washington, III, n° 3, mars 1966, pp. 347-357.*)

TRIFFIN R., The Future of the European Payments System. (*International Trade and Finance, Wicksell Lectures, 1958-1964, Almqvist & Wicksell, Stockholm, 1965, pp. 9-44.*)

YEAGER L., International Monetary Relations. Theory, History and Policy. (*Harper & Row, New York, 1966, VIII+504 p.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

BALASSA B. & CAMU A., Les effets du Marché Commun sur les courants d'échanges internationaux. (*Revue d'Economie Politique, Paris, LXXXVI, n° 2, mars-avril 1966, pp. 201-227.*)

BRONDEL G., Premières propositions de la Commission de la C.E.E. pour une politique pétrolière commune. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 90, avril 1966, pp. 188-194.*)

CLAEYS BOUUAERT I., Où en est le droit fiscal européen? (*Cahiers de Droit Européen, Bruxelles, n° 3, 1966, pp. 251-270.*)

La procédure budgétaire dans la Communauté Economique Européenne. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 90, avril 1966, pp. 167-178.*)

L'Euratom; sa contribution à la recherche et aux réalisations industrielles. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 15, 9 avril 1966, pp. 133-137.*)

FREI R., La Suisse et l'intégration européenne. (*Les problèmes de l'Europe, Paris, 1966, n° 31, pp. 17-27.*)

HEGER Ch., Marché Commun et problèmes agricoles. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 220, mars-avril 1966, pp. 223-236.*)

POURVOYEUR R., Die bisherige Assoziierungspolitik der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XX, n° 2, avril 1966, pp. 109-127.*)

The Squeeze on Europe's Capital Markets. (*European Trends, Londres, n° 7, avril 1966, pp. 10-15.*)

TINBERGEN J., The European Economic Community: Conservative or progressive? (*International Trade and Finance, Wicksell Lectures, 1958-1964, Almqvist & Wicksell, Stockholm, 1965, 291 p.*)

VAN DAMME J., La mise en œuvre des articles 85 et 86 du Traité de Rome. (*Cahiers de Droit Européen, Bruxelles, n° 3, 1966, pp. 279-315.*)

VAN DER MEULEN J., Quelques considérations concernant les finances et le droit budgétaire dans les communautés européennes. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 4, avril 1966, pp. 5-36.*)

VAN TURENHOUDT M., L'organisation du Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricoles et les possibilités d'interventions bancaires. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXX, n° 3, 1966, pp. 334-344.*)

VERLOREN VAN THEMAAT P., De aanpassing van de concurrentievoorwaarden binnen de Europese Economische Gemeenschap. (*Economie, Tilburg, XXX, n° 7, avril 1966, pp. 313-329.*)

VRILLON B., La libre circulation des travailleurs de la C.E.E. dans l'optique du Comité consultatif de la libre circulation. (*Rivista di Politica Economica, Rome, LVI, n° 4, avril 1966, pp. 423-439.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 15 février 1966

portant approbation de la Convention conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du Traité de La Haye, du 3 février 1958, instituant l'Union économique Benelux, signée à Bruxelles, le 14 janvier 1964 (Moniteur du 29 avril 1966, p. 4547).

Arrêté royal organique du 12 avril 1966

du Comité ministériel de coordination économique et sociale (Moniteur du 21 avril 1966, p. 4220).

Arrêté royal du 12 avril 1966

modifiant l'arrêté royal du 16 septembre 1959 relatif à l'organisation de la politique scientifique (Moniteur du 21 avril 1966, p. 4222).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté ministériel du 30 mars 1966

relatif à l'émission, par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique, d'une septième tranche de 300 millions de francs de son emprunt de 3 milliards de francs (Moniteur du 5 avril 1966, p. 3618).

.....
Art. 2. — Cette septième tranche est représentée par des obligations au porteur (...), portant intérêt au taux annuel de 2 p.c.

Art. 3. — Le prix d'émission, fixé au pair de la valeur nominale, est payable intégralement en espèces.
.....

Art. 5. — Ces obligations sont remboursables au pair de la valeur nominale le 1^{er} avril 1996.
.....

Art. 7. — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Art. 8. — Il est renoncé à la perception du précompte mobilier sur les intérêts de l'emprunt en vertu des dispositions de l'article 4-1^o, d, de l'arrêté royal du 2 décembre 1962, relatif au précompte mobilier.
.....

Arrêté royal du 12 avril 1966

autorisant la Société Nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 2 milliards de francs (Moniteur du 30 avril 1966, p. 4608).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 18 février 1966

transférant à l'exercice 1966, les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1965 sur le titre II (dépenses extraordinaires) du budget de l'exercice 1965 et le budget extraordinaire de certains exercices antérieurs (Moniteur du 7 avril 1966, p. 3715).

Arrêté royal du 4 mars 1966

transférant à l'exercice 1966, les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1965 sur le titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie pour l'exercice 1965 (Moniteur du 2 avril 1966, p. 3578).

Arrêté royal du 15 mars 1966

transférant à l'exercice 1966, des crédits d'engagement et des crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1965 sur le titre II (dépenses extraordinaires) du budget de l'exercice 1965 du Ministère de la Prévoyance Sociale (Moniteur du 20 avril 1966, p. 4200).

Arrêté royal du 28 mars 1966

modifiant le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 8 avril 1966, p. 3781).

Lol du 31 mars 1966

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1966 et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1965 (Moniteur du 1^{er} avril 1966, p. 3539).

Arrêtés ministériels des 1^{er} et 28 avril 1966

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 5 et 30 avril 1966, pp. 3619 et 4608).

Arrêté ministériel du 2 avril 1966

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 5 avril 1966, p. 3620).

Arrêté royal organique du 12 avril 1966

du Comité ministériel de la gestion budgétaire et de la fonction publique (Moniteur du 21 avril 1966, p. 4221).

Arrêté ministériel du 25 avril 1966

*modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960
régulant les franchises en matière de droits
d'entrée (Moniteur du 29 avril 1966, p. 4550).*

**Arrêté royal et arrêté ministériel
du 27 avril 1966**

*relatifs à l'émission de l'emprunt 1966-1971-1976,
2^e série (Moniteur du 30 avril 1966, p. 4603).*

.....
Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

6,25 p.c. l'an à partir du 16 mai 1966 jusqu'au 15 mai 1971;

6,50 p.c. l'an à partir du 16 mai 1971 jusqu'au 15 mai 1976.
.....

Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année (...).
.....

Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations, au pair de leur valeur nominale, le 16 mai 1971.
.....

*
**

Art. 1^{er}. — (...) Le capital nominal est limité à 10 milliards de francs (...).
.....

Art. 3. — Le prix d'émission, fixé à 990 francs net par 1.000 francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.
.....

Art. 11. — Il est alloué aux banques et agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.
.....

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 4 avril 1966

modifiant les articles 121 et 153 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 7 avril 1966, p. 3721).

7. — COMMERCE INTERIEUR

Arrêté royal du 12 avril 1966

*relatif au commerce intérieur des fraises
(Moniteur du 28 avril 1966, p. 4494).*

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêtés ministériels des 1^{er} et 28 avril 1966

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 5 et 30 avril 1966, pp. 3619 et 4608).

Arrêté ministériel du 2 avril 1966

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 5 avril 1966, p. 3620).

Arrêté ministériel du 25 avril 1966

*modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960
régulant les franchises en matière de droits
d'entrée (Moniteur du 29 avril 1966, p. 4550).*

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 15 mars 1966

rendant obligatoire la convention du 6 juillet 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de dérivés de céréales, pâtes alimentaires et rizeries (Moniteur du 7 avril 1966, p. 3719).

Arrêté royal du 25 mars 1966

rendant obligatoire la convention du 12 janvier 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux concernant la classification des fonctions, la fixation des salaires, la sécurité d'existence et la prime de fin d'année des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie en y comprenant les ceintures, la gainerie et les équipements militaires, ainsi que le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 15 avril 1966, p. 4009).

Arrêté royal du 28 mars 1966

rendant obligatoire la convention du 6 juillet 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les amidonneries de maïs et de riz, les glucoseries, féculeries et maïseries (Moniteur du 15 avril 1966, p. 4013).

Arrêté royal du 28 mars 1966

rendant obligatoire la convention du 27 janvier 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des tabacs, modifiant la convention du 6 mai 1965 de la même commission fixant la classification professionnelle et les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans l'industrie des tabacs et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 5 novembre 1965 (Moniteur du 28 avril 1966, p. 4495).

Arrêté royal du 22 avril 1966

modifiant l'arrêté royal instituant une Commission des prix (Moniteur du 27 avril 1966, p. 4450).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 5 avril 1966

modifiant l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office National de Sécurité Sociale (Moniteur du 13 avril 1966, p. 3898).

Arrêté ministériel du 8 avril 1966

fixant, en ce qui concerne l'industrie hôtelière, les rémunérations forfaitaires pour le calcul des cotisations de sécurité sociale des employeurs et des travailleurs rémunérés totalement ou principalement au pourboire (Moniteur du 19 avril 1966, p. 4101).

Arrêté royal du 20 avril 1966

*modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 23 avril 1966, p. 4321).
Errata (Moniteur du 4 mai 1966, p. 4698).*

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Décision de la Commission du 18 avril 1966
(66/256/C.E.E.)**

portant modification de sa décision en date du 28 janvier 1966, relative au recours de la République italienne à l'article 115, alinéa 1^{er} du Traité, pour exclure du traitement communautaire les voitures automobiles et leurs pièces détachées, originaires des pays tiers et transformées ou mises en libre pratique dans d'autres Etats membres (Journal officiel du 26 avril 1966, p. 1113/66).

**Décision de la Commission du 18 avril 1966
(66/257/C.E.E.)**

relative au recours de la République fédérale d'Allemagne à l'article 115, alinéa 1^{er} du Traité, pour exclure du traitement communautaire « les fils de fibres textiles synthétiques et artificielles » de la position douanière 51.01, originaires de Tchécoslovaquie et mis en libre pratique dans d'autres Etats membres (Journal officiel du 26 avril 1966, p. 1114/66).

**Décision du Conseil du 21 avril 1966
(66/271/C.E.E.)**

portant prorogation de la suspension totale du droit du tarif douanier commun applicable aux pommes de terre, autres, non dénommées, de la position 07.01 A III b) (Journal officiel du 30 avril 1966, p. 1206/66).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1962	1963	1964	1965 (p)
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale	I.N.S.	8.512	9.251	9.328	9.428	9.499
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.906	5.948	5.996	
dont : Hommes	»	2.902	2.923	2.950	2.984	
Femmes	»	2.948	2.983	2.998	3.012	
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.568	3.589	3.622	3.646
dont : Agriculture	»	423	240	230	216	204
Industries extractives	»	191	105	102	102	95
Industries manufacturières	»	1.311	1.259	1.267	1.289	1.298
Bâtiments et construction	»	197	264	276	282	285
Transports	»	243	240	245	250	253
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.383	1.404	1.427	1.449
Chômeurs complets	»	92	77	65	56	62

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	210,8
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,2	16,4
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	18,5	20,3	23,4	24,0	23,6	26,2	28,0	31,5	36,2	44,4
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	48,1	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	77,0	81,8
e) Corrections et compléments	9,3	11,6	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,5	23,1	20,2
Total ...	199,7	215,9	235,4	243,4	244,6	261,8	274,0	301,5	333,5	373,6
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	20,4	19,6	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,3	27,7	30,2
b) Professions libérales ¹	9,5	9,9	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	13,9	15,1	16,4
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	69,5	71,6	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	94,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	6,0	6,4	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,2	7,6
e) Ajustement statistique	- 0,1	0,6	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,9	0,6	- 0,8
Total ...	105,3	108,1	111,4	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	137,8	147,4
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	12,6	13,5	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,8	28,0
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	33,4	33,1	33,1
c) Dividendes, tantièmes, dons	10,8	12,5	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	14,7
Total ...	56,9	59,7	62,0	62,3	63,0	66,5	69,7	73,0	73,5	75,8
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	12,4	13,3	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	12,1	14,5
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	13,4
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	4,9	5,3	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,8	6,0
7. Intérêt de la dette publique	-10,9	-11,7	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-19,1	-21,2	-22,8
Revenu national net au coût des facteurs ...	375,0	398,9	421,4	423,9	431,0	458,3	481,2	514,1	551,8	607,9
8. Amortissements	42,8	47,1	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,6	68,2	74,2
Revenu national brut au coût des facteurs ...	417,8	446,0	471,5	474,4	484,2	514,4	539,6	575,7	620,0	682,1
9. Impôts indirects	46,2	50,8	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,7	84,5	93,7
10. Subsidés	- 4,1	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,6
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

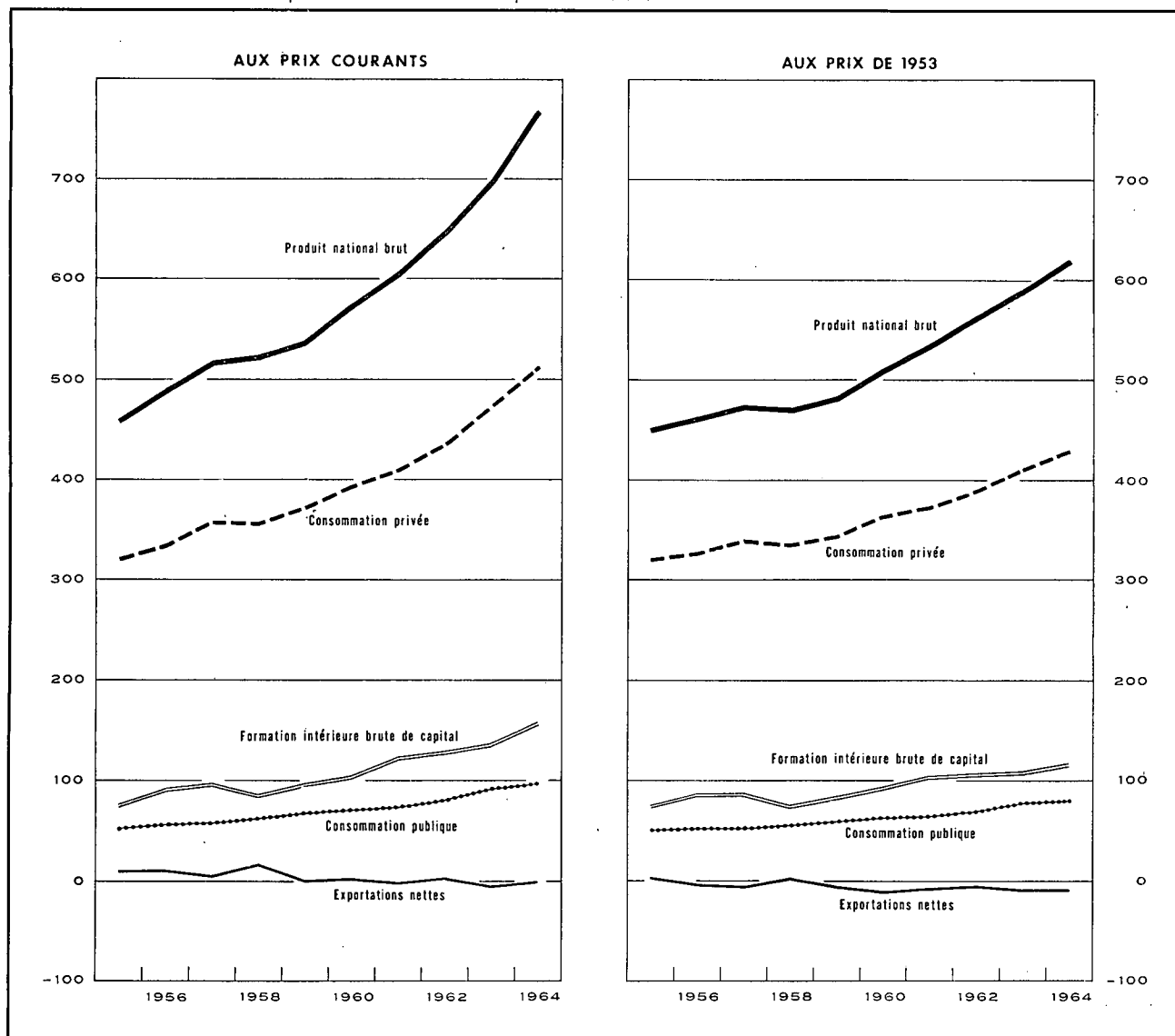
	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Agriculture, sylviculture et pêche	32,7	31,9	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	39,0	41,6	44,4
2. Industries extractives	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,4	17,1
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	32,5	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,6	44,1	48,1
b) Textiles	13,4	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,8	19,0	20,0
c) Vêtements et chaussures	6,2	6,5	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	10,5	11,3
d) Bois et meubles	4,8	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	8,9	8,8
e) Papier, impression, édition	6,6	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	9,5	10,4	11,4
f) Industries chimiques et activités connexes	12,0	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,0	17,3
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	7,4	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,2	14,5
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	13,7	15,5	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	16,9	17,0	18,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	29,1	31,5	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,1	57,6	62,9
j) Industries non dénommées ailleurs	9,0	9,8	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,0	15,7	17,5
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>134,7</i>	<i>145,0</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>193,4</i>	<i>212,4</i>	<i>230,5</i>
4. Construction	25,0	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	42,1	47,0	58,9
5. Electricité, gaz et eau	8,9	9,5	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,5	15,1
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce	67,4	71,6	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,9	114,8	123,0
b) Services financiers et assurances ...	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,4	23,7
c) Immeubles d'habitation	36,9	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,2	41,7	42,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>115,8</i>	<i>121,2</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,2</i>	<i>177,9</i>	<i>189,6</i>
7. Transports et communications	30,1	32,6	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	41,9	45,5	50,9
8. Services	89,5	93,7	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,9	144,3	159,3
9. Corrections	—	2,4	-3,3	1,1	1,2	-2,3	1,2	2,7	-3,5	-1,2
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	454,5	482,6	511,2	515,1	532,9	565,8	600,8	642,8	694,1	764,6
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	5,3	4,4	3,8	3,6
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	93,6	98,8	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,6	125,7	133,1
b) Boissons et tabac	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	32,9	36,4
c) Vêtements et autres effets personnels	31,9	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	44,4	50,0	53,9
d) Loyers, taxes, eau	43,4	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	49,8	51,0	52,9
e) Chauffage et éclairage	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,9	25,2
f) Articles ménagers durables	23,0	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,9	41,4	47,3
g) Entretien de la maison	14,5	15,3	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,7	23,5
h) Soins personnels et hygiène	16,8	17,4	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,3	29,4	32,4
i) Transports et communications	22,6	24,7	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,4	44,5
j) Loisirs	24,2	25,2	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,7	42,1
k) Autres dépenses et ajustement statistique	10,5	7,1	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,7	18,1	21,2
<i>Total ...</i>	<i>321,4</i>	<i>334,4</i>	<i>358,5</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>434,7</i>	<i>474,2</i>	<i>512,5</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	36,2	37,6	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	55,2	61,8	66,7
b) Biens et services	13,5	14,4	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,8	25,5
c) Loyer net imputé ou payé	1,6	1,8	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,7
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5
<i>Total ...</i>	<i>52,0</i>	<i>54,5</i>	<i>57,2</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,4</i>	<i>91,2</i>	<i>97,4</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,3	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9
b) Industries extractives	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	1,9	1,9
c) Industries manufacturières	16,7	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	34,6	38,4	38,2
d) Construction	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	6,2	5,3	5,8
e) Electricité, gaz et eau	4,0	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	6,6	6,0	8,2
f) Commerce, banque, assurances	8,6	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,2	15,0
g) Immeubles d'habitation	19,5	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,2	40,6
h) Transports et communications	9,8	10,5	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	12,8	13,5	14,1
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,4	9,1	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,0	19,3	21,6
j) Autres services	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,6	3,8
k) Variations de stocks	-0,4	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	2,4	0,9	3,3
l) Ajustement statistique	0,3	-0,6	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,1	0,4	1,0
<i>Total ...</i>	<i>77,4</i>	<i>91,8</i>	<i>97,4</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>128,7</i>	<i>136,9</i>	<i>158,4</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	155,3	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,9	254,9	296,6
b) Importations totales	146,2	170,1	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,5	259,3	296,7
c) Exportations nettes	+9,1	+9,6	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-4,4	-0,1
Produit national brut aux prix du marché ...	459,9	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	647,2	697,9	768,2

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
I. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	106	108	108	111	110	115	118	121	125	129
b) Boissons	103	103	111	109	114	117	122	123	130	139
c) Tabac	105	107	115	118	119	124	127	134	134	142
d) Vêtements et autres effets personnels	111	112	120	112	117	125	130	141	155	162
e) Loyers, taxes, eau	104	105	106	107	107	108	109	110	110	112
f) Chauffage et éclairage	111	118	117	108	110	117	125	147	163	150
g) Articles ménagers durables	116	122	131	128	134	156	165	172	189	211
h) Entretien de la maison	108	111	115	115	116	120	123	126	127	131
i) Soins personnels et hygiène ...	107	109	110	121	125	132	137	148	155	162
j) Transports	118	126	133	135	139	154	158	167	180	198
k) Communications P.T.T.	111	117	122	129	130	136	144	153	165	180
l) Loisirs	105	106	111	117	114	114	119	122	128	136
<i>Total ...</i>	<i>109</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>117</i>	<i>125</i>	<i>127</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>146</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	112	114	116	124	129	136	139	149	164	171
b) Biens et services	74	76	72	78	87	92	90	104	120	118
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	102	107	117	126	128	134	145	163	182	199
<i>Total ...</i>	<i>99</i>	<i>101</i>	<i>101</i>	<i>109</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>150</i>	<i>154</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	113	104	106	96	98	80	89	83	84	96
b) Industries extractives	91	117	110	98	68	56	74	50	62	60
c) Industries manufacturières	118	144	127	117	118	167	202	210	223	212
d) Construction	112	126	130	105	132	145	184	340	281	295
e) Electricité, gaz et eau	118	128	132	125	156	126	117	162	138	180
f) Commerce, banques, assurances	104	111	109	97	110	120	131	135	141	143
g) Immeubles d'habitation	111	118	124	110	120	140	149	130	123	161
h) Transports et communications .	121	125	122	135	127	137	135	140	144	142
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	113	121	111	120	150	137	142	158	194	221
j) Enseignement	163	158	123	92	201	244	303	338	358	324
k) Autres services	104	111	109	107	118	124	140	141	143	144
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>128</i>	<i>128</i>	<i>111</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>154</i>	<i>157</i>	<i>158</i>	<i>173</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	127	137	139	140	149	164	180	197	211	238
b) Importations totales	125	141	144	139	155	174	187	202	219	247
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	108,9	111,8	114,6	113,8	116,5	123,1	129,2	135,6	142,1	149,2

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.) — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1965, p. 1385. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1963 2 ^e trimestre	105,3	59,9	107,7	105,6	118,5	131,0	110,7	101,7	98,6	116,9	
3 ^e trimestre	106,2	60,2	108,4	105,5	120,8	132,8	111,9	102,8	98,6	118,8	
4 ^e trimestre	106,4	60,3	109,3	106,2	124,4	134,8	115,9	100,8	100,1	116,0	
1964 1 ^{er} trimestre	106,6	60,6	109,6	106,1	122,2	132,6	117,5	101,3	100,4	114,3	
2 ^e trimestre	108,0	61,1	110,3	106,1	120,8	132,6	121,8	102,6	99,1	119,5	
3 ^e trimestre	109,1	61,1	111,7	108,1	122,4	135,1	124,6	107,0	98,3	119,8	
4 ^e trimestre	109,0	61,8	112,2	109,7	122,6	137,4	128,2	107,1	97,1	116,6	
1963 Décembre	105,6	60,3	108,9	105,8	124,8	134,2	116,1	100,0	100,1	112,9	
1964 Janvier	105,6	59,4	109,4	105,9	122,5	132,8	116,3	99,6	100,1	110,2	
Février	106,7	61,5	109,4	105,8	121,9	132,9	116,4	101,9	100,6	115,5	
Mars	107,4	61,0	110,0	106,5	122,2	132,0	119,9	102,5	100,4	117,1	
Avril	108,1	60,6	110,5	106,5	121,6	133,6	121,4	102,8	99,8	119,1	
Mai	107,8	61,1	110,2	106,5	120,7	132,6	121,9	102,5	98,8	119,7	
Juin	108,1	61,5	110,3	105,2	120,1	131,7	122,2	102,5	98,8	119,7	
Juillet	108,4	61,1	110,8	107,0	121,4	133,9	122,2	104,7	98,0	119,2	
Août	109,2	61,1	111,9	108,7	122,9	133,7	125,0	108,2	98,5	119,4	
Septembre	109,8	61,2	112,4	108,7	122,9	137,6	126,7	108,1	98,4	120,9	
Octobre	109,9	61,8	112,8	109,7	124,1	137,8	126,8	108,1	97,6	119,4	
Novembre	109,1	61,9	112,3	109,9	122,8	137,1	128,7	107,7	97,1	116,9	
Décembre	107,9	61,8	111,5	109,6	121,0	137,4	129,1	105,5	96,6	113,4	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 6	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1964 3 ^e trimestre	63	31,6	20,2	11,4	663	15,0	5,3	7,1	7,0	11,6	12,7
4 ^e trimestre	61	60,9	28,0	32,9	1.238	14,8	5,2	6,3	13,5	11,4	8,6
1965 1 ^{er} trimestre	65	111,4	38,3	73,1	2.414	16,4	8,0	4,2	19,0	14,6	7,8
2 ^e trimestre	62	45,4	29,3	16,1	938	15,3	5,0	6,9	12,7	14,6	8,8
3 ^e trimestre	63	39,4	27,1	12,3	828	15,8	4,2	7,0	13,3	11,7	8,2
4 ^e trimestre	63	78,0	33,9	44,1	1.638	15,5	6,9	6,2	19,3	11,1	6,7
1966 1 ^{er} trimestre	65	110,7	44,1	66,6	2.399	16,4	8,2	4,6	25,7	15,6	6,4
1965 Mai	24	45,4	29,5	15,9	1.090	17,2	5,8	7,0	12,6	13,1	8,4
Juin	19	41,3	27,2	14,1	784	14,3	4,2	7,2	11,4	14,3	9,0
Juillet	19	40,1	27,8	12,3	762	16,3	3,6	6,5	13,8	8,6	7,8
Août	24	39,3	26,4	12,9	944	17,2	4,7	7,1	12,6	12,1	8,3
Septembre	20	38,9	27,1	11,8	779	15,8	4,3	7,2	13,5	14,5	8,4
Octobre	24	41,6	29,5	12,1	998	16,4	6,0	7,1	15,2	14,2	7,9
Novembre	19	96,4	34,0	62,4	1.831	14,7	6,7	6,3	18,3	9,5	6,4
Décembre	20	104,3	39,1	65,2	2.085	15,4	7,4	5,1	24,2	9,6	5,7
1966 Janvier	25	158,9	46,0	112,9	3.972	18,2	10,9	3,8	27,9	14,2	5,5
Février	20	86,6	45,0	41,6	1.732	15,5	6,0	4,5	26,4	15,5	6,6
Mars	20	74,7	41,0	33,7	1.493	15,3	5,0	5,4	22,8	16,9	7,1
Avril	19	65,2	38,4	26,8	1.238	14,9	4,9	6,5	21,4	14,6	7,6
Mai	22	54,2	35,8	18,4	1.192	16,3	3,5	7,0	19,1	14,6	7,9

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

Nombre de journées perdues par mois

3 Durée moyenne du chômage = Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 20-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

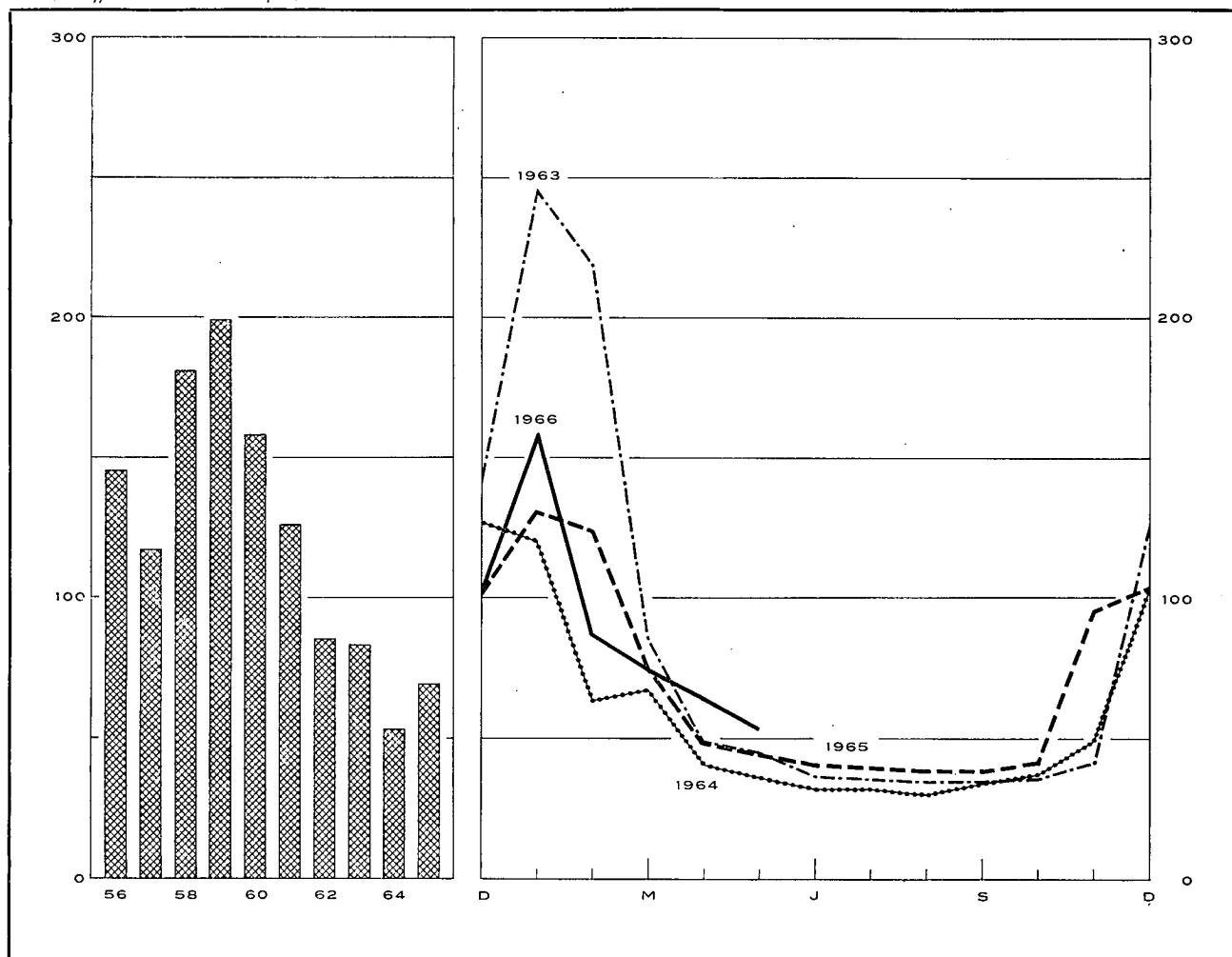
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1963	1964	1965	1966
1957	117	144	96	88	138	Janvier	246	120	131	159
1958	181	204	166	149	204	Février	219	63	124	87
1959	199	292	182	150	171	Mars	86	67	75	75
1960	158	221	149	123	137	Avril	49	40	49	65
1961	126	177	111	90	124	Mai	45	36	45	54
1962 ¹	85	141	64	52	90	Juin	40	32	41	
1963	83	176	44	35	72	Juillet	36	32	40	
1964	53	82	36	32	61	Août	35	30	39	
1965	69	111	45	39	78	Septembre ..	35	34	39	
1966		111				Octobre	36	37	42	
						Novembre ...	42	49	96	
						Décembre ...	127	102	104	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 20-12-61

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Source : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	280	296	270	273	256	252	246	262	267
dont : froment	208	219	200	203	206	209	200	216	227
seigle	66	69	62	63	44	39	41	42	36
Céréales non panifiables	238	240	255	252	263	260	255	239	253
Plantes industrielles	92	94	88	96	92	93	94	106	95
Plantes racines et tuberculifères	145	141	134	131	120	116	114	103	98
Légumes cultivés pour la graine	13	12	12	11	11	10	10	11	10
Prés et prairies	814	811	816	819	821	829	825	815	810
Divers	134	125	137	129	136	128	134	135	125
Total ...	1.716	1.719	1.712	1.711	1.699	1.688	1.678	1.671	1.658
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	751	779	789	773	722	835	759	900	853
Autres céréales	969	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962
Betteraves sucrières	2.600	3.200	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	2.537
Lin (graines et paille)	182	170	124	214	196	231	240	283	190
Chicorée à café	51	56	43	55	60	37	47	68	46
Pommes de terre	2.043	1.956	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	182	178	170	159	148	141	132	120	108
Total des bovidés	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.668	2.731
dont : vaches laitières	977	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010
Forcs	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	391	412	424	441	429	462	458	429	461

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

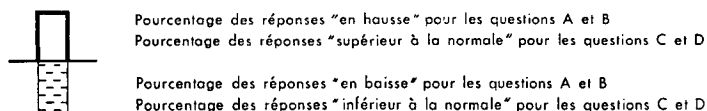
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Aiglefin	445	374	232	262	285	300	221	281	233
Cabillaud	662	834	653	689	698	868	728	630	1.124
Plie	427	451	381	390	291	346	424	322	294
Sole	289	315	257	350	314	347	631	201	263
Raie	356	337	342	323	328	310	298	319	280
Flareng	254	201	260	528	409	273	153	134	112
Crevettes	84	64	89	39	80	48	76	75	72

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

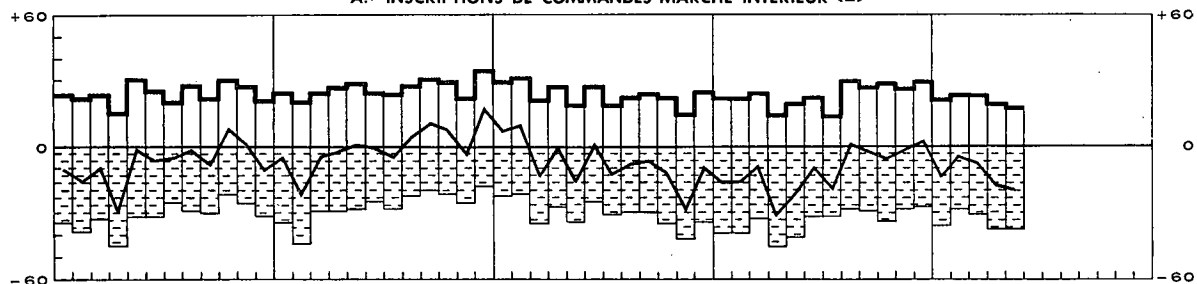
IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (1)

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux

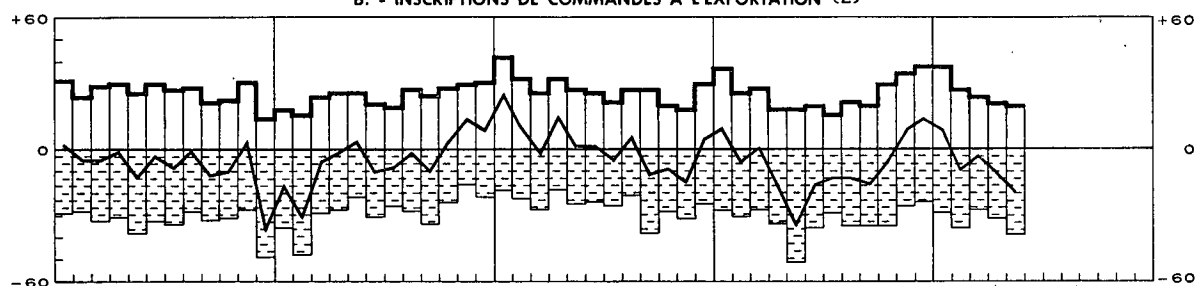


	Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A et B Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions C et D
--	---

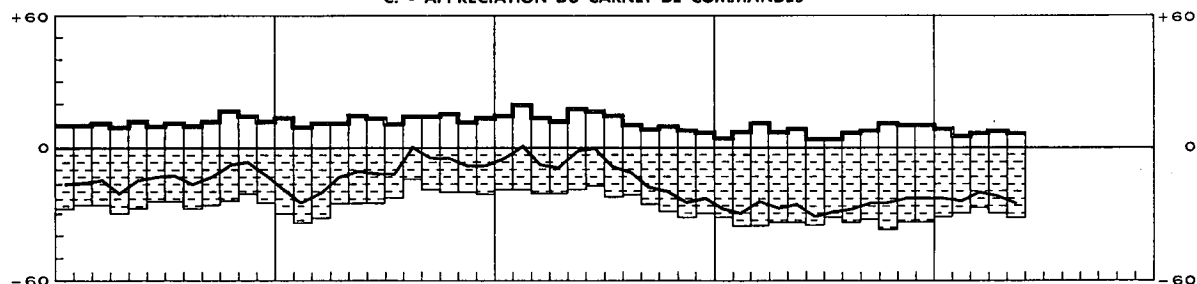
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



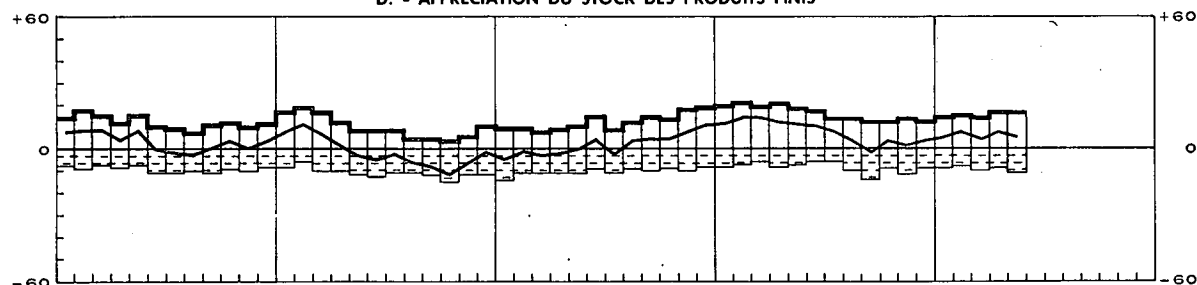
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



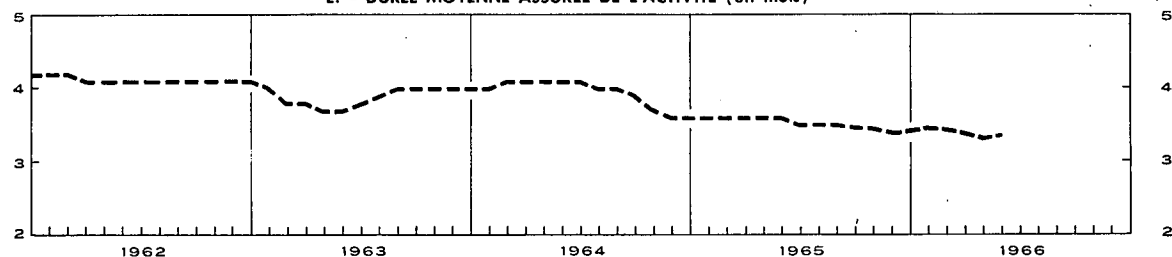
C. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D. - APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



E. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



1 Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.

2 Mouvements saisonniers éliminés.

3 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV · 1a — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.H.E.S.P. 1		Source : Agéfi 1
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1960	112	116	111	115	115
1961	119	124	116	121	122
1962	125	132	122	128	130
1963	135	142	131	138	138
1964	145	152	140	148	147
1965	p 147	p 157	p 145	p 155	150
1964 3 ^e trimestre	139	147	131	139	143
4 ^e trimestre	154	163	145	154	153
1965 1 ^{er} trimestre	146	155	p 144	p 153	146
2 ^e trimestre	148	158	p 150	p 159	152
3 ^e trimestre	p 139	p 149	p 133	p 143	147
4 ^e trimestre	p 156	p 167	p 153	p 163	153
1966 1 ^{er} trimestre	p 148	159	148	159	151
1965 Mai	145	155	p 150	p 159	152
Juin	149	158	p 149	p 159	152
Juillet	124	134	p 117	p 126	140
Août	p 139	p 149	p 133	p 141	148
Septembre	p 155	p 166	p 150	p 160	152
Octobre	p 160	p 171	p 152	p 162	156
Novembre	p 152	p 163	p 153	p 163	148
Décembre	p 157	p 168	p 153	p 164	153
1966 Janvier	p 143	154	142	152	147
Février	p 142	153	150	161	144
Mars	p 159	171	152	163	160
Avril					p 153 ²
Mai					148 ²

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1958 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Prévission.

IV · 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

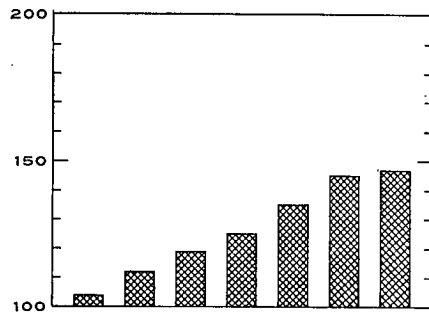
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minérales non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Raffineries de pétrole		
									Total	Filatures	Tissage			Bonnerie	
Total	Filatures	Tissage	Bonnerie	Total	dont : Transformation des matières plastiques (1952 = 100)										
1960	112	86	116	122	119	126	115	108	121	126	120	118	122		106
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130		122
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	145	92	152	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	p 147	85	p 157	147	152	175	p 165	p 127	138	132	137	154	172	178	241
1964 3 ^e trimestre	139	83	147	159	140	155	153	126	127	118	131	144	162	138	206
4 ^e trimestre	154	93	162	157	157	172	167	152	145	139	149	157	175	167	246
1965 1 ^{er} trimestre	146	87	155	130	153	172	165	112	139	135	140	150	181	162	219
2 ^e trimestre	148	88	158	160	153	175	164	122	138	131	139	156	179	184	250
3 ^e trimestre	p 139	77	p 149	153	143	169	p 156	129	124	120	122	140	158	167	237
4 ^e trimestre	p 156	87	p 167	146	157	184	p 175	p 146	149	144	148	168	173	198	256
1966 1 ^{er} trimestre	p 148	80	159	132		170	118	118	147				176		241
1965 Mars	156	93	166	144	164	183	173	119	150	145	151	166	191	176	249
Avril	151	90	161	159	155	175	166	120	141	133	144	160	182	179	246
Mai	145	85	155	163	151	171	162	116	135	129	136	148	175	177	252
Juin	149	89	158	158	154	180	163	131	139	131	137	159	179	197	251
Juillet	124	62	134	148	127	149	139	130	100	96	111	87	149	139	251
Août	p 139	79	p 149	155	145	175	p 153	130	123	121	112	157	152	160	243
Septembre	p 155	88	p 166	158	156	183	p 176	125	148	142	144	177	171	201	217
Octobre	p 160	87	p 171	163	163	179	p 177	148	149	143	147	175	178	199	260
Novembre	p 152	88	p 163	143	148	183	p 171	155	142	134	142	163	168	203	249
Décembre	p 157	87	p 168	131	160	189	p 177	p 135	157	156	157	165	172	193	260
1966 Janvier	p 143	78	154	107		181	173	112	145	146	146	153	170		254
Février	p 142	77	153	121		177	164	115	141		149		165		220
Mars	p 159	86	171	167			171	128	157				194		250

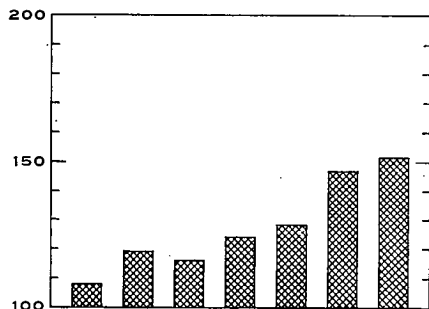
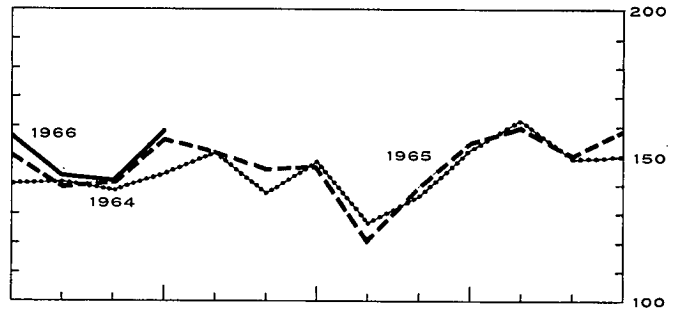
* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

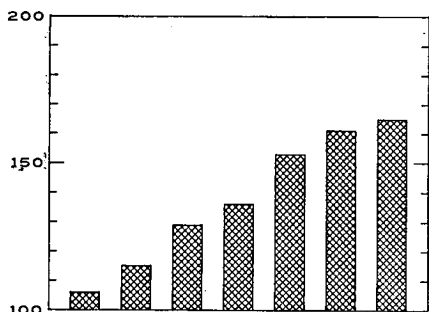
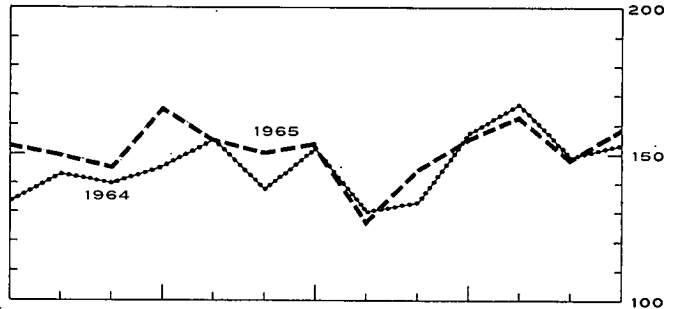
Base 1958 = 100



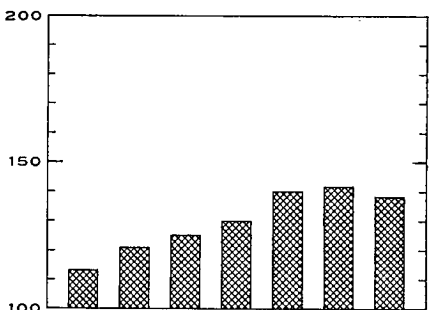
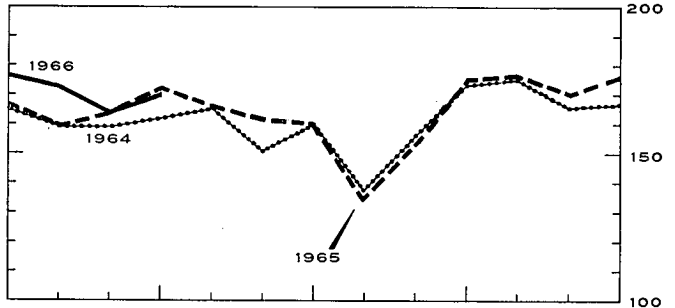
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



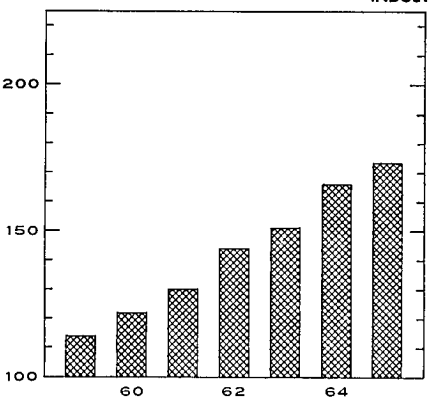
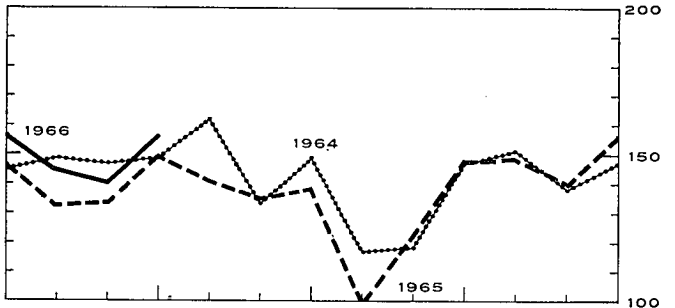
SIDERURGIE



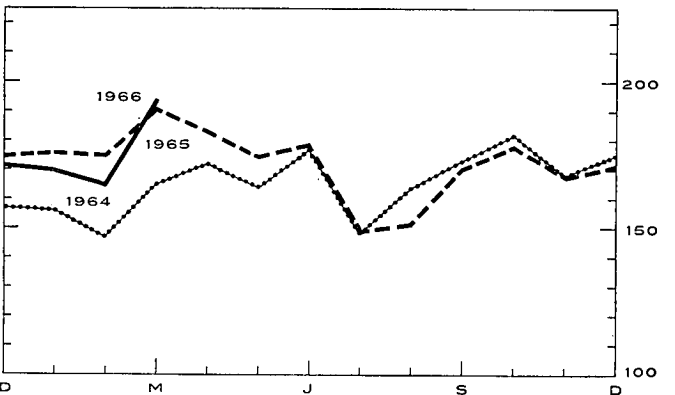
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.210	1.697	1.300	107	268
1964 3 ^e trimestre	1.571	1.379	418	2.346	1.122	1.510	1.116	106	205
4 ^e trimestre	1.839	1.489	419	2.669	1.156	1.808	1.330	114	273
1965 1 ^{er} trimestre	1.739	1.827	340	2.320	1.175	1.778	1.185	111	296
2 ^e trimestre	1.696	1.974	383	2.399	1.205	1.625	1.349	109	233
3 ^e trimestre	1.459	2.035	453	2.285	1.205	1.529	1.280	100	204
4 ^e trimestre	1.700	2.419	511	2.504	1.256	1.857	1.385	105	278
1966 1 ^{er} trimestre	p 1.584	p 2.785			p 1.269	1.877	1.364		
1965 Mai	1.630	1.896	370	2.397	1.202	1.623	1.362	111	232
Juin	1.708	1.974	403	2.363	1.207	1.586	1.356	106	216
Juillet	1.224	1.991	399	2.038	1.175	1.403	1.355	89	187
Août	1.503	1.985	433	2.307	1.202	1.527	1.311	104	203
Septembre	1.651	2.035	525	2.511	1.239	1.657	1.175	107	221
Octobre	1.643	2.143	515	2.488	1.249	1.779	1.406	110	245
Novembre	1.703	2.264	505	2.409	1.259	1.838	1.344	102	288
Décembre	1.755	2.419	511	2.616	1.261	1.953	1.404	103	303
1966 Janvier	1.576	2.430	411	2.374	1.217	1.960	1.396		
Février	1.509	2.584	352	2.031	p 1.283	1.739	1.269		
Mars	p 1.666	p 2.785			p 1.308	1.932	1.428		
Avril	p 1.478	p 2.850			p 1.296	1.756			
Mai	p 1.437	p 2.936			p 1.274				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	p 6,57	p 5,96	p 12,53	p 12,67
1964 3 ^e trimestre	699	487	5,93	4,56	10,49	10,44
4 ^e trimestre	780	575	6,25	5,57	11,82	12,79
1965 1 ^{er} trimestre	752	582	6,44	6,22	12,66	12,02
2 ^e trimestre	762	574	6,87	5,93	12,80	13,31
3 ^e trimestre	736	508	p 5,76	p 5,12	p 10,88	p 11,12
4 ^e trimestre	806	566	p 7,21	p 6,55	p 13,76	p 14,22
1966 1 ^{er} trimestre	p 756	585				
1965 Mai	760	553	6,91	6,14	13,05	13,53
Juin	760	583	6,55	5,82	12,37	13,67
Juillet	651	448	p 5,22	p 4,35	p 9,57	p 10,12
Août	745	479	p 5,91	p 4,62	p 10,53	p 9,78
Septembre	813	597	p 6,15	p 6,40	p 12,55	p 13,50
Octobre	833	596	p 7,11	p 6,76	p 13,87	p 13,78
Novembre	775	529	p 6,55	p 6,28	p 12,83	p 12,94
Décembre	809	572	p 7,97	p 6,61	p 14,58	p 15,95
1966 Janvier	741	571	p 6,30	p 6,41	p 12,71	p 11,84
Février	733	550	p 6,60	p 7,31	p 13,91	p 13,09
Mars	p 793	635				
Avril	p 760	586				
Mai	720 ¹					

1 Estimations sur base chiffres Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Constructions nouvelles et transformations
Nombre										
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	32.178	4.957	16.545	2.960	5.399	5.169
1963	38.688				23.311	1		1		5.382
1964	44.948				31.323	1		1		6.545
1965	38.796				34.157	1		1		8.744

¹ En 1963, 1964 et 1965, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 9.660, à 11.068 et à 10.778.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1964 2 ^e trimestre	4.219	3.441	1.055	667
3 ^e trimestre	3.338	2.996	884	628
4 ^e trimestre	3.345	2.070	897	466
1965 1 ^{er} trimestre	3.289	1.836	740	538
2 ^e trimestre	3.393	2.704	949	522
3 ^e trimestre	3.238	3.048	969	835
4 ^e trimestre	3.014	3.797	935	1.019
1965 Février	2.954	1.385	682	470
Mars	4.043	2.664	893	634
Avril	3.496	2.766	907	520
Mai	3.143	2.591	967	335
Juin	3.539	2.756	972	712
Juillet	3.372	2.898	1.047	678
Août	2.930	3.295	881	862
Septembre	3.411	2.952	980	965
Octobre	2.846	4.305	961	1.250
Novembre	2.396	3.418	777	902
Décembre	3.800	3.668	1.067	905
1966 Janvier	3.135	2.391	803	1.001
Février	3.926	2.769	1.014	888

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV · 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1964	1965	% variat. *	1964	1965	% variat. *	1964	1965	% variat. *
	1 ^{er} trimestre	126	130	+ 3,2	128	133	+ 3,9	122	132	+ 8,2
2 ^e trimestre	126	132	+ 4,8	127	132	+ 3,9	124	132	+ 6,5
3 ^e trimestre	126	132	+ 4,8	129	130	+ 0,8	125	131	+ 4,8
4 ^e trimestre	129	135	+ 4,7	131	135	+ 3,1	128	132	+ 3,1
	1965	1966		1965	1966		1965	1966	
1 ^{er} trimestre	130	137	+ 5,4	133	134	+ 0,8	132	135	+ 2,3
2 ^e trimestre	132			132			132		
3 ^e trimestre	132			130			131		
4 ^e trimestre	135			135			132		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1964	1965	% variat. *	1964	1965	% variat. *	1964	1965	% variat. *
1 ^{er} trimestre	126	124	- 1,6	137	134	- 2,2	125	132	+ 5,6
2 ^e trimestre	127	126	- 0,8	134	139	+ 3,7	125	132	+ 5,6
3 ^e trimestre	126	130	+ 3,2	131	142	+ 8,4	125	133	+ 6,4
4 ^e trimestre	126	132	+ 4,8	133	145	+ 9,0	129	137	+ 6,2
	1965	1966		1965	1966		1965	1966	
1 ^{er} trimestre	124	133	+ 7,3	134	148	+ 10,4	132 ²	139 ²	+ 5,3 ²
2 ^e trimestre	126			139			132		
3 ^e trimestre	130			142			133		
4 ^e trimestre	132			145			137		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

² Janvier-février.

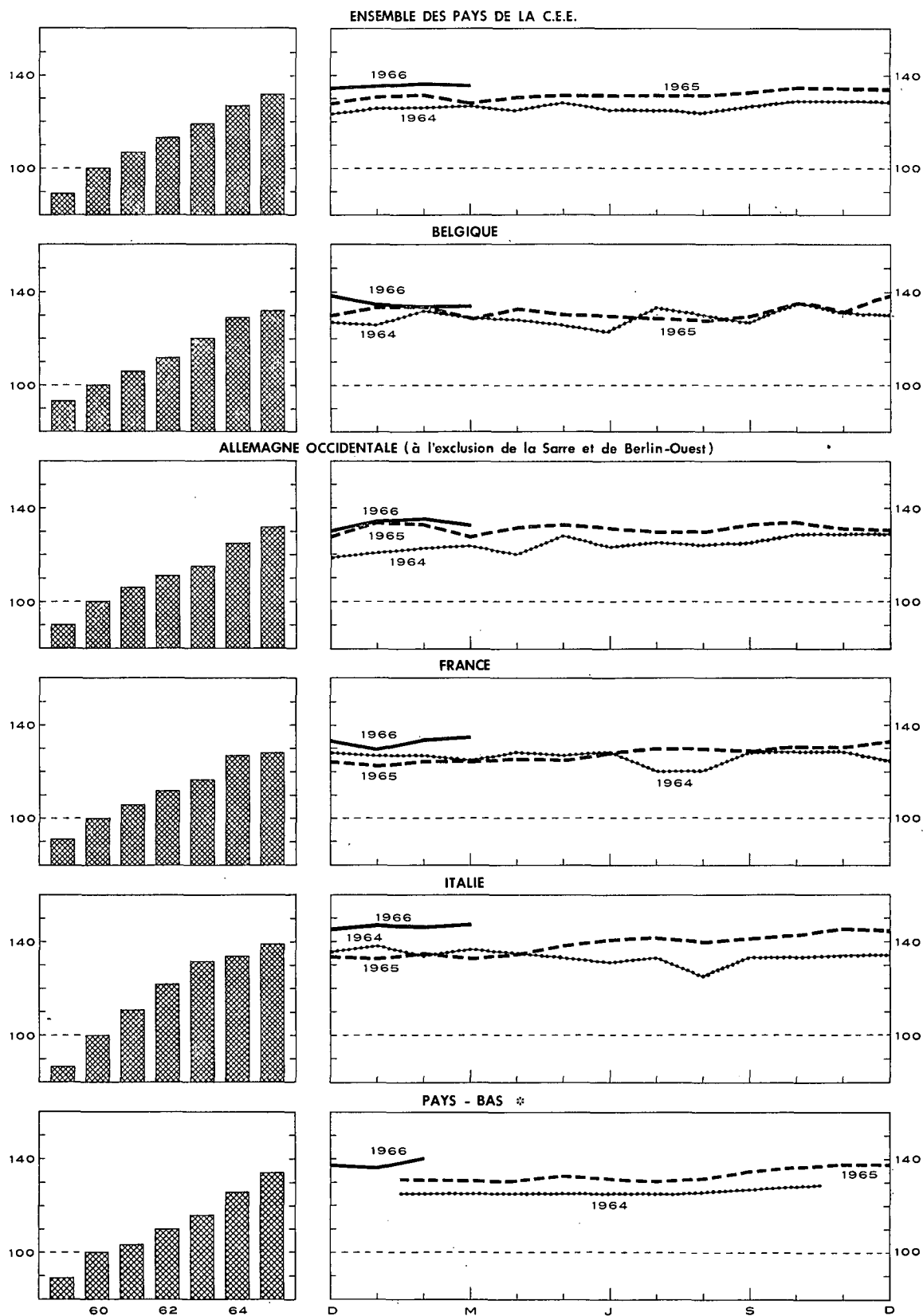
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Industrie, revue de la F.I.B.* — *Bulletin de Fabrilmétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E. (Administration de l'Industrie - Energie électrique).* — *Energie.* — *Figas, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz.* — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).*

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



* Les indices de 1964 et du 1er trimestre 1965 sont des moyennes trimestrielles.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs Nombre de voyageurs- km (millions)	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de tonnes-km productives 1 (millions)	Tonnage total (milliers de tonnes)	dont :			(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales			Minerais				
1959	710	505	4 874	1 866	1 043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5 070	1 935	1 155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5 115	1 937	1 177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5 189	1 998	1 209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5 444	2 212	1 151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5 549	2 030	1 291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5 323	1 867	1 274	124	148,8	18,8
1964 3 ^e trimestre	728	541	5 199	1 876	1 269	144	205,1	22,6
4 ^e trimestre	761	626	5 961	2 102	1 395	159	113,8	15,2
1965 1 ^{er} trimestre	736	571	5 351	1 875	1 289	118	87,9	13,2
2 ^e trimestre	762	554	5 300	1 872	1 234	127	162,1	19,4
3 ^e trimestre	739	539	5 062	1 770	1 261	117	224,8	25,2
4 ^e trimestre	755	590	5 580	1 952	1 311	135	120,2	17,4
1966 1 ^{er} trimestre	p 721	538	5 054	1 722	1 257	111	83,9	12,7
1965 Avril	770	543	5 231	1 848	1 189	142	130,0	16,8
Mai	763	548	5 243	1 864	1 225	116	156,9	18,8
Juin	753	570	5 427	1 905	1 288	123	199,4	22,5
Juillet	712	517	4 709	1 630	1 144	118	233,7	25,8
Août	748	526	5 044	1 791	1 284	106	221,9	24,8
Septembre	756	573	5 435	1 889	1 355	127	218,9	25,0
Octobre	763	591	5 651	1 920	1 361	130	159,3	20,5
Novembre	751	578	5 502	1 920	1 315	119	92,2	14,4
Décembre	750	600	5 586	2 017	1 256	155	109,0	17,4
1966 Janvier	p 725	559	5 141	1 906	1 213	104	86,6	12,5
Février	p 707	511	4 868	1 642	1 232	115	72,0	11,7
Mars	p 732	543	5 154	1 617	1 326	115	93,0	14,0
Avril		525	4 970			115		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers, [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge) (1)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge) (4)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées (2)	Sorties (3)		Entrées (5)	Sorties (6)
	1959	3 622	1 668	1 266	145	152	83
1960	3 774	1 816	1 288	150	166	75
1961	3 846	1 936	1 284	139	167	61
1962	4 167	2 159	1 300	137	143	70
1963	4 356	2 602	1 282	151	162	67
1964	4 558	3 036	1 408	165	178	78
1965	4 615	3 366	1 587	160	149	108
1964 3 ^e trimestre	4 449	3 046	1 246	162	178	59
4 ^e trimestre	4 654	3 242	1 382	150	165	68
1965 1 ^{er} trimestre	4 312	2 999	1 547	182	146	143
2 ^e trimestre	4 706	3 438	1 382	155	150	100
3 ^e trimestre	4 681	3 507	1 634	146	155	85
4 ^e trimestre	4 763	3 520	1 787	157	144	104
1966 1 ^{er} trimestre				129		
1965 Mai	4 843	3 201	1 333	160	120	44
Juin	4 575	3 379	1 434	151	196	123
Juillet	4 930	3 354	1 413	159	187	72
Août	4 657	3 554	1 749	140	160	79
Septembre	4 455	3 614	1 739	139	117	104
Octobre	4 883	3 114	1 748	183	138	52
Novembre	4 620	4 102	1 626	126	171	124
Décembre	4 785	3 344	1 988	161	123	135
1966 Janvier	4 749			133		
Février	4 516			125		
Mars				129		
Avril				130		
Mai				136		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation Intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques) (1)	(millions de tonnes km.) (2)
4 534	402
5 097	436
5 426	456
5 553	452
5 400	433
6 276	509
6 412	507
6 349	516
6 370	519
6 028	478
6 591	529
6 633	525
6 395	497
6 637	527
6 560	538
6 253	499
6 517	517
7 128	559
7 089	566
6 347	515
5 748	410

Y - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1964 2 ^e trimestre	1.398	982	82	41	121	49	34
3 ^e trimestre	4.009	3.103	254	80	274	112	48
4 ^e trimestre	444	251	34	23	19	25	21
1965 1 ^{er} trimestre	370	208	29	19	15	23	17
2 ^e trimestre	1.566	1.098	103	44	135	56	35
3 ^e trimestre	4.188	3.226	255	93	282	135	50
4 ^e trimestre	464	268	35	23	19	28	22
1965 Janvier	367	208	29	19	14	23	17
Février	338	190	26	18	13	20	15
Mars	405	226	31	21	17	27	18
Avril	1.479	1.070	125	33	98	43	25
Mai	922	565	75	34	79	45	34
Juin	2.296	1.659	109	64	227	81	45
Juillet	5.664	4.661	247	93	350	112	59
Août	5.528	4.222	362	145	343	216	51
Septembre	1.373	794	155	42	152	76	41
Octobre	547	298	43	27	27	40	30
Novembre	417	237	32	21	16	24	21
Décembre	427	269	29	22	13	19	14
1966 Janvier	357	201	26	19	14	21	15

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières 3 (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Mé-nage 2				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Gros-sistes en alimen-tation générale
1958	139	140	138	129	149	131	139	131	128	121	129
1959	144	145	149	126	150	132	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	214	212	212	199	218	181	213	249	171	145	169
1964 3 ^e trimestre	181	169	180	177	198	158	198	209	159	137	159
4 ^e trimestre	240	216	247	191	227	183	211	249	170	143	168
1965 1 ^{er} trimestre *	186	199	171	198	197	176	196	233	166	143	167
2 ^e trimestre	207	201	222	194	203	179	211	245	170	146	169
3 ^e trimestre	206	203	199	196	221	171	214	244	174	143	165
4 ^e trimestre	257	243	253	206	252	198	232	274	174	148	176
1966 1 ^{er} trimestre	201	222	179	209	214	186	206	257	172	145	166
1965 Avril	214	216	222	201	200	180	208	246			
Mai	208	197	224	205	212	178	204	246			
Juin	200	190	220	176	198	178	221	242			
Juillet	223	209	228	212	242	171	206	249			
Août	190	190	170	176	204	166	206	233			
Septembre	206	209	198	201	218	176	231	249			
Octobre	227	226	240	209	230	185	215	255			
Novembre	241	218	236	185	214	183	230	249			
Décembre	302	286	282	223	312	225	252	319			
1966 Janvier	202	218	190	221	208	195	196	255			
Février	190	214	156	196	218	178	194	242			
Mars	212	235	192	209	216	186	229	273			
Avril	231	243	236	205	218	190		277			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers. — 3 Chiffres révisés à la suite de l'application d'une nouvelle méthode d'élimination des variations saisonnières.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1963 2 ^e semestre	1.404	699	171	534	13,67	4,05	4,51	5,11	6,28	2,16	1,93	2,19
1964 1 ^{er} semestre	1.395	727 ¹	154 ¹	514	14,27	4,75 ¹	4,11 ¹	5,41	6,43	2,62 ¹	1,67 ¹	2,14
2 ^e semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18
1965 1 ^{er} semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22
2 ^e semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes éclus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1963 2 ^e semestre	53	31	2	20	93,5	35,2	7,9	50,4
1964 1 ^{er} semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6
2 ^e semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1
1965 1 ^{er} semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3
2 ^e semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, motos, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1963 2 ^e semestre	846	4,2	1,2	1,7	34,6	16,9	14,8	401,1	16,2	9,3	342,9	3,4
1964 1 ^{er} semestre	813	4,5	1,3	2,0	39,9	16,7	12,3	366,0	15,5	7,7	342,2	5,2
2 ^e semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
1965 1 ^{er} semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
2 ^e semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
Crédit accordé (millions de francs)												
1963 2 ^e semestre	6.280	712	84	103	1.873	462	105	326	40	538	1.994	44
1964 1 ^{er} semestre	6.428	844	106	110	2.107	450	89	277	42	597	1.773	33
2 ^e semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
1965 1 ^{er} semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
2 ^e semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1963 2 ^e semestre	100,0	11,3	1,3	1,6	29,8	7,4	1,7	5,2	0,6	8,6	31,8	0,7
1964 1 ^{er} semestre	100,0	13,1	1,6	1,7	32,8	7,0	1,4	4,3	0,7	9,3	27,6	0,5
2 ^e semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5
1965 1 ^{er} semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7
2 ^e semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6

¹ Jusqu'au second semestre 1963, le chiffre des crédits accordés par les banques comprenait également un certain nombre de contrats présentés chez elles à l'escompte par leurs clients (vendeurs). A partir du 1^{er} semestre 1964, ces contrats ont dû être déclarés par leurs vendeurs eux-mêmes, ce qui explique une augmentation des chiffres concernant les vendeurs et une diminution équivalente des chiffres concernant les banques.

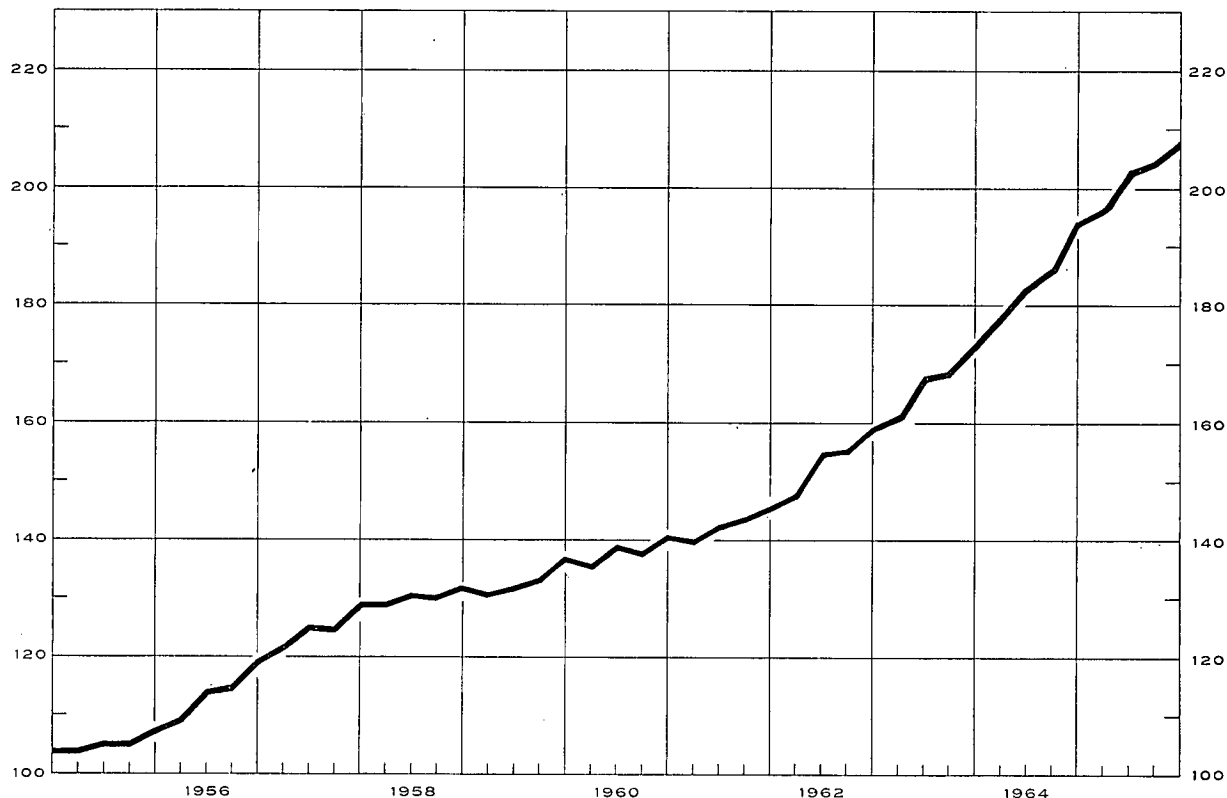
Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuelle). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée

Base 1953 = 100



Indices des rémunérations dans l'Industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 ⁴	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196		223
1964 Déc.	194	182	186		209
1965 Mars	197	187	192		p 216
Juin	203	189	195		p 222
Sept.	205	193	197		p 224
Déc.	209	195	200		229
1966 Mars	p 213	202	208		234

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

5	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,8
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,9
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	83,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1962 Août-Octobre	45,73	119,2	97,5	84,7	99,3	90,1
1963 Février-Avril	48,14	115,3	94,5	83,3	98,5	95,6
Août-Octobre	50,36	117,0	92,0	85,1	98,1	101,9
1964 Février-Avril	54,29	112,2	89,6	90,7	94,1	94,4
Août-Octobre	57,67	110,5	87,1	88,8	90,9	91,4
1965 Février-Avril	61,22	p107,9	86,9	89,1	89,2	89,5
Juin-Juillet	62,61	p108,7	86,9	n.d.	88,7	87,5

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

5 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

6 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre.	1963 octobre	1964 octobre	1965 avril	1965 octobre
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	40,09	41,29	45,70	48,89	52,62	54,68	56,62
Carrières ¹	34,61	34,79	37,58	39,84	44,59	47,27	48,24
Total des industries extractives ¹	39,72	40,81	45,10	47,76	51,83	54,00	55,84
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,98	27,67	29,41	32,75	37,09	38,16	40,29
Boissons	29,21	30,27	32,30	34,80	39,59	41,54	44,38
Tabac	22,27	22,94	26,12	29,50	33,50	36,31	37,06
Industries textiles	25,04	26,94	27,55	31,16	34,61	35,63	37,27
Chaussures, habillement	20,09	21,23	23,16	25,39	28,98	30,89	32,45
Bois (sauf meubles)	26,67	28,25	30,47	32,82	37,01	38,65	39,93
Industrie du meuble	27,59	30,05	31,38	35,27	40,65	40,94	42,17
Papier, articles en papier	28,98	30,85	33,39	35,87	39,61	41,51	43,58
Impressions et reliures	32,85	34,97	37,02	39,47	43,96	47,01	48,06
Cuir (sauf chaussures, habillement)	24,34	25,80	27,82	30,90	33,97	35,67	37,07
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	30,85	31,65	34,16	36,93	40,29	42,42	43,59
Industries chimiques	31,64	32,84	35,08	38,49	44,43	47,49	49,81
Industrie du pétrole	48,29	51,02	53,33	57,25	62,88	70,10	71,33
Produits minéraux non métalliques	30,37	32,05	34,43	37,31	42,55	45,13	45,83
Industries métallurgiques de base	41,11	42,13	45,11	47,96	52,08	53,60	54,96
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,08	32,72	35,92	38,85	43,37	45,18	46,13
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	33,66	34,92	37,70	40,42	45,23	46,80	47,38
Industrie électrotechnique	29,60	30,18	33,57	35,48	39,97	43,39	43,99
Construction de matériel de transport ...	37,36	37,58	42,06	45,07	48,55	50,64	51,80
Industrie du diamant	25,42	25,99	26,72	31,50	33,24	34,03	34,68
Total des industries manufacturières	29,59	31,01	33,26	36,20	40,74	42,72	44,03
dont : hommes	33,30	34,63	37,13	40,10	44,53	46,71	48,14
femmes	20,00	21,10	22,78	25,45	29,16	31,03	31,97
<i>Construction</i> ¹	32,76	33,17	36,21	38,66	43,75	45,91	47,30
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	31,36	32,40	35,00	37,82	42,20	44,23	45,60
dont : hommes	34,16	35,14	37,99	40,81	45,11	47,29	48,75

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie, revue de la F.I.B.* — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etude et Documents nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.).* — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).*

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	p 21	469	1.413	35,2	2,89
1964 3 ^e trimestre	208	46,4	101	33,5	20	364	1.316	36,7	2,89
4 ^e trimestre	216	47,0	96	32,6	21	486	1.463	39,3	2,89
1965 1 ^{er} trimestre	210	46,2	90	32,6	21	412	1.262	38,0	2,89
2 ^e trimestre	200	45,6	89	32,7	22	487	1.487	37,2	2,89
3 ^e trimestre	206	45,2	92	31,8	20	444	1.484	33,6	2,89
4 ^e trimestre	211	43,7	98	31,6	p 20	529	1.416	32,3	2,89
1966 1 ^{er} trimestre	213	p 42,7	101	31,4	p 21	656	1.400	35,3	2,89
1965 Mai	200	45,5	89	32,7	22	499	1.530	38,5	2,89
Juin	196	45,7	88	32,8	22	474	1.499	35,0	2,89
Juillet	200	45,5	92	32,6	20	411	1.440	35,0	2,89
Août	207	45,4	92	32,0	20	439	1.485	34,8	2,89
Septembre	210	44,7	93	31,8	20	481	1.527	31,0	2,89
Octobre	210	43,4	97	31,8	20	508	1.456	32,0	2,89
Novembre	211	43,7	99	31,6	20	532	1.387	31,5	2,89
Décembre	212	44,0	97	31,4	p 21	550	1.404	33,0	2,89
1966 Janvier	214	43,5	98	31,4	p 21	609	1.425	33,5	2,89
Février	214	42,7	100	31,4	p 21	680	1.407	36,0	2,89
Mars	212	42,2	104	31,4	p 21	680	1.369	36,5	2,89
Avril	214	p 41,9	106	31,4	p 20	691	1.365		
Mai	p 211	p 41,5		p 31,5	p 21	p 601	p 1.339		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1964 3 ^e trimestre	94	89	103	107	93	102
4 ^e trimestre	96	89	105	110	94	113
1965 1 ^{er} trimestre	93	90	103	108	92	114
2 ^e trimestre	92	93	103	109	91	121
3 ^e trimestre	90	94	102	108	90	125
4 ^e trimestre	91	96	103	109	91	124
1966 1 ^{er} trimestre	95	100	106	112	93	119
1965 Mai	93	93	103	109	91	125
Juin	91	94	103	109	91	120
Juillet	89	94	101	107	90	125
Août	90	95	102	108	90	123
Septembre	91	93	102	108	91	128
Octobre	91	94	103	108	91	123
Novembre	90	95	103	109	91	122
Décembre	92	98	104	110	92	128
1966 Janvier	95	100	105	111	93	119
Février	95	101	106	112	94	121
Mars	95	98	106	112	93	117
Avril	95	96	106	113	93	
Mai	94	96	105	111	92	

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1957	106,3	107,4	102,3	98,7	103,1	94,5	108,2	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	105,6	109,4	109,2
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	117,2	101,7	113,2	131,2	98,5	111,5	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1964 3 ^e trimestre	111,1	116,5	101,0	108,5	126,3	93,8	111,8	105,3	117,7	99,2	107,6	143,2	105,6	111,5	116,3
1964 4 ^e trimestre	111,9	117,1	102,1	111,1	129,1	96,4	112,1	106,5	118,7	96,6	109,2	143,0	105,7	112,1	116,7
1965 1 ^{er} trimestre	111,7	116,5	102,4	112,2	128,4	98,6	111,6	107,6	118,3	93,2	110,4	142,9	105,1	110,7	116,9
1965 2 ^e trimestre	111,8	117,5	101,2	114,0	132,0	99,3	111,2	105,7	118,0	92,9	109,7	143,1	103,9	110,4	117,0
1965 3 ^e trimestre	111,1	116,5	100,7	110,1	129,0	94,7	111,3	106,0	118,0	93,1	108,0	144,4	103,4	110,8	117,1
1965 4 ^e trimestre	112,9	118,3	102,4	116,7	135,3	101,4	112,0	106,9	117,7	93,4	109,1	145,2	104,1	111,6	117,8
1966 1 ^{er} trimestre	114,5	119,0	105,4	117,2	131,6	104,8	113,7	108,3	118,5	95,6	111,4	145,2	105,3	113,3	120,0
1964 Décembre	111,9	117,3	101,7	111,9	130,7	96,5	111,8	106,9	118,1	95,7	108,8	142,9	105,7	111,5	116,4
1965 Janvier	112,1	117,0	102,7	113,8	129,9	100,4	111,7	107,5	118,0	94,3	109,5	142,9	105,3	110,8	116,7
1965 Février	111,5	116,1	102,6	110,9	126,3	98,0	111,7	107,9	118,7	92,9	110,7	142,9	105,1	110,8	116,9
1965 Mars	111,5	116,5	102,0	111,8	129,0	97,5	111,5	107,5	118,3	92,3	110,9	142,9	104,8	110,4	117,0
1965 Avril	111,9	117,4	101,8	114,1	131,8	99,5	111,4	106,2	118,1	92,9	110,9	142,4	104,2	110,5	117,1
1965 Mai	112,0	117,7	101,6	115,0	133,1	100,2	111,2	105,6	118,3	92,8	109,8	142,4	103,9	110,5	116,9
1965 Juin	111,5	117,5	100,3	113,0	131,1	98,2	111,0	105,2	117,7	92,9	108,5	144,4	103,5	110,1	117,0
1965 Juillet	111,0	116,6	100,5	110,0	128,1	95,2	111,1	105,4	118,0	93,2	107,7	144,4	103,7	110,6	116,8
1965 Août	111,0	116,3	100,6	109,4	129,1	93,5	111,3	106,0	118,2	92,9	108,1	144,4	103,2	110,9	117,2
1965 Septembre	111,3	116,6	101,0	110,8	129,8	95,3	111,4	106,7	117,9	93,1	108,2	144,4	103,3	110,9	117,4
1965 Octobre	112,1	117,3	101,7	112,6	130,3	98,1	111,9	107,1	118,0	93,5	108,7	145,2	104,1	111,4	117,7
1965 Novembre	113,1	118,7	102,3	118,1	137,4	102,2	111,8	106,7	117,5	93,2	109,2	145,2	103,6	111,5	117,8
1965 Décembre	113,6	119,0	103,1	119,4	138,1	103,9	112,2	106,8	117,7	93,5	109,4	145,2	104,5	111,8	118,0
1966 Janvier	114,2	118,9	104,9	117,6	133,1	104,4	113,3	108,7	118,3	94,6	111,4	145,2	104,9	112,8	119,6
1966 Février	114,4	118,9	105,5	115,8	129,4	104,1	114,0	108,7	118,8	95,9	111,6	145,2	105,6	113,6	120,3
1966 Mars	114,8	119,2	105,9	118,1	132,4	106,0	113,9	107,5	118,4	96,2	111,1	145,2	105,4	113,6	120,1
1966 Avril	115,6	119,9	107,4	119,6	132,5	108,5	114,6	107,3	119,5	96,6	113,8	145,2	105,4	115,7	120,2
1966 Mai	116,0	120,4	107,3	121,8	134,4	110,7	114,6	107,0	120,0	96,2	112,7	145,2	105,4	116,1	120,0

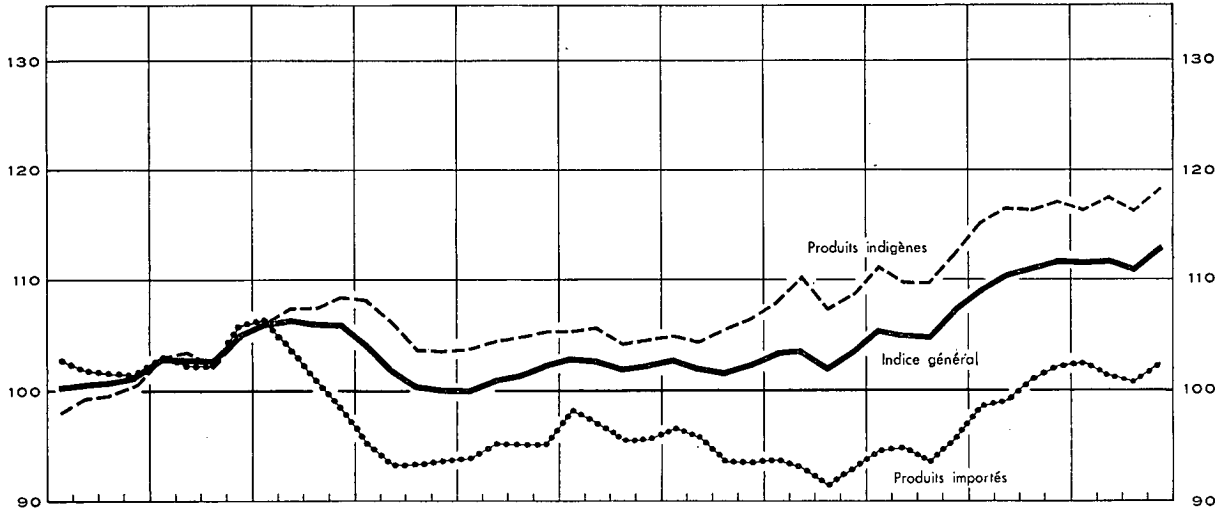
* Indices base originale 1930-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

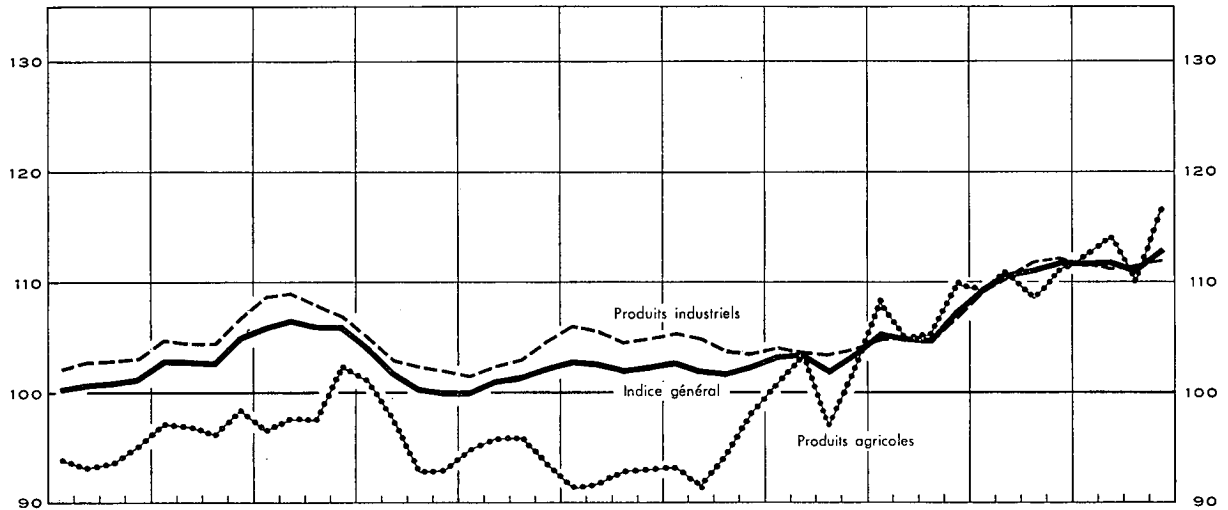
Base 1953 = 100

Source : M.A.E.

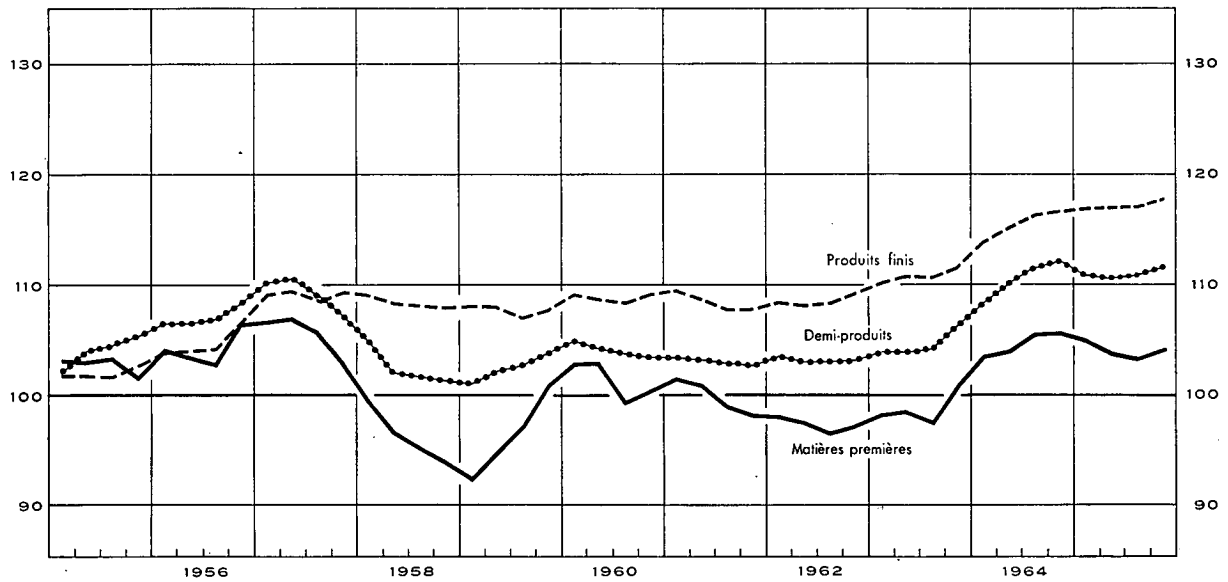
PRODUITS INDIGÈNES ET PRODUITS IMPORTÉS



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



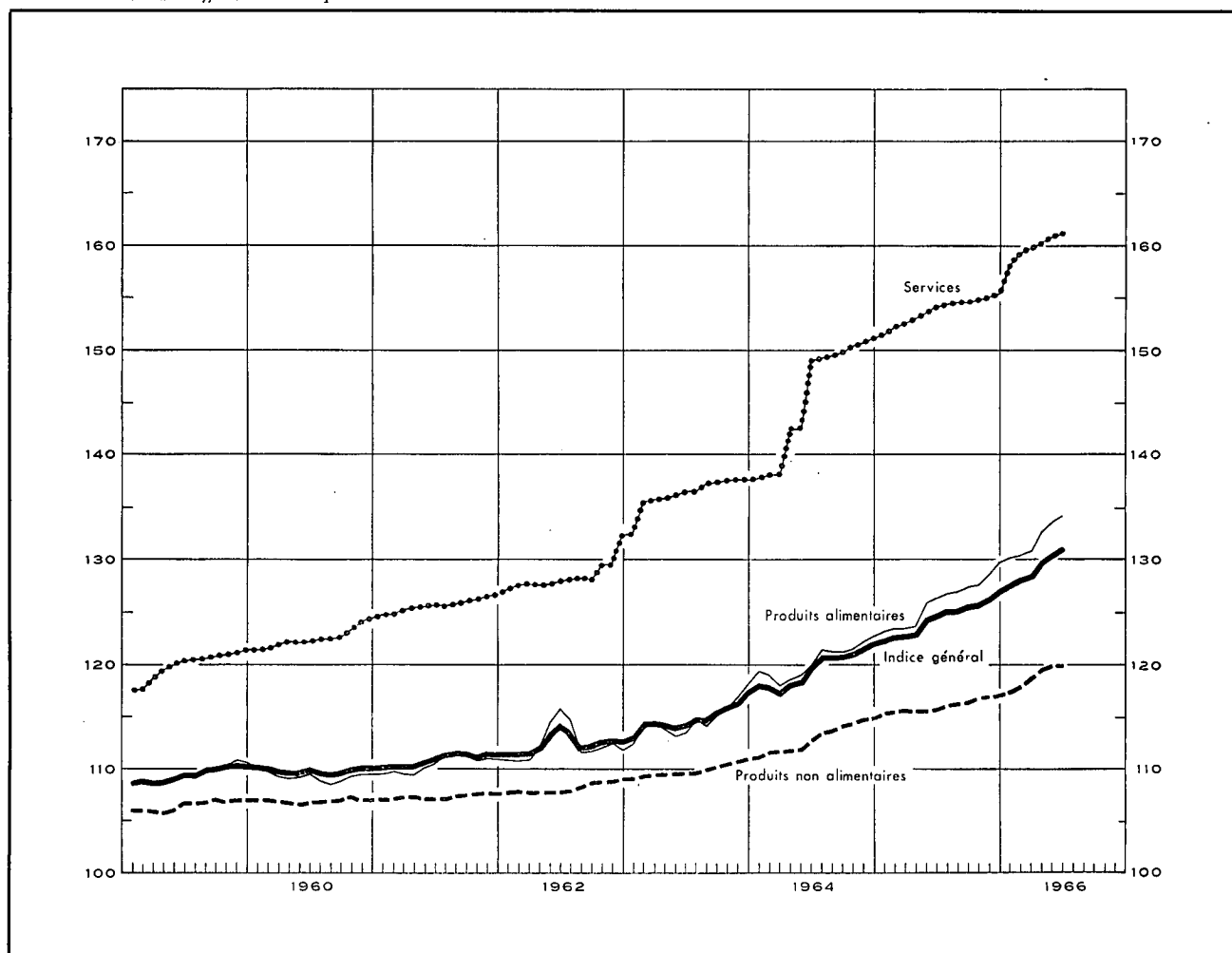
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



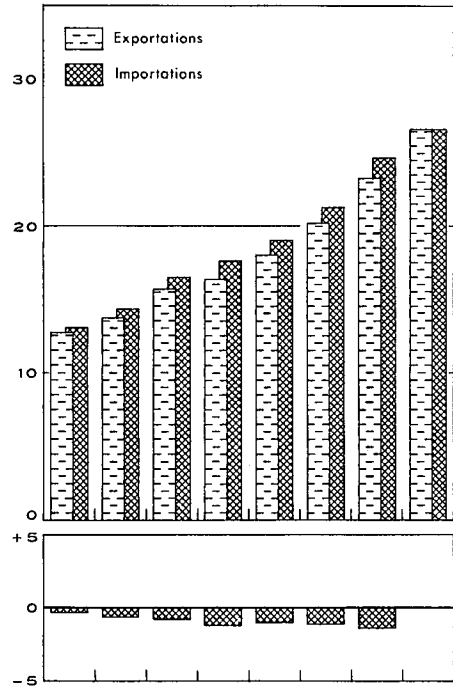
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 85 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,3		113,1		145,7	
1965	124,71		126,0		116,2		153,8	
1er trimestre	122,74	128,13	123,4	130,4	115,6	118,1	152,1	159,1
2 ^e trimestre	124,18	130,52	125,3	133,5	115,7	119,8	153,6	160,7
3 ^e trimestre	125,43		126,9		116,4		154,6	
4 ^e trimestre	126,49		128,5		117,0		155,0	
Janvier	122,51	127,68	123,2	130,1	115,5	117,6	151,6	158,1
Février	122,80	128,07	123,5	130,3	115,6	118,0	152,3	159,2
Mars	122,91	128,63	123,5	130,9	115,7	118,8	152,5	159,9
Avril	123,11	129,93	123,7	132,7	115,6	119,7	153,1	160,3
Mai	124,58	130,56	125,9	133,5	115,6	119,9	153,5	160,8
Juin	124,85	131,08	126,3	134,2	115,8	119,9	154,1	161,1
Juillet	125,28		126,7		116,2		154,4	
Août	125,31		126,8		116,4		154,7	
Septembre	125,70		127,3		116,5		154,7	
Octobre	125,85		127,5		116,8		154,8	
Novembre	126,44		128,4		117,0		155,0	
Décembre	127,18		129,7		117,2		155,3	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.) — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het financieele Dagblad, The Financial Times, L'Information.

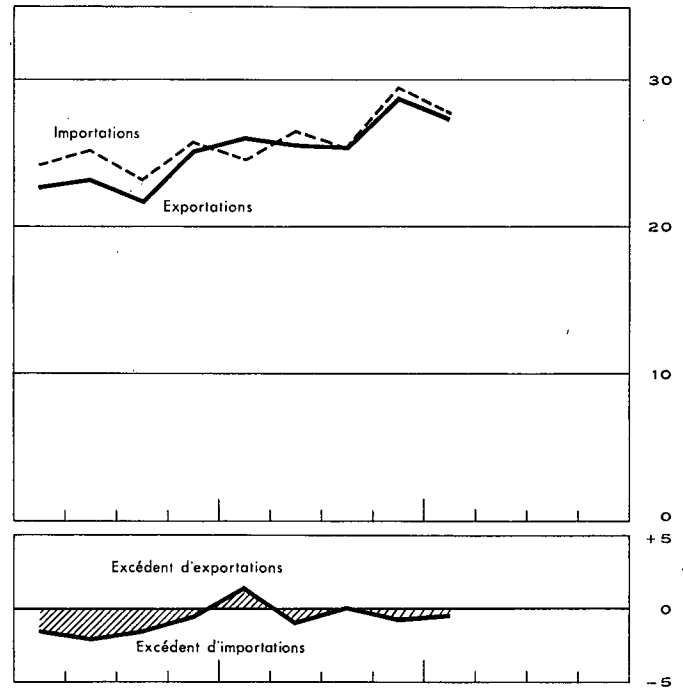
VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

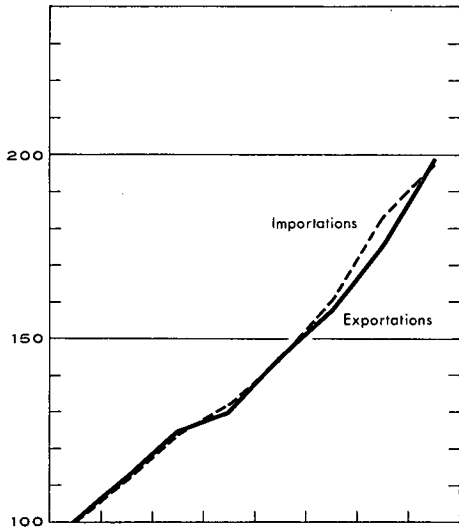
Source : I.N.S.



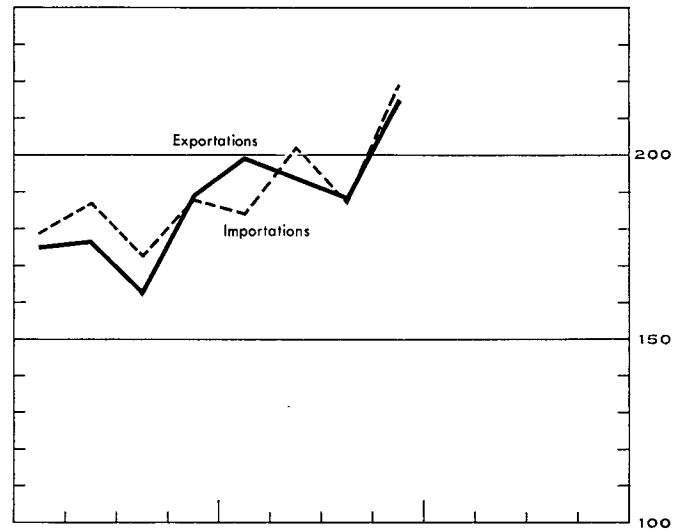
Milliards de francs



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

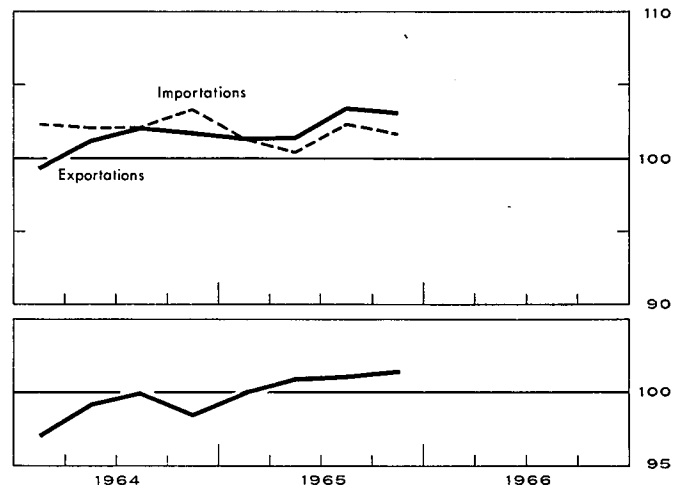
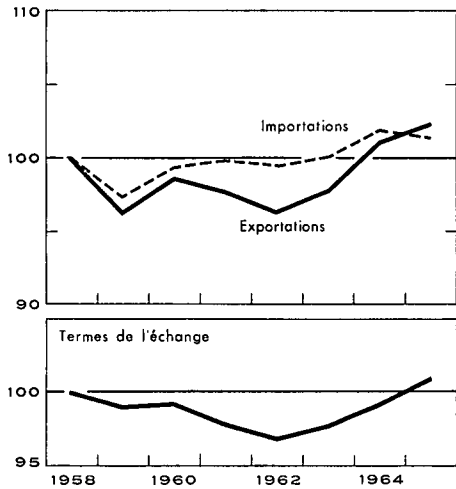


INDICES DU VOLUME



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balances commerciales		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,7	23,3	- 1,4	94	182,8	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	26,6	26,6	...	100	197,6	199,1	101,4	102,4	101,0
1964 3 ^e trimestre	23,3	21,8	- 1,5	93	173,2	163,1	102,1	102,1	100,0
1964 4 ^e trimestre	25,8	25,3	- 0,5	98	188,3	189,0	103,4	101,8	98,5
1965 1 ^{er} trimestre	24,7	26,2	+ 1,5	106	184,4	199,6	101,4	101,4	100,0
1965 2 ^e trimestre	26,6	25,7	- 0,9	97	201,6	194,1	100,4	101,5	101,1
1965 3 ^e trimestre	25,4	25,5	+ 0,1	100	187,7	188,7	102,4	103,5	101,1
1965 4 ^e trimestre	29,5	28,9	- 0,6	98	218,8	215,4	101,7	103,2	101,5
1966 1 ^{er} trimestre	28,0	27,5	- 0,5	98					
1966 Janvier-février	23,4	25,0	+ 1,6	107					
1966 Janvier-février	26,9	25,5	- 1,4	95					
1965 Mars	27,3	28,5	+ 1,2	104					
1965 Avril	27,8	25,5	- 2,3	92					
1965 Mai	25,7	24,2	- 1,5	94					
1965 Juin	25,9	27,6	+ 1,7	107					
1965 Juillet	25,2	25,6	+ 0,4	102					
1965 Août	22,7	21,6	- 1,1	95					
1965 Septembre	27,6	29,3	+ 1,7	106					
1965 Octobre	28,0	27,6	- 0,4	98					
1965 Novembre	28,9	28,8	- 0,1	100					
1965 Décembre	30,7	30,6	- 0,1	100					
1966 Janvier	25,9	24,6	- 1,3	95					
1966 Février	27,7	26,4	- 1,3	95					
1966 Mars	30,4	31,5	+ 1,1	104					
1966 Avril		28,1							

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
Nouvelle série												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1964 2 ^e trimestre	3,85	5,83	1,80	3,66	1,73	0,28	0,62	0,57	1,14	0,67	3,18	23,33
1964 3 ^e trimestre	3,67	5,40	1,84	3,19	1,61	0,22	0,59	0,54	1,05	0,76	2,89	21,76
1964 4 ^e trimestre	3,83	6,36	2,04	3,74	1,75	0,24	0,69	0,58	1,37	1,20	3,47	25,27
1965 1 ^{er} trimestre	4,21	7,02	2,17	3,79	1,97	0,18	0,58	0,55	1,14	1,17	3,43	26,21
1965 2 ^e trimestre	4,08	7,08	2,05	3,55	1,90	0,18	0,68	0,51	1,23	0,99	3,50	25,75
1965 3 ^e trimestre	4,06	6,41	2,32	3,60	2,02	0,18	0,77	0,58	1,10	1,06	3,40	25,50
1965 4 ^e trimestre	4,15	7,78	2,34	4,19	2,20	0,17	0,72	0,67	1,41	1,42	3,86	28,91
1965 Juin	4,07	7,65	2,33	3,81	2,07	0,20	0,71	0,57	1,34	1,09	3,73	27,57
1965 Juillet	3,91	7,15	2,30	3,48	1,88	0,18	0,66	0,51	1,19	1,01	3,38	25,65
1965 Août	3,86	4,86	2,04	2,85	1,91	0,16	0,92	0,53	0,66	0,87	2,95	21,61
1965 Septembre	4,42	7,20	2,62	4,49	2,28	0,19	0,73	0,70	1,46	1,29	3,93	29,31
1965 Octobre	4,09	7,49	2,30	4,13	2,13	0,16	0,63	0,63	1,05	1,29	3,70	27,60
1965 Novembre	4,02	7,53	2,34	4,39	2,24	0,19	0,66	0,71	1,32	1,47	3,95	28,82
1965 Décembre	4,34	8,43	2,34	4,27	2,23	0,15	0,86	0,66	1,86	1,49	3,95	30,58
1966 Janvier	3,53	6,95	2,20	3,73	1,88	0,14	0,45	0,61	0,88	1,13	3,15	24,65
1966 Février	3,89	7,01	2,69	4,02	1,89	0,13	0,65	0,50	1,02	1,17	3,41	26,38

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXIV^e année, vol. II, n^o 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, n^o 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, n^o 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, n^o 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, n^o 1 - 2, juillet-août 1963; de l'année 1963 : XXXIX^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1964; de l'année 1964 : XL^e année, vol. II, n^o 1-2, juillet-août 1965.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés												Biens de consommation							Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production				Total	non durables					durables 12		
													combustibles		produits chimiques 9	autres produits 10		alimentaires						autres 11	
													liquides 8	autres				produits animaux	produits végétaux						
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.163	5.145	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.077	442	931	4.972	696	1.050	402	2.824	3.459	83	24.677
1965	17.126	5.651	1.759	1.782	1.175	375	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.215	495	1.072	5.842	802	1.220	480	3.340	3.494	95	26.557
1964 1 ^{er} trimestre	16.066	4.930	2.005	1.822	1.110	270	275	266	125	330	96	956	543	988	1.059	415	876	4.847	610	1.079	405	2.753	3.283	68	24.264
2 ^e trimestre	16.386	5.411	2.172	1.399	1.150	407	227	302	139	391	92	821	421	976	1.080	457	941	5.113	649	1.197	385	2.892	3.672	114	25.285
3 ^e trimestre	15.411	4.890	1.794	1.441	1.060	520	191	300	131	352	77	1.048	302	959	1.008	420	918	4.646	649	886	373	2.738	3.177	90	23.324
4 ^e trimestre	16.788	5.348	1.862	1.700	1.184	391	240	304	165	368	87	1.144	355	1.016	1.159	476	989	5.283	876	1.037	447	2.923	3.703	59	25.833
1965 1 ^{er} trimestre	15.978	5.041	1.790	1.738	1.149	251	239	293	124	337	105	1.041	416	861	1.132	464	997	5.410	815	973	472	3.150	3.290	65	24.743
2 ^e trimestre	17.133	6.051	1.746	1.529	942	373	249	285	149	410	102	1.217	320	919	1.241	502	1.098	5.784	772	1.189	465	3.358	3.652	34	26.603
3 ^e trimestre	16.422	5.321	1.606	1.752	1.117	447	217	291	158	392	88	1.128	306	972	1.141	472	1.014	5.577	769	1.151	498	3.159	3.208	214	25.421
4 ^e trimestre	18.971	6.190	1.896	2.109	1.490	429	262	309	212	444	95	1.055	400	1.009	1.345	541	1.185	6.599	854	1.512	541	3.692	3.828	61	29.459

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

2 Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

3 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

4 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

5 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

8 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

9 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

10 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

11 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

12 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

13 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

14 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

15 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1964				1965			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,1	101,1	101,2	100,5	101,7	99,2	97,6	100,5	99,3
Biens de consommation	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	101,9	102,3	102,4	105,3	104,4	104,9	105,3	105,9
Biens d'équipement	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	111,7	108,5	111,9	111,5	109,0	110,2	109,0	108,3
Ensemble ...	106,9	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	102,4	102,1	102,1	103,4	101,4	100,4	102,4	101,7
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	90,3	92,0	93,9	94,1	92,8	93,1	93,0	91,8
Fabrications métalliques	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	100,3	104,2	103,6	103,1	101,3	102,4	106,9	106,4
Métaux non ferreux	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	116,9	119,9	126,7	132,1	135,5	135,9	139,5	139,1
Textiles	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	109,0	108,4	110,9	108,6	107,6	104,5	109,5	107,5
Produits chimiques	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	94,8	93,9	93,1	95,4	96,9	96,6	96,3	96,6
Industrie houillère	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	96,9	104,7	93,3	91,7	77,3	75,2	78,5	84,0
Industrie pétrolière	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	82,2	78,2	78,1	76,1	78,0	79,4	77,2	77,1
Verres et glaces	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	98,3	100,0	98,8	98,7	98,7	97,6	97,3	100,0
Produits agricoles	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	99,7	113,0	109,7	110,3	107,6	111,7	116,7	119,9
Ciments	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	99,7	98,1	104,0	99,5	103,7	100,6	101,1	101,6
Carrières	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,6	94,9	95,7	95,0	98,2	98,2	98,0	97,9
Céramiques	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	105,4	105,7	112,1	112,3	110,2	109,0	112,1	114,2
Bois et meubles	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	102,3	103,7	102,6	106,8	106,9	106,2	108,6	109,7
Peaux, cuirs et chaussures	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	110,0	107,2	108,9	110,3	114,2	117,0	116,9	114,6
Papier et livre	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	95,3	94,5	96,4	95,0	99,1	97,2	98,9	98,4
Tabacs manufacturés	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	97,9	104,4	103,9	97,6	101,0	115,9	115,9	115,5
Caoutchouc	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	82,8	83,7	82,1	85,1	83,3	85,3	85,4	83,8
Industries alimentaires	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	100,3	99,5	100,7	95,0	98,8	96,8	97,0	100,2
Divers	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	88,6	94,2	97,6	92,3	89,7	92,7	81,1	78,9
Ensemble ...	107,6	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	99,4	101,3	102,1	101,8	101,4	101,5	103,5	103,2
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	100,7	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	97,1	99,2	100,0	98,5	100,0	101,1	101,1	101,5

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1964				1965			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	175,8	188,5	173,6	176,9	167,5	179,5	175,3	194,4	179,5	207,4
Biens de consommation	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	187,9	214,2	185,5	194,9	177,1	195,7	201,4	213,8	203,7	240,9
Biens d'équipement	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	213,7	220,8	200,1	231,5	199,4	225,4	208,4	223,1	206,4	245,1
Ensemble ...	102,5	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	182,8	197,6	179,0	187,1	173,2	188,3	184,4	201,6	187,7	218,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	152,8	155,6	146,0	152,2	169,2	163,9	163,4	168,7
Fabrications métalliques	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	208,8	210,7	189,9	226,6	257,5	253,6	217,6	274,2
Métaux non ferreux	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	156,6	163,7	158,1	168,2	174,2	164,4	181,8	182,6
Textiles	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	181,7	183,9	156,7	187,8	192,2	185,8	179,0	216,5
Produits chimiques	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	153,3	174,0	165,2	174,6	192,7	186,2	198,3	213,2
Industrie houillère	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	94,8	76,9	67,1	74,2	66,1	67,5	64,9	55,8
Industrie pétrolière	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	158,5	150,4	142,1	170,7	140,4	160,7	188,1	175,5
Verres et glaces	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	196,3	187,3	178,7	193,4	181,9	169,1	193,6	216,7
Produits agricoles	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	165,0	127,0	142,8	231,6	234,5	189,1	186,4	243,7
Ciments	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	98,5	125,1	107,1	132,3	124,5	140,6	146,8	123,1
Carrières	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	181,3	219,8	208,9	214,1	200,6	213,3	224,4	211,7
Céramiques	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	230,3	240,4	247,4	285,2	244,7	269,3	259,5	258,5
Bois et meubles	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	401,1	417,2	370,4	405,0	413,0	462,4	419,7	501,9
Peaux, cuirs et chaussures	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	217,0	193,9	200,8	218,4	208,8	192,7	210,2	246,0
Papier et livre	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	195,3	210,0	188,2	228,2	223,4	232,9	217,2	266,4
Tabacs manufacturés	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	249,5	256,8	266,5	339,1	290,6	299,1	320,0	435,1
Caoutchouc	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	221,6	216,7	205,3	260,3	275,1	269,3	250,9	257,3
Industries alimentaires	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	211,2	232,4	207,0	289,2	251,8	280,6	271,4	313,8
Divers	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	187,0	157,7	146,6	152,3	188,8	163,4	166,6	189,3
Ensemble ...	97,8	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	175,6	177,2	163,1	189,0	199,6	194,1	188,7	215,4

* Voir 2^e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale ¹			France ¹			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	4,89	4,83	- 0,06	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,26	5,81	+ 0,55	4,14	3,86	- 0,28	4,02	5,87	+ 1,85
1964 3 ^e trimestre	4,64	4,75	+ 0,11	3,14	3,12	- 0,02	3,44	4,96	+ 1,52
4 ^e trimestre	5,17	5,69	+ 0,52	3,72	3,80	+ 0,08	4,05	5,75	+ 1,70
1965 1 ^{er} trimestre	4,98	5,62	+ 0,64	3,94	3,74	- 0,20	3,95	5,82	+ 1,87
2 ^e trimestre	5,33	5,86	+ 0,53	4,20	3,86	- 0,34	3,87	5,80	+ 1,93
3 ^e trimestre	4,94	5,78	+ 0,84	3,79	3,45	- 0,34	3,77	5,32	+ 1,55
4 ^e trimestre	5,81	5,98	+ 0,17	4,64	4,42	- 0,22	4,48	6,51	+ 2,03
1966 1 ^{er} trimestre	5,48	5,74	+ 0,26	4,83	4,46	- 0,37	4,26	6,16	+ 1,90
1965 Avril	5,53	5,68	+ 0,15	4,58	3,72	- 0,86	3,92	5,58	+ 1,66
Mai	5,09	5,11	+ 0,02	4,02	3,89	- 0,13	3,79	5,79	+ 2,00
Juin	5,18	6,77	+ 1,59	3,98	3,97	- 0,01	3,86	6,04	+ 2,18
Juillet	4,94	6,37	+ 1,43	3,77	3,56	- 0,21	3,33	5,34	+ 2,01
Août	4,44	4,09	- 0,35	3,04	2,85	- 0,19	3,51	4,40	+ 0,89
Septembre	5,33	6,89	+ 1,56	4,50	3,96	- 0,54	4,37	6,28	+ 1,91
Octobre	5,75	5,87	+ 0,12	4,56	4,15	- 0,41	4,41	6,11	+ 1,70
Novembre	5,29	6,47	+ 1,18	4,64	4,56	- 0,08	4,22	6,57	+ 2,35
Décembre	6,32	5,80	- 0,52	4,64	4,66	+ 0,02	4,51	6,86	+ 2,35
1966 Janvier	5,05	5,02	- 0,03	4,10	4,26	+ 0,16	3,93	5,33	+ 1,40
Février	5,02	5,60	+ 0,58	5,25	4,12	- 1,13	4,19	5,87	+ 1,68
Mars	6,36	6,59	+ 0,23	5,13	5,02	- 0,11	4,67	7,27	+ 2,60
Avril		6,11			4,15			6,45	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,15	14,58	+ 1,43	16,64	17,96	+ 1,32
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,47	16,45	+ 1,98	18,22	20,41	+ 2,19
1964 3 ^e trimestre	0,96	0,80	- 0,16	12,18	13,63	+ 1,45	15,47	16,62	+ 1,15
4 ^e trimestre	0,87	0,88	+ 0,01	13,81	16,12	+ 2,31	17,53	19,81	+ 2,28
1965 1 ^{er} trimestre	0,95	0,91	- 0,04	13,82	16,09	+ 2,27	17,42	20,15	+ 2,73
2 ^e trimestre	0,97	0,88	- 0,09	14,37	16,40	+ 2,03	17,87	20,05	+ 2,18
3 ^e trimestre	1,16	0,86	- 0,30	13,66	15,41	+ 1,75	17,12	19,21	+ 2,09
4 ^e trimestre	1,12	0,98	- 0,14	16,05	17,89	+ 1,84	20,48	22,22	+ 1,74
1966 1 ^{er} trimestre	1,12	0,95	- 0,17	15,69	17,31	+ 1,62	19,69	21,36	+ 1,67
1965 Avril	1,07	0,94	- 0,13	15,10	15,92	+ 0,82	18,59	19,60	+ 1,01
Mai	0,95	0,86	- 0,09	13,85	15,65	+ 1,80	17,30	18,97	+ 1,67
Juin	0,90	0,85	- 0,05	13,92	17,63	+ 3,71	17,42	21,56	+ 4,14
Juillet	1,37	0,97	- 0,40	13,41	16,24	+ 2,83	16,99	19,83	+ 2,84
Août	1,06	0,71	- 0,35	12,05	12,05	...	14,79	15,39	+ 0,60
Septembre	1,03	0,87	- 0,16	15,23	18,00	+ 2,77	19,09	22,47	+ 3,38
Octobre	1,14	0,90	- 0,24	15,86	17,03	+ 1,17	20,02	20,94	+ 0,92
Novembre	1,12	1,06	- 0,06	15,27	18,66	+ 3,39	19,64	22,77	+ 3,13
Décembre	1,09	0,98	- 0,11	16,56	18,30	+ 1,74	21,23	23,23	+ 2,00
1966 Janvier	0,94	0,91	- 0,03	14,02	15,52	+ 1,50	17,92	19,37	+ 1,45
Février	1,16	0,94	- 0,22	15,62	16,53	+ 0,91	19,69	20,47	+ 0,78
Mars	1,27	1,00	- 0,27	17,43	19,88	+ 2,45	21,46	24,23	+ 2,77
Avril		0,78			17,49			21,70	

¹ La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
² Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1964 3 ^e trimestre	2,06	1,87	- 0,19	1,82	0,95	- 0,87	1,44	0,77	- 0,67
4 ^e trimestre	2,33	1,79	- 0,54	1,91	1,25	- 0,66	1,35	0,89	- 0,46
1965 1 ^{er} trimestre	1,77	1,98	+ 0,21	2,00	1,32	- 0,68	1,50	1,15	- 0,35
2 ^e trimestre	2,46	2,12	- 0,34	1,88	1,12	- 0,76	1,71	0,95	- 0,76
3 ^e trimestre	2,27	2,37	+ 0,10	1,81	1,25	- 0,56	1,54	0,96	- 0,58
4 ^e trimestre	2,66	2,40	- 0,26	2,40	1,43	- 0,97	1,52	1,05	- 0,47
1966 1 ^{er} trimestre	2,36	2,26	- 0,10	2,13	1,41	- 0,72			
1965 Avril	2,86	2,21	- 0,65	1,89	1,09	- 0,80	1,66	1,02	- 0,64
Mai	2,20	1,97	- 0,23	1,84	1,04	- 0,80	1,86	0,82	- 1,04
Juin	2,30	2,17	- 0,13	1,88	1,22	- 0,66	1,61	1,03	- 0,58
Juillet	2,20	2,09	- 0,11	2,09	1,26	- 0,83	1,69	0,94	- 0,75
Août	2,08	2,39	+ 0,31	1,29	1,02	- 0,27	1,44	1,00	- 0,44
Septembre	2,46	2,63	+ 0,17	1,95	1,46	- 0,49	1,47	0,95	- 0,52
Octobre	2,28	2,62	+ 0,34	2,32	1,26	- 1,06	1,21	0,96	- 0,25
Novembre	2,64	2,04	- 0,60	2,39	1,40	- 0,99	1,71	0,99	- 0,72
Décembre	3,00	2,54	- 0,46	2,47	1,64	- 0,83	1,67	1,19	- 0,48
1966 Janvier	2,44	1,76	- 0,68	2,10	1,30	- 0,80	1,34	0,80	- 0,54
Février	2,18	2,20	+ 0,02	2,17	1,48	- 0,69	1,71	0,83	- 0,88
Mars	2,45	2,83	+ 0,38	2,12	1,46	- 0,66			
Avril		2,49			1,49				

Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine ¹			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,27	0,28	+ 0,01
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,24	0,26	+ 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1964 2 ^e trimestre	1,13	0,57	- 0,48	0,91	0,26	- 0,65	0,47	0,35	- 0,12
3 ^e trimestre	0,85	0,64	- 0,21	0,90	0,28	- 0,62	0,55	0,29	- 0,26
4 ^e trimestre	0,94	0,66	- 0,28	0,84	0,33	- 0,51	0,52	0,30	- 0,22
1965 1 ^{er} trimestre	0,94	0,68	- 0,26	0,69	0,29	- 0,40	0,42	0,40	- 0,02
2 ^e trimestre	0,96	0,52	- 0,44	0,99	0,30	- 0,69	0,47	0,34	- 0,13
3 ^e trimestre	0,99	0,64	- 0,35	0,89	0,29	- 0,60	0,52	0,37	- 0,15
4 ^e trimestre	0,98	0,68	- 0,30	0,93	0,30	- 0,63	0,62	0,45	- 0,17
1965 Février	0,86	0,70	- 0,16	0,82	0,27	- 0,55	0,38	0,43	+ 0,05
Mars	0,97	0,55	- 0,42	0,76	0,27	- 0,49	0,46	0,41	- 0,05
Avril	0,98	0,61	- 0,37	1,22	0,28	- 0,94	0,44	0,30	- 0,14
Mai	0,92	0,37	- 0,55	0,80	0,23	- 0,57	0,38	0,33	- 0,05
Juin	0,97	0,58	- 0,39	0,94	0,35	- 0,59	0,57	0,39	- 0,18
Juillet	1,06	0,56	- 0,50	0,80	0,32	- 0,48	0,54	0,43	- 0,11
Août	0,82	0,60	- 0,22	0,87	0,20	- 0,67	0,48	0,38	- 0,10
Septembre	1,05	0,76	- 0,29	0,99	0,35	- 0,64	0,52	0,32	- 0,20
Octobre	0,93	0,71	- 0,22	0,88	0,28	- 0,60	0,66	0,44	- 0,22
Novembre	0,99	0,63	- 0,36	0,96	0,28	- 0,68	0,54	0,37	- 0,17
Décembre	1,01	0,69	- 0,32	0,96	0,35	- 0,61	0,66	0,53	- 0,13
1966 Janvier	1,00	0,47	- 0,52	1,02	0,37	- 0,65	0,43	0,39	- 0,04
Février	0,84	0,58	- 0,26	1,01	0,29	- 0,72	0,42	0,48	+ 0,06

¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX . 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) belges et luxemb.	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 0,5	+ 1,5
b) étrangères	-	-	-	-	-	-	-	-	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	-	-	-	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964			1965
	Année	Année	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre
1. Transactions sur biens et services :							
1.1 Opérations sur marchandises :							
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,1	- 6,4	- 9,0	- 6,8	- 1,9	- 8,7	+ 1,6
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 3,8	+ 3,3	+ 2,2	+ 3,0	+ 5,2	+ 3,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,4	+ 2,8	+ 2,6	+ 5,4	+ 2,1
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,5	- 0,7	- 0,5	- 0,3	- 0,8	- 1,0
1.3 Frets et assurances pour le transport des marchandises ²		+ 0,7	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,4	...
1.4 Autres frais de transport	- 0,4 ³	- 0,2	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,0	+ 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger ⁴	- 2,1	- 2,2	- 3,2	- 1,7	- 1,7	- 3,4	- 1,5
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,3	+ 0,1	- 1,0	- 1,2	+ 0,3	- 0,9	- 0,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 0,2	- 1,0	- 1,1	- 1,2	- 2,3	...
1.8 Autres :							
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,3	+ 3,7	+ 4,0	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0	+ 1,9
1.82 Autres	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,3
Total 1 ...	+ 1,8	+ 3,4	- 4,6	- 3,6	+ 2,9	- 0,7	+ 6,7
2. Transferts :							
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 2,6	+ 2,5	+ 1,3	+ 1,7	+ 3,0	+ 1,3
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	- 1,8	- 3,1	- 1,3	- 1,1	- 2,4	- 1,3
Total 2 ...	+ 0,7	+ 0,8	- 0,6	...	+ 0,6	+ 0,6	...
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :							
3.1 Etat	- 5,3	- 2,2	+ 2,4	+ 0,8	- 0,4	+ 0,4	- 4,9
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 1,1	+ 0,9
Total 3 ...	- 5,2	- 1,8	+ 2,5	+ 1,7	- 0,2	+ 1,5	- 4,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :							
4.1 Organismes publics d'exploitation .	+ 1,9	- 0,1	- 0,1	+ 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,3
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,2	- 0,7	+ 0,7	+ 2,2	- 0,2	+ 2,0	+ 0,1
4.3 Secteur privé :							
4.31 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :							
a) belges et luxembourg.	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,5
b) étrangères	- 4,7	- 3,6	- 5,5	- 1,3	...	- 1,3	- 0,5
4.32 Autres ⁴ (y compris investissements directs)	+ 4,9	+ 4,0	+ 6,2	+ 1,2	+ 6,5	+ 7,7	+ 2,5
Total 4 ...	+ 3,8	+ 0,4	+ 2,1	+ 2,3	+ 6,5	+ 8,8	+ 3,9
5. Erreurs et omissions	+ 0,6	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,8	- 0,3	+ 0,5	- 1,2
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	+ 4,2	...	+ 1,2	+ 9,5	+ 10,7	+ 5,4
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	- 1,1	- 0,2	- 0,1	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	- 0,4
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,6	+ 4,0	- 0,1	+ 0,9	+ 9,7	+ 10,6	+ 5,0
Banque Nationale	+12,2	- 1,7	+ 11,2	+ 1,0	+ 11,6	+ 12,6	+ 5,6
Autres	-11,6	+ 5,7	- 11,3	- 0,1	- 1,9	- 2,0	- 0,6

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :

- les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;
 - les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 3e édition du « Balance of Payments Manual »;
 - la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances afférentes aux importations est actuellement comprise dans celles-ci;
 - les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1.1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 1.5) et « Autres mouvements nets des capitaux des entreprises et particuliers » (rubrique 4.32).
 - les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 1.8 « Autres services » à la rubrique 1.7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».
- Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1963, pp. 482 à 485.

- 1 Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.
- 2 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
- 3 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes ni les dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes des provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes, qui depuis 1962 sont inclus dans la rubrique 1.4.
- 4 Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	1963		1964				1965			
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre p	4e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
Exportations	50,2	54,4	55,1	56,8	55,3	63,3	61,5	63,2	59,1	69,7
Importations ¹	52,8	58,1	58,0	60,7	58,0	62,5	60,0	63,1	62,3	70,1
Solde ...	- 2,6	- 3,7	- 2,9	- 3,9	- 2,7	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,1	- 3,2	- 0,4
Autres opérations sur marchandises	+ 1,5	+ 1,6	+ 2,3	+ 2,7	+ 2,5	+ 3,1	+ 2,9	+ 2,7	+ 2,2	+ 2,0
1.2 Or non monétaire	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,7	- 0,3
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² ...	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,1	...	...	- 0,3	- 0,5
1.4 Revenus d'investissements .....	...	- 0,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,5	+ 0,6	+ 0,3
1.5 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ...	- 0,2	- 0,3	- 0,8	- 0,3	- 0,8	- 0,4	- 0,3	+ 0,3	+ 0,4	- 0,1
1.6 Autres ³	- 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,6	- 0,7	+ 1,4	+ 1,0	+ 0,1	- 0,4	+ 1,2
Total 1 ...	- 2,2	- 2,6	- 1,4	- 2,2	- 1,9	+ 4,8	+ 4,4	+ 2,3	- 1,4	+ 2,2
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,4
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,5	- 1,1	- 0,4	- 0,9	- 0,5	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,5	- 0,6
Total 2 ...	...	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	- 0,2
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat	- 1,0	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,5	- 1,4	+ 1,0	- 3,6	- 1,3	...	- 0,9
3.2 Autres pouvoirs publics .....	...	+ 0,1	+ 1,9	- 1,0	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	+ 0,8	- 0,6	...
Total 3 ...	- 1,0	+ 0,4	+ 2,2	- 0,5	- 1,1	+ 0,9	- 3,5	- 0,5	- 0,6	- 0,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation et intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,1	...	+ 2,3	+ 0,3	- 0,4	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,2	+ 0,9	- 0,2
4.2 Secteur privé										
4.21 Transactions identifiées en valeurs mobilières ³ :										
a) belges et luxembourgeois	+ 0,2	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,3
b) étrangères	- 1,3	- 1,2	- 1,5	+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	+ 0,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9
4.22 Autres ³ (y compris investissements directs)	+ 2,3	+ 1,2	- 0,8	+ 2,0	+ 3,5	+ 3,0	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,2	+ 2,8
Total 4 ...	+ 1,3	+ 0,2	- 0,3	+ 2,6	+ 3,6	+ 2,9	+ 1,3	+ 2,6	+ 1,1	+ 2,0
5. Erreurs et omissions	- 1,0	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,1	- 0,4	- 0,5	- 0,7	+ 0,2	+ 0,4
Total 1 à 5 ...	- 2,9	- 2,3	+ 1,3	- 0,1	+ 1,0	+ 8,5	+ 1,6	+ 3,8	- 0,4	+ 3,5
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	+ 0,7	+ 0,5	- 1,4	+ 1,1	+ 0,8	- 0,6	- 2,3	+ 1,9	- 2,2	+ 1,4
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	- 2,2	- 1,8	- 0,1	+ 1,0	+ 1,8	+ 7,9	- 0,7	+ 5,7	- 2,6	+ 4,9
Banque Nationale	+ 0,8	+ 2,7	- 0,4	+ 1,4	+ 2,0	+ 9,6	- 1,5	+ 7,1	- 0,4	+ 2,8
Autres	- 3,0	- 4,5	+ 0,3	- 0,4	- 0,2	- 1,7	+ 0,8	- 1,4	- 2,2	+ 2,1

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises : Importations » (cf. note 1).

³ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletins d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n° 6, page 717 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1964 », XL^e année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». *Annuaire statistique de la Belgique. — L'économie belge en 1964* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES (francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	liras italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1961	49,86	10,16	139,72	13,81	11,54	11,95 ¹ 12,51 ²	8,03	9,65	6,98	7,22	50,469 ³ 48,153 ⁴	50,468 ³ 48,149 ⁴	174,21	192,32	—
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ⁷
1965 1 ^{er} trimestre	49,63	10,13	138,60	13,80	11,46	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,086	46,084	172,87	192,09	—
2 ^e trimestre	49,63	10,13	138,71	13,78	11,43	12,45	7,94	9,63	6,94	7,17	45,935	45,934	172,97	192,18	—
3 ^e trimestre	49,64	10,13	138,62	13,79	11,49	12,38	7,95	9,61	6,94	7,16	45,980	45,979	172,85	192,35	82,86 ⁶
4 ^e trimestre	49,65	10,13	139,17	13,78	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,20	46,171	46,170	173,58	192,20	82,89
1966 1 ^{er} trimestre	49,74	10,15	139,30	13,74	11,48	12,39	7,96	9,63	6,96	7,21	46,236	46,236	173,74	192,42	82,98
1965 Mai	49,63	10,12	138,81	13,78	11,42	12,46	7,94	9,63	6,94	7,18	45,971	45,968	173,10	192,14	—
Juin	49,63	10,13	138,58	13,77	11,45	12,41	7,94	9,61	6,94	7,16	45,853	45,852	172,81	192,27	—
Juillet	49,64	10,13	138,53	13,78	11,48	12,39	7,95	9,61	6,94	7,16	45,808	45,806	172,75	192,35	82,85 ⁵
Août	49,63	10,13	138,51	13,79	11,50	12,37	7,94	9,60	6,94	7,15	46,013	46,012	172,73	192,34	82,85
Septembre	49,65	10,13	138,83	13,79	11,50	12,38	7,95	9,61	6,95	7,18	46,120	46,119	173,07	192,37	82,88
Octobre	49,67	10,13	139,23	13,80	11,50	12,40	7,95	9,60	6,95	7,20	46,199	46,198	173,60	192,32	82,92
Novembre	49,63	10,13	139,16	13,78	11,49	12,41	7,94	9,60	6,95	7,20	46,166	46,165	173,59	192,14	82,87
Décembre	49,65	10,13	139,12	13,76	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,21	46,147	46,146	173,54	192,13	82,89
1966 Janvier	49,70	10,14	139,37	13,75	11,49	12,39	7,95	9,61	6,96	7,22	46,252	46,252	173,84	192,28	82,95
Février	49,73	10,15	139,37	13,73	11,48	12,39	7,96	9,62	6,96	7,21	46,201	46,201	173,82	192,36	82,96
Mars	49,78	10,16	139,15	13,75	11,47	12,40	7,97	9,65	6,96	7,21	46,255	46,254	173,56	192,62	83,04
Avril	49,86	10,17	139,27	13,73	11,52	12,42	7,98	9,67	6,97	7,22	46,291	46,290	173,70	192,93	83,15
Mai	49,77	10,16	138,99	13,71	11,53	12,39	7,97	9,66	6,95	7,20	46,226	46,224	173,33	192,62	83,04

1 Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — 2 Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — 3 Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — 4 Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961. — 5 Moyenne du 12 juillet au 31 juillet 1965. — 6 Moyenne du 12 juillet au 30 septembre 1965. — 7 Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 mai 1966

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— Lt.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ 2	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

1 Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.
2 Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.
3 Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.
4 (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).
5 (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1 — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (8) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieurs (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse et autres opérations de trésorerie ³ (12)
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4)	(5)	(6) = (5) - (4)						
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1963	143,0	139,5	- 3,5	22,0	0,4	-21,6	-25,1	+17,4	+ 2,6	+10,4	- 3,8	- 1,5 ²
1964	155,2	157,8	+ 2,6	24,2	0,3	-23,9	-21,3	+24,0	- 4,8	+ 2,9	+ 0,3	- 1,1 ²
1965	176,4	172,7	- 3,7	25,3	0,2	-25,1	-28,8	+22,2	+ 9,7	- 1,3	- 0,7	- 1,1 ²
1964 3 prem. mois .	40,6	38,4	- 2,2	5,7	0,1	- 5,6	- 7,8	+11,8	- 4,3	+ 1,3	+ 0,4	- 1,4 ²
6 prem. mois .	81,7	75,1	- 6,6	11,5	0,2	-11,3	-17,9	+18,8	- 6,4	+ 2,3	+ 1,8	+ 1,4 ²
9 prem. mois .	116,6	118,4	+ 1,8	18,1	0,2	-17,9	-16,1	+18,8	- 8,5	+ 3,3	+ 1,0	+ 1,5 ²
1965 3 prem. mois .	46,8	40,5	- 6,3	5,4	...	- 5,4	-11,7	+ 9,6	+ 4,1	- 0,3	+ 0,1	- 1,8 ²
6 prem. mois .	87,6	78,8	- 8,8	12,5	...	-12,5	-21,3	+14,3	+ 9,8	- 1,1	+ 2,2	- 3,9 ²
9 prem. mois .	128,3	126,6	- 1,7	18,5	...	-18,5	-20,2	+14,3	+11,1	- 1,8	+ 1,3	- 4,7 ²
1964 Octobre	12,2	11,8	- 0,4	1,4	...	- 1,4	- 1,8	+ 5,2	- 3,5	...	- 1,9	+ 2,0 ²
Novembre	10,5	11,6	+ 1,1	1,6	...	- 1,6	- 0,5	...	+ 1,2	- 0,3	+ 0,3	- 0,7 ²
Décembre	15,9	16,0	+ 0,1	3,1	0,1	- 3,0	- 2,9	...	+ 6,0	- 0,1	+ 0,9	- 3,9 ²
1965 Janvier	14,9	16,3	+ 1,4	1,5	...	- 1,5	- 0,1	+ 2,2	- 0,7	...	- 0,7	- 0,7 ²
Février	15,2	11,4	- 3,8	2,4	...	- 2,4	- 6,2	+ 7,4	- 0,3	...	- 0,2	- 0,7 ²
Mars	16,7	12,8	- 3,9	1,5	...	- 1,5	- 5,4	...	+ 5,1	- 0,3	+ 1,0	- 0,4 ²
Avril	13,7	12,5	- 1,2	2,2	...	- 2,2	- 3,4	...	+ 7,0	- 0,2	- 1,7	- 1,7 ²
Mai	12,5	12,0	- 0,5	2,1	...	- 2,1	- 2,6	+ 4,7	- 3,6	- 0,3	+ 1,6	+ 0,2 ²
Juin	14,6	13,8	- 0,8	2,8	...	- 2,8	- 3,6	...	+ 2,3	- 0,3	+ 2,2	- 0,6 ²
Juillet	15,7	23,5	+ 7,8	1,8	...	- 1,8	+ 6,0	...	- 3,2	- 0,6	- 2,7	+ 0,5 ²
Août	11,4	11,3	- 0,1	2,1	...	- 2,1	- 2,2	...	+ 2,2	- 0,1	+ 1,0	- 0,9 ²
Septembre ...	13,6	13,0	- 0,6	2,1	...	- 2,1	- 2,7	...	+ 2,3	...	+ 0,8	- 0,4 ²
Octobre	14,9	13,9	- 1,0	1,3	...	- 1,3	- 2,3	+ 8,3	- 5,1	...	- 1,7	+ 0,8 ²
Novembre	15,4	14,0	- 1,4	1,9	...	- 1,9	- 3,3	- 0,3	+ 3,3	+ 0,2	+ 0,7	- 0,6 ²
Décembre	17,8	18,2	+ 0,4	3,6	0,2	- 3,4	- 3,0	- 0,1	+ 0,4	+ 0,3	- 1,0	+ 3,4 ²
1966 Janvier	16,2	19,3	+ 3,1	1,3	...	- 1,3	+ 1,8	—	+ 2,8	- 0,3	- 0,7	- 3,6 ²

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances à des collectivités.

³ Augmentation : - ; diminution : +.

⁴ A partir de l'année 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome de Dommages de guerre financées par le budget ordinaire.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7	
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6	
1965 3 premiers mois	8,5	+ 0,6	6,3	- 0,4	15,3	- 0,2	30,1	...	
1966 3 premiers mois	9,3	+ 0,2	7,5	+ 0,7	18,4	- 0,5	35,2	+ 0,4	
Exercice 1965	1965 Mars	2,9	+ 0,4	2,5	+ 0,1	5,6	- 0,4	11,0	+ 0,1
	Avril	3,8	+ 0,4	2,6	+ 0,1	5,5	...	11,9	+ 0,5
	Mai	3,6	+ 0,2	2,5	...	5,2	- 0,1	11,3	+ 0,1
	Juin	5,4	+ 0,8	2,5	...	5,4	+ 0,1	13,3	+ 0,9
	Juillet	15,2	+ 0,7	2,4	...	5,1	- 0,2	22,7	+ 0,5
	Août	4,0	+ 0,5	2,3	- 0,2	4,7	- 0,3	11,0	...
	Septembre	4,1	+ 0,5	2,7	+ 0,2	5,7	+ 0,2	12,5	+ 0,9
	Octobre	5,3	+ 0,7	2,4	- 0,1	5,7	+ 0,2	13,4	+ 0,8
	Novembre	4,5	+ 0,6	2,8	+ 0,3	6,0	+ 0,8	13,3	+ 1,7
	Décembre	4,7	+ 0,9	3,1	+ 0,6	7,1	+ 1,2	14,9	+ 2,7
	1966 Janvier	7,4	+ 1,3	0,5	- 0,1	...	...	7,9	+ 1,2
	Février	1,8	+ 0,6	...	...	...	...	1,8	+ 0,6
Mars	1,3	+ 0,7	...	...	...	...	1,3	+ 0,7	
Ex. 1966	1966 Janvier	3,5	+ 0,1	2,0	+ 0,2	5,8	- 0,3	11,3	...
	Février	2,7	...	2,5	+ 0,1	5,6	- 0,4	10,8	- 0,3
	Mars	3,1	+ 0,1	3,0	+ 0,4	7,0	+ 0,2	13,1	+ 0,7
	Avril	4,7	+ 0,1	3,0	...	6,4	- 0,4	14,1	- 0,3

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1965 ²		Exercice 1965 : avril 1965		Exercice 1966 : avril 1966.	
	Recettes effectuées	Évaluations budgétaires	Recettes effectuées	Évaluations budgétaires	Recettes effectuées	Évaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	69,6	61,1	3,8	3,4	4,7	4,6
précompte immobilier	1,0	0,9	...	...	...	...
précompte mobilier	6,7	5,6	0,4	0,4	0,4	0,4
précompte professionnel	30,3	27,4	2,4	2,2	2,6	2,5
versements anticipés	15,5	13,5	0,4	0,3	0,5	0,5
impôts des personnes physiques (rôles)	7,2	5,4	0,1	0,1	0,1	0,1
impôts des sociétés (rôles)	2,6	2,4	...	...	...	...
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,9	3,8	0,1	0,1	0,1	0,1
impôt sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,4	0,7	...	...	...	...
divers ³	2,0	1,4	0,4	0,3	1,0	1,0
II. Douanes et accises	30,1	29,7	2,6	2,5	3,0	3,0
dont : douanes	8,3	8,7	0,7	0,8	0,7	0,7
accises	20,4	20,7	1,8	1,7	2,1	2,3
taxes spéciales de consommat.	1,1	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	65,7	64,0	5,5	5,5	6,4	6,8
dont : enregistrement	6,4	6,5	0,5	0,5	0,6	0,5
successions	2,8	2,8	0,2	0,2	0,3	0,2
timbres et taxes assimilées	55,8	54,1	4,7	4,6	5,4	5,9
Total ...	165,4	154,8	11,9	11,4	14,1	14,4
Différence par rapport aux éval. budgét.		+10,6		+ 0,5		- 0,3

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1965, commencé le 1er janvier 1965 a été clôturé le 31 mars 1966.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.
Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ³	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1964 3 premiers mois	5,2	2,3	4,9	12,4	0,71
6 premiers mois	4,7	2,3	5,0	12,0	0,49
9 premiers mois	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1965 3 premiers mois	5,7	2,2	5,1	13,0	0,86
6 premiers mois	5,0	2,4	5,2	12,6	0,62
9 premiers mois	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1966 3 premiers mois	6,6	2,7	6,1	15,4	0,98
1965 Mai	3,6	2,5	5,2	11,3	0,11
Juin	5,4	2,5	5,4	13,3	0,61
Juillet	15,2	2,5	5,0	22,7	10,64
Août	4,0	2,3	4,6	10,9	0,04
Septembre	4,1	2,7	5,7	12,5	0,02
Octobre	5,2	2,4	5,7	13,3	0,37
Novembre	4,5	2,8	6,0	13,3	0,03
Décembre	4,7	3,1	7,1	14,9	0,26
1966 Janvier	10,9	2,5	5,8	19,2	2,70
Février	4,5	2,5	5,6	12,6	0,09
Mars	4,4	3,0	7,0	14,4	0,16
Avril	4,7	3,0	6,4	14,1	0,54
Mai	4,3	2,8	6,5	13,6	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

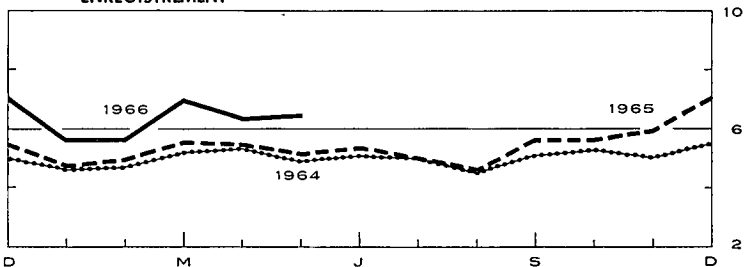
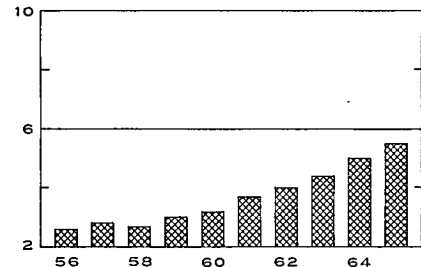
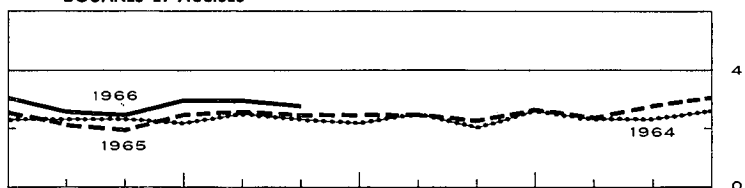
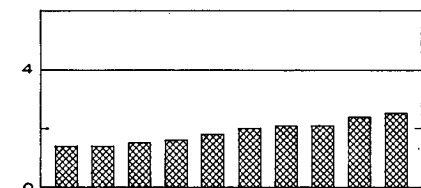
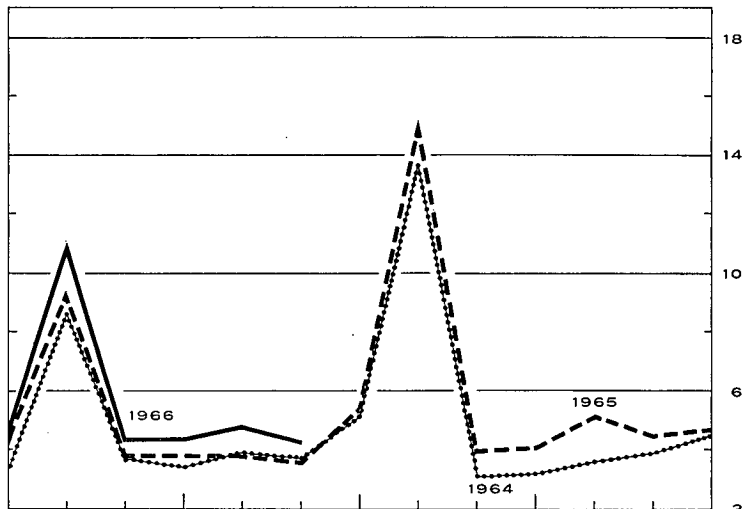
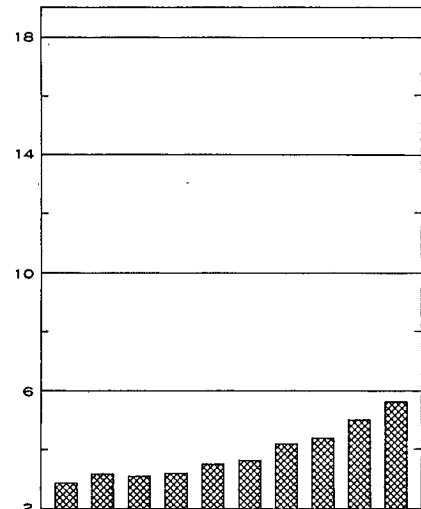
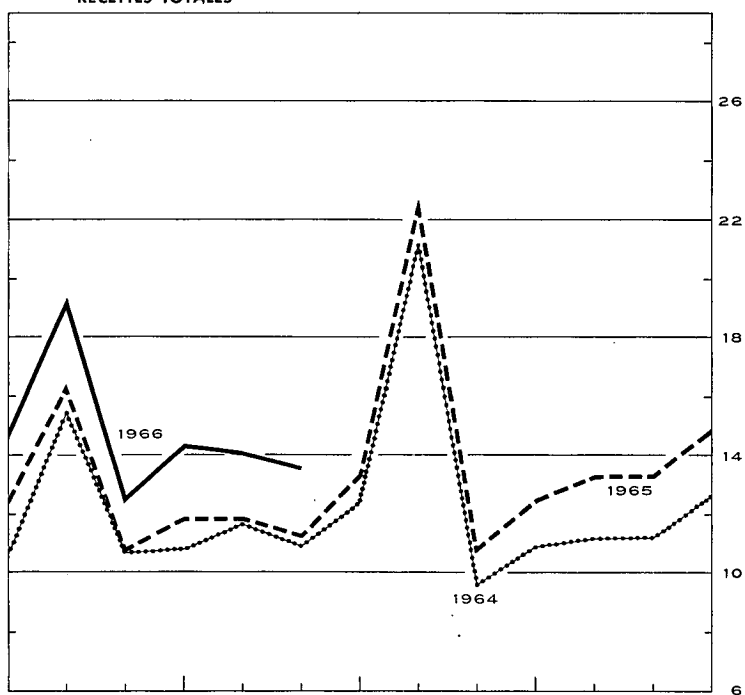
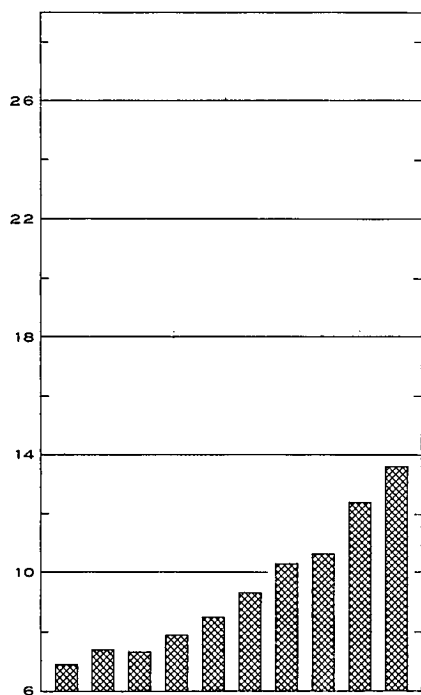
² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ Il s'agit uniquement des chiffres annuels et trimestriels.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation (Ministère des Finances)*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XLe année, vol. II, no 6, décembre 1965 et XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1966 : « Les budgets de 1965 et 1966 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



D M J S D

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)				
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opération non effectuée																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	35,5	—	3,0	—	2,8	8,4	49,8		
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	35,6	—	0,1	—	0,1	35,8	
			Obligations ...	9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9	13,8	—	24,3	
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	11,9	0,1	—	—	—	—	—	—	—	85,7	29,0	82,3	—	209,0
			Divers ...	3,8	1,1	1,6	0,1	12,9	—	—	—	—	2,2	3,0	0,6	—	25,3
	(Actions et parts) ...	(175,5)	(0,1)	(—)	—	(0,1)	—	—	—	(0,6)	(—)	(0,9)	(2,3)	(—)	(...)	(179,5)	
		Total ...	25,1	1,3	1,6	0,1	12,9	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	8,4	344,2		
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	0,5	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,3	—	—	—	—	—	—	1,6	—	0,2	—	0,2	—	2,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	0,3	—	0,2	—	—	—	0,1	—	0,6	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		15,0	0,2	—	—	—	4,3	2,0	0,6	—	3,3	4,8	0,4	0,1	30,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,3	—	0,1	—	0,7	1,2	—	—	0,6	4,5	—	- 0,1	7,2	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	—	0,9	—	—	—	—	0,2	7,8	—	9,0		
	Divers ...	4,9	—	4,8	0,2	—	2,0	—	—	—	—	—	0,1	1,1	13,0		
	(Actions et parts) ...	(0,8)	—	(14,2)	(4,6)	(...)	—	—	—	(...)	(—)	(0,1)	(...)	(0,1)	(0,9)	(20,7)	
		Total ...	20,2	0,5	4,8	0,4	...	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	1,1	63,3		
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,0	—	1,3	—	—	34,6	—	0,1	—	0,3	6,1	45,5		
	Certificats à court terme ...		—	0,7	—	1,2	—	18,9	22,3	2,2	6,2	0,1	11,0	0,1	62,6		
	Obligations accessibles à tout placeur ...		107,6	2,3	—	1,5	1,1	11,3	36,5	5,3	33,3	34,4	8,3	1,6	243,2		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	0,1	13,0	58,5	—	2,3	2,3	2,7	2,1	81,0		
Divers ...	—		0,7	—	—	0,7	8,9	—	—	0,1	0,2	0,1	—	10,7			
	Total ...	110,6	3,7	—	4,0	1,9	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	9,9	443,0			
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Obligations accessibles à tout placeur ...		15,4	0,6	—	0,2	—	0,5	0,4	0,7	1,3	6,5	1,0	0,1	26,6			
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	—	—	—	7,7	3,0	—	—	—	10,6		
Autres emprunts à moyen et long terme ...		—	4,5	—	—	—	—	—	—	0,5	—	44,4	—	—	49,5		
Divers ...	1,8	0,4	2,5	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,3	3,4	8,6			
	Total ...	17,2	5,5	2,5	0,2	...	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	3,5	99,8			
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	14,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14,6			
Obligations accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	0,1	—	—	0,3			
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	0,1	1,1	—	—	1,3	6,1	—	9,8			
Divers ...		3,0	—	2,7	—	1,7	—	—	—	—	—	0,5	—	9,8			
	Total ...	17,6	...	2,7	...	1,8	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	2,9	34,5			
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1			
Acceptations et effets commerciaux ...		—	—	—	—	—	—	6,6	—	0,7	—	1,4	0,3	9,0			
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	—	4,3	—	0,3	—	—	—	4,6			
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		—	—	—	—	—	—	97,0	—	—	—	—	—	97,0			
Obligations ...		9,6	—	0,2	—	—	—	1,3	0,9	0,3	3,7	0,2	- 0,3	15,8			
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		—	—	13,5	—	—	—	6,7	—	—	—	—	—	20,2			
Divers ...		—	1,4	7,9	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	9,7			
(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,4)	—	—	—	(—)	(0,9)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(...)	—			
	Total ...	9,6	1,4	21,6	...	...	—	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	...	156,4	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE														
Organismes monétaires (7)	Monnaie	231,8	2,7	3,5	11,1	1,2	—	—	...	1,9	1,5	0,8	...	254,5
	Argent à très court terme	—	—	—	—	1,2	0,1	0,2	1,5
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,4	—	—	—	—	—	...	35,4
	Dépôts en devises des résidents	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	7,4
	Dépôts sur livrets des résidents	19,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	19,9
	Dépôts à terme des résidents	28,5	—	—	...	—	—	—	—	—	0,1	—	...	28,6
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	10,7	...	—	—	10,7
Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	...	11,1	
Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	...	9,7	11,0
(Actions et parts)	(7,2)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	—	(8,0)	
Total ...	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	9,7	379,2	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	6,4	—	—	—	—	...	6,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	0,6	—	...	...	...	...	0,6
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	...	...	...	...	2,8
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	7,0	—	...	...	...	...	9,8
Intermédiaires financiers (9)	Dépôts à vue	3,5	...	...	...	0,6	—	—	...	0,2	0,6	...	4,9
	Dépôts sur livrets	126,7	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	126,7
	Dépôts à terme	0,6	0,8	...	...	3,0	—	—	...	0,1	...	1,0	5,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	10,7	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	10,7	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5	
	Divers	4,6	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	2,1	6,9
	(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,2)	
Total ...	146,6	0,8	...	...	3,6	...	0,1	...	0,1	0,3	0,6	3,1	155,2
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,7	
	Réserves mathématiques	136,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	136,9	
	Divers	0,2	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	...	1,1	1,5
	Total ...	152,8	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	...	1,1	154,1
Organismes publics de crédit et organismes non monétaires (11)	Dépôts à vue	1,2	...	...	0,3	...	...	—	...	...	...	...	1,5
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	0,1	...	0,2	...	0,1	1,0
	Dépôts sur livrets	4,9	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	4,9
	Dépôts à terme	1,2	0,3	...	2,5	...	—	—	...	...	...	...	4,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	0,4	—	0,6	...	0,2	...	1,2
	Obligations accessibles à tout placeur	68,8	0,2	...	0,1	1,1	1,4	8,9	0,3	7,2	17,8	0,2	106,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,7	0,7	0,7	...	3,0	15,6	...	22,4
	Divers	3,4	...	10,4	0,1	...	2,3	0,2	—	0,3	...	...	4,1
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(1,9)	
Total ...	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	6,0	161,8	
Secteurs imités et ajustements (12)		- 4,0	2,6	1,1	- 1,1	1,3	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	- 0,1	—	20,3
	Total des créances	874,1	19,0	51,2	17,7	24,6	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	45,7	2.021,6

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, n° 4, octobre 1965.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers						Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris allieurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Etranger (6)	Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)		
													données non disponibles		... nihil ou inférieur à 50 millions	— opération non effectuée
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	45,6	—	2,7	—	1,6	6,9	56,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	42,4	—	0,1	—	0,1	—	42,6
		Obligations ...	10,8	—	—	—	—	—	—	1,0	15,7	—	—	27,5
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	12,1	0,1	—	—	—	—	—	95,3	31,1	92,4	—	231,0
		Divers ...	4,4	1,2	1,6	0,1	13,5	—	—	3,2	3,2	0,6	—	27,8
	(Actions et parts) ...	(181,2)	(0,3)	(...)	—	(0,2)	(0,7)	(—)	(1,1)	(2,9)	(—)	(...)	(...)	(186,4)
	Total ...	27,3	1,5	1,6	0,1	13,5	...	87,9	—	102,3	50,0	94,7	6,9	385,8
	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	0,6
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	1,8	—	—	—	0,4	—	2,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	0,5	0,2	—	—	—	0,1	—	0,8
Obligations accessibles à tout placeur ...		15,9	0,3	—	—	4,0	2,1	1,0	3,6	5,2	0,4	—	32,5	
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,2	—	0,1	0,5	1,2	—	0,6	4,3	—	0,1	7,0	
Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	0,5	—	—	—	0,2	9,0	—	9,8		
Divers ...	5,3	—	5,1	0,2	1,8	—	—	—	—	0,1	0,7	13,2		
(Actions et parts) ...	(0,8)	—	(14,5)	(5,1)	(...)	(...)	(—)	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(0,9)	(...)	(21,7)	
Total ...	21,3	0,5	5,1	0,4	7,3	5,3	1,0	4,8	9,7	10,0	0,8	66,2		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	2,3	—	—	1,1	—	38,8	—	—	—	0,1	4,8	47,1	
	Certificats à court terme ...	—	0,7	—	0,1	—	19,9	36,8	2,7	5,4	8,1	0,3	73,4	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	107,1	2,4	—	1,7	1,2	10,3	37,7	5,1	35,2	39,1	1,2	249,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	16,5	57,9	—	2,4	2,0	1,7	82,7	
	Divers ...	—	0,8	—	—	0,9	7,7	—	—	—	0,4	0,4	10,2	
Total ...	109,4	3,9	—	3,0	2,1	54,4	171,2	7,8	43,0	41,4	19,0	8,0	463,2	
Secteur public non compris allieurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	4,3	—	—	—	—	—	4,3	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	14,8	0,7	—	0,2	—	0,5	0,5	1,0	1,6	6,8	1,0	27,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	—	8,2	2,9	—	11,1	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	4,8	—	—	—	—	—	—	0,6	—	49,4	54,8	
Divers ...	1,9	0,4	2,7	—	—	—	—	—	—	—	0,6	3,0	8,7	
Total ...	16,7	5,9	2,7	0,2	—	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	3,0	105,9	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	16,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,0	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,2	—	—	0,1	—	—	0,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	0,5	—	—	—	1,4	—	—	11,7	
	Divers ...	5,2	—	2,6	—	1,7	—	—	—	—	0,1	—	12,0	
Total ...	21,2	—	2,6	—	2,2	0,2	1,1	—	1,4	7,5	—	3,8	40,0	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	10,1	—	0,7	—	1,7	1,7	14,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	4,5	—	0,2	—	—	—	4,7	
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	112,0	—	—	—	—	112,0	
	Obligations ...	9,3	—	0,2	—	—	0,7	0,9	0,3	6,2	0,2	0,2	17,6	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	13,1	—	—	—	7,1	—	—	—	—	20,2	
	Divers ...	—	0,9	8,0	—	—	—	—	—	—	0,3	—	9,2	
(Actions et parts) ...	(0,2)	(0,4)	—	—	—	(—)	(1,1)	(—)	(...)	(1,5)	(—)	(...)	—	
Total ...	9,3	0,9	21,3	—	—	—	134,4	0,9	1,3	6,2	2,1	1,5	177,9	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
		(9)												
		(10)												
		(11)												
		(12)												
		(1) à (12)												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	255,6	2,8	3,8	12,4	1,0	—	...	2,0	1,1	0,3	...	279,0	
	Argent à très court terme .....	—	—	—	...	...	0,2	1,5	...	0,2	...	0,1	2,1
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	55,0	—	—	—	—	—	55,0	
	Dépôts en devises des résidents	9,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,1	
	Dépôts sur livrets des résidents	29,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,2	
	Dépôts à terme des résidents	25,7	—	—	...	—	—	—	—	0,1	—	—	25,8	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	11,9	...	—	0,3	...	12,2	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	11,4	
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	10,2	10,5
	(Actions et parts)	(7,7)	—	(0,2)	—	—	—	(0,6)	—	—	(0,1)	—	(8,6)	
Total ...	331,2	2,8	4,0	12,4	1,0	55,2	13,4	...	2,3	1,1	0,6	10,3	434,3	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	0,2	—	0,2	...	0,1	0,9
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	6,6	—	—	—	—	6,6	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	0,6	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	...	2,8
	Total ...	—	...	2,8	0,4	7,4	—	0,2	...	0,1	...	10,9
Caisses d'épargne sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	3,8	...	...	...	0,8	—	...	—	...	0,6	0,3	5,5
	Dépôts sur livrets	138,4	...	—	—	—	—	...	—	...	...	...	138,4
	Dépôts à terme	0,9	1,0	...	...	3,6	—	...	—	...	0,4	...	6,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	11,1	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,6	
	Divers	4,6	...	0,1	...	...	0,1	...	0,1	...	...	3,1	8,0
	(Actions et parts)	(1,3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,3)	
Total ...	159,4	1,0	0,1	...	4,4	—	0,1	...	0,1	1,0	0,3	3,2	169,6	
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	18,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18,4	
	Réserves mathématiques	145,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	145,7	
	Divers	0,3	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,4	1,8
	Total ...	164,4	0,1	1,4	165,9
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	1,4	...	...	0,2	...	...	—	...	...	...	...	1,6
	Argent à très court terme	—	...	—	0,3	...	0,3	...	...	...	...	0,2	0,8
	Dépôts sur livrets	6,4	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,4	
	Dépôts à terme	2,7	0,3	...	3,1	...	...	0,3	—	...	...	...	6,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	0,1	—	0,7	...	0,2	...	1,0
	Obligations accessibles à tout placeur	73,2	0,2	...	0,1	0,9	0,1	10,2	0,5	8,7	19,1	0,2	113,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,7	1,3	0,5	...	4,1	16,0	...	23,8
	Divers	3,0	...	10,4	0,1	...	1,7	0,8	—	0,3	...	...	6,0
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(1,9)	
Total ...	86,7	0,6	10,4	3,7	1,6	3,4	11,8	0,5	13,8	35,1	0,4	7,5	175,5	
Secteurs indétectés et ajustements (12)		— 4,2	2,1	1,4	4,2	10,6	0,6	1,8	1,5	1,6	—	19,6
	Total des créances	942,7	19,2	50,6	19,8	26,3	125,6	448,0	11,8	181,4	163,2	179,8	46,4	2.214,8

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1963 ¹

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)								
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)							
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance- et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)									
données non disponibles																					
... nihil ou inférieur à 50 millions																					
— opération non effectuée																					
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	+10,8	—	- 0,3	—	- 0,5	- 1,5	+ 8,5					
			Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	+ 7,0	—	—	—	—	—	...	+ 7,0				
			Obligations	+ 1,4	—	—	+ 0,1	+ 1,7	+ 3,2				
			Autres emprunts à moyen et long terme	+ 0,2	—	—	+ 9,6	+ 1,8	+10,1	...	+ 21,8				
			Divers (Actions et parts)	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,6	+10,2	...	—	—	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 12,8				
		Total ...	(+ 3,9)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(+ 0,7)	(+ 0,1)	(—)	(+ 0,2)	(+ 0,6)	(...)	(...)	(...)	(+ 5,8)					
		Total ...	+ 2,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,6	+10,2	+17,8	—	+10,4	+ 3,8	+ 9,7	- 1,5	—	+ 53,3					
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—				
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		- 0,1	...	—	+ 0,2	—	- 0,2	—	+ 0,2	...	+ 0,1					
	Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,2				
	Obligations accessibles à tout placeur		+ 0,9	+ 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,7				
	Obligations non accessibles à tout placeur		- 0,1	- 0,3	...	+ 0,2	- 0,2				
			Autres emprunts à moyen et long terme	- 0,3	...	—	+ 1,2	...	+ 0,9					
			Divers (Actions et parts)	+ 0,4	...	+ 0,4	+ 0,1	...	- 0,2	...	—	- 0,4	+ 0,2					
			Total ...	(+ 0,1)	...	(+ 0,3)	(+ 0,4)	(...)	...	(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,0)					
		Total ...	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	...	- 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 3,1	- 0,1	+ 1,4	- 0,3	—	+ 2,9					
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	- 0,7	...	—	- 0,2	+ 4,1	...	- 0,1	...	- 0,3	- 1,2	+ 1,6					
	Certificats à court terme		...	+ 0,1	—	- 1,0	+ 1,3	+14,8	+ 0,5	- 0,8	- 0,1	- 3,4	- 0,4	+ 10,9					
	Obligations accessibles à tout placeur		- 0,6	+ 0,1	—	+ 0,2	+ 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,9	- 0,2	+ 1,9	+ 3,8	+ 0,4	- 0,4	+ 6,2					
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	+ 3,5	- 0,6	...	+ 0,1	- 0,4	- 1,0	+ 1,7					
		Divers	...	+ 0,1	—	...	...	- 1,7	+ 0,5	...	...	+ 0,2	+ 0,3	...	- 0,5		
	Total ...	- 1,3	+ 0,3	—	- 1,0	+ 0,2	+ 3,0	+19,8	+ 0,3	+ 1,0	+ 3,5	- 4,0	- 1,9	—	+ 19,9						
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	...	- 0,2	—	...	...	...	...	- 0,2
Obligations accessibles à tout placeur		- 0,7	+ 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,3	...	- 0,1	+ 0,4	
Obligations non accessibles à tout placeur		...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	...	...	...	+ 0,5
Autres emprunts à moyen et long terme		...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 5,1	+ 5,3
	Total ...	+ 0,1	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	- 0,5	- 0,2
	Total ...	- 0,6	+ 0,3	+ 0,2	...	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,2	+ 5,1	- 0,5	—	+ 5,8			
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	+ 1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,3						
Obligations accessibles à tout placeur		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations non accessibles à tout placeur		...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	...	...	+ 0,4	+ 2,0
Divers		+ 2,2	...	- 0,2	...	...	...	...	...	...	...	- 0,4	...	+ 0,6	+ 2,3
	Total ...	+ 3,6	...	- 0,2	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,7	...	+ 1,0	—	+ 5,6	
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Acceptations et effets commerciaux		...	...	...	...	...	...	...	+ 2,2	—	...	...	- 0,1	+ 1,4	+ 3,5
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	—	...	...	...	...	- 0,1
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)		+ 14,3					
Obligations		- 0,1	+ 0,1	+ 0,9	...	+ 0,1	+ 1,0					
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique						
Divers (Actions et parts)		+ 4,4	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	...	+ 3,9					
Total ...	(+ 4,3)	(...)	(...)	...	...	...	...	(—)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(+ 4,5)		
	Total ...	+ 4,4	- 0,5	...	...	...	...	—	+16,9	...	...	+ 0,9	- 0,2	+ 1,1	+ 22,6

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
		Organismes monétaires (7)													
		Fonds des Rentes (8)													
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
		Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)													
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)													
Secteurs indétachés et ajustements (12)															
(1) à (12)		Total des créances													
	Monnaie	+24,6	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,4	- 0,3	—	...	+ 0,1	- 0,5	- 0,5	...	+ 25,3		
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 0,2	+0,3	...	...	+ 0,1	...	+ 0,6	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+15,7	—	—	—	—	...	+ 15,7		
	Dépôts en devises des résidents	+ 1,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 1,7		
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 9,4		
	Dépôts à terme des résidents	- 2,8	—	—	...	—	—	—	—	...	—	...	- 2,8		
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	+1,5	...	—	+ 0,3	...	+ 1,8		
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,4	...	...	...	...	—	—	...	...	...	...	+ 0,4	
	Divers	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 3,7	
	(Actions et parts)	(+ 0,5)	...	(...)	...	...	...	(+0,1)	...	(...)	...	...	(+ 0,6)	
	Total ...	+33,3	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,4	- 0,3	+15,9	+1,7	...	+ 0,1	- 0,5	- 0,1	+ 3,8	+ 55,8	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 0,4	+0,2	—	+ 0,2	...	+ 0,1	...	+ 0,9
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	+0,1	—	—	—	—	—	+ 0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...
	Total ...	—	...	—	...	...	+ 0,4	+0,3	—	+ 0,2	...	+ 0,1	...	+ 1,0
	Dépôts à vue	+ 0,3	...	...	...	+ 0,2	—	...	—	...	+ 0,4	- 0,3	...	+ 0,7
	Dépôts sur livrets	+11,7	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 11,7
	Dépôts à terme	+ 0,2	+ 0,2	...	...	+ 0,6	...	...	...	...	+ 0,3	...	- 0,9	+ 0,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 0,1	
	Divers	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0	+ 1,1
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)
	Total ...	+12,7	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 0,8	...	...	...	...	+ 0,7	- 0,3	+ 0,2	+ 14,4
	Réserves de sécurité sociale	+ 2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,8	
	Réserves mathématiques	+ 8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,7	
	Divers	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	+ 0,3	+ 0,3
	Total ...	+11,6	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	+ 0,3	+ 11,8
	Dépôts à vue	+ 0,2	...	...	- 0,1	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,1
	Argent à très court terme	—	...	—	+ 0,2	...	- 0,1	-0,1	...	- 0,2	...	- 0,1	...	- 0,3	
	Dépôts sur livrets	+ 1,5	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 1,5
	Dépôts à terme	+ 1,5	+ 0,1	...	+ 0,6	...	...	+0,2	—	...	...	...	...	+ 2,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	-0,3	—	+ 0,1	...	...	...	- 0,2
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,4	...	...	...	- 0,1	+ 0,1	+1,3	+ 0,2	+ 1,5	- 0,1	- 0,1	...	+ 7,2
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	+ 0,6	-0,2	...	+ 1,1	+ 0,4	...	- 0,5	+ 1,4
	Divers	- 0,4	...	...	...	...	...	+0,1	—	...	...	...	+ 1,9	+ 1,6
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)	
	Total ...	+ 7,2	...	...	+ 0,7	- 0,1	+ 0,5	+1,0	+ 0,2	+ 2,5	+ 0,3	- 0,1	+ 1,5	+ 13,7
		- 0,1	- 0,5	- 1,1	+ 1,0	+ 0,2	- 0,2	-1,5	...	...	...	+ 1,6	—	- 0,6
	Total des créances	+74,2	+ 0,2	- 0,2	+ 2,1	+ 1,7	+29,2	+56,2	+ 1,1	+15,4	+ 9,4	+13,2	+ 3,7	+206,2	

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLe année, vol. II, no 4, octobre 1965.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajuste- ments	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	25,1	1,3	1,6	0,1	12,9	41,0	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	294,6	8,4	344,2
2. Paraétatiques d'exploitation	20,2	0,5	4,8	0,4	...	25,9	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	28,2	1,1	63,3
3. Etat (Trésor)	110,6	3,7	—	4,0	1,9	120,2	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	260,8	9,9	443,0
4. Secteur public non compris ailleurs	17,2	5,5	2,5	0,2	...	25,4	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	70,4	3,5	99,8
5. Sécurité sociale	17,6	...	2,7	...	1,8	22,1	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	9,1	2,9	34,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	190,7	11,0	11,6	4,7	16,6	234,6	61,3	234,0	8,8	149,3	108,6	162,4	663,1	25,8	984,8
7. Etranger	9,6	1,4	21,6	...	...	32,6	—	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	123,8	...	156,4
8. Organismes monétaires	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	317,6	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	16,5	9,7	379,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,0	—	...	...	...	7,0	...	9,8
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	146,6	0,8	...	...	3,6	151,0	—	0,1	...	0,1	0,3	0,6	1,1	3,1	155,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	152,8	...	...	...	0,1	152,9	...	...	...	...	0,1	...	0,1	1,1	154,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	95,2	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	55,8	6,0	161,8
13. Total des intermédiaires financiers	677,8	4,0	16,9	14,1	6,7	719,5	40,2	29,3	0,4	13,5	35,4	1,9	80,5	19,9	860,1
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments	— 4,0	2,6	1,1	— 1,1	1,3	— 0,1	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	— 0,1	16,4	—	20,3
15. Total des créances	874,1	19,0	51,2	17,7	24,6	986,6	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	883,8	45,7	2.021,6
16. Solde des créances et des dettes .	+ 529,9	— 44,3	— 391,8	— 82,1	— 9,9	+ 1,8	— 50,9	+ 13,4	+ 0,9	+ 10,8	— 5,7	+ 4,3	+ 23,7	+ 25,4	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	27,3	1,5	1,6	0,1	13,5	44,0	...	87,9	—	102,3	50,0	94,7	334,9	6,9	385,8
2. Paraétatiques d'exploitation	21,3	0,5	5,1	0,4	...	27,3	7,3	5,3	1,0	4,8	9,7	10,0	30,8	0,8	66,2
3. Etat (Trésor)	109,4	3,9	—	3,0	2,1	118,4	54,4	171,2	7,8	43,0	41,4	19,0	282,4	8,0	463,2
4. Secteur public non compris ailleurs	16,7	5,9	2,7	0,2	...	25,5	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	76,9	3,0	105,9
5. Sécurité sociale	21,2	...	2,6	...	2,2	26,0	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	10,0	3,8	40,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	195,9	11,8	12,0	3,7	17,8	241,2	62,4	270,3	9,8	161,9	118,3	174,7	735,0	22,5	1.061,1
7. Etranger	9,3	0,9	21,3	...	...	31,5	—	134,4	0,9	1,3	6,2	2,1	144,9	1,5	177,9
8. Organismes monétaires	331,2	2,8	4,0	12,4	1,0	351,4	55,2	13,4	...	2,3	1,1	0,6	17,4	10,3	434,3
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,4	7,4	—	0,2	...	0,1	7,7	...	10,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	159,4	1,0	0,1	...	4,4	164,9	...	0,1	...	0,1	1,0	0,3	1,5	3,2	169,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	164,4	...	...	...	0,1	164,5	...	...	...	...	...	...	...	1,4	165,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	86,7	0,6	10,4	3,7	1,6	103,0	3,4	11,8	0,5	13,8	35,1	0,4	61,6	7,5	175,5
13. Total des intermédiaires financiers	741,7	4,4	17,3	16,1	7,1	786,6	59,0	32,7	0,5	16,4	37,2	1,4	88,2	22,4	956,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,1	...	...	1,4	— 0,7	4,2	10,6	0,6	1,8	1,5	1,6	16,1	—	19,6
15. Total des créances	942,7	19,2	50,6	19,8	26,3	1.058,6	125,6	448,0	11,8	181,4	163,2	179,8	984,2	46,4	2.214,8
16. Solde des créances et des dettes	+ 556,9	— 47,0	— 412,6	— 86,1	— 13,7	— 2,5	— 52,3	+ 13,7	+ 0,9	+ 11,8	— 2,7	+ 4,3	+ 28,0	+ 26,8	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1963

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	
1. Entreprises et particuliers	+ 2,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,6	+ 2,9	+ 10,2	+ 17,8	—	+ 10,4	+ 3,8	+ 9,7	+ 41,7	- 1,5	+ 53,3
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	...	+ 1,8	- 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1	- 0,1	+ 1,4	+ 2,0	- 0,3	+ 2,9
3. Etat (Trésor)	- 1,3	+ 0,3	—	- 1,0	+ 0,2	- 1,8	+ 3,0	+ 19,8	+ 0,3	+ 1,0	+ 3,5	- 4,0	+ 20,6	- 1,9	+ 19,9
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,6	+ 0,3	+ 0,2	...	...	- 0,1	...	- 0,1	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,2	+ 5,1	+ 6,4	- 0,5	+ 5,8
5. Sécurité sociale	+ 3,6	...	- 0,2	...	+ 0,3	+ 3,7	...	...	...	+ 0,2	+ 0,7	...	+ 0,9	+ 1,0	+ 5,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 5,1	+ 0,8	+ 0,5	- 1,0	+ 1,1	+ 6,5	+ 12,6	+ 37,8	+ 0,9	+ 12,6	+ 8,1	+ 12,2	+ 71,6	- 3,2	+ 87,5
7. Etranger	+ 4,4	- 0,5	...	...	...	+ 3,9	—	+ 16,9	...	...	+ 0,9	- 0,2	+ 17,6	+ 1,1	+ 22,6
8. Organismes monétaires	+ 33,3	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,4	- 0,3	+ 34,9	+ 15,9	+ 1,7	...	+ 0,1	- 0,5	- 0,1	+ 1,2	+ 3,8	+ 55,8
9. Fonds des Rentes .....	—	...	—	...	...	...	+ 0,4	+ 0,3	—	+ 0,2	...	+ 0,1	+ 0,6	...	+ 1,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 12,7	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 0,8	+ 13,8	...	...	...	...	+ 0,7	- 0,3	+ 0,4	+ 0,2	+ 14,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	+ 11,6	...	...	...	...	+ 11,6	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	+ 0,3	+ 11,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 7,2	...	...	+ 0,7	- 0,1	+ 7,8	+ 0,5	+ 1,0	+ 0,2	+ 2,5	+ 0,3	- 0,1	+ 3,9	+ 1,5	+ 13,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 64,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 0,4	+ 68,1	+ 16,8	+ 3,0	+ 0,2	+ 2,8	+ 0,4	- 0,4	+ 6,0	+ 5,8	+ 96,7
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	- 0,1	- 0,5	- 1,1	+ 1,0	+ 0,2	- 0,5	- 0,2	- 1,5	...	...	...	+ 1,6	+ 0,1	—	- 0,6
15. Total des créances	+ 74,2	+ 0,2	- 0,2	+ 2,1	+ 1,7	+ 78,0	+ 29,2	+ 56,2	+ 1,1	+ 15,4	+ 9,4	+ 13,2	+ 95,3	+ 3,7	+ 206,2
16. Solde des créances et des dettes .	+ 20,9	- 2,7	- 20,1	- 3,7	- 3,9	- 9,5	+ 6,6	+ 0,4	+ 0,1	+ 1,0	- 2,4	- 0,5	- 1,4	+ 4,3	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, avances et d'acceptations aux entreprises et particulières		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 3
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Total	Financés par des organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires (12)			
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises												
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)		
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,0	- 7,0	5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	- 10,4	9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	- 11,1	10,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	- 11,1	10,3	- 9,7
Juin est 5	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	- 11,2	10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	83,2	167,3	7,5	5,0	179,8	77,7	89,4	- 11,2	10,2	- 7,9
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	80,7	166,3	6,9	5,1	178,3	81,0	92,7	- 11,3	10,1	- 9,5
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	79,2	171,2	7,4	5,8	184,4	89,9	100,9	- 11,4	11,0	- 10,0
1964 Mars	274,3	58,3	10,1	...	342,7	78,3	174,1	7,0	4,8	185,9	89,4	105,1	- 11,2	10,5	- 10,2
Juin	287,1	58,3	8,1	...	353,5	79,4	177,9	8,8	5,2	191,9	93,2	108,5	- 11,3	10,5	- 10,2
Septembre	285,1	64,1	5,0	...	354,2	81,0	176,0	7,8	5,0	188,8	95,5	109,8	- 11,3	11,3	- 11,1
Décembre	298,7	65,1	5,1	...	368,9	88,0	180,1	7,8	6,3	194,2	99,3	112,7	- 11,4	10,8	- 12,0
1965 Mars	294,2	70,6	4,5	...	369,3	87,0	179,6	6,8	7,3	193,7	99,6	113,0	- 11,4	12,3	- 11,9
Juin	310,6	71,1	5,1	...	386,8	92,4	186,0	7,1	7,7	200,8	103,4	117,6	- 11,3	11,6	- 10,1
Septembre	307,9	74,8	3,9	...	386,6	90,4	189,9	4,2	7,0	201,1	107,9	120,9	- 11,3	11,3	- 12,8
Décembre	320,0	77,4	4,4	...	401,8	94,8	194,7	4,7	6,6	206,0	113,6	129,0	- 11,4	12,1	- 13,3
1966 Mars	315,7	82,4	4,2	...	402,3	<i>p</i> 93,7	<i>p</i> 192,4	7,2	<i>p</i> 8,4	<i>p</i> 208,0	115,1	131,1	- 11,5	<i>p</i> 11,0	<i>p</i> - 14,0

¹ Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

² Y compris les créances sur les fonds de pension.

³ Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

⁴ En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

⁵ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 6, novembre 1958 — XXXVII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁴	77,7	77,9	77,8
2. F.M.I. — Participation	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,7	1,2	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,6	4,9
5. Créances sur l'U.E.P. ²	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ³	19,9	19,3	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0
b) en francs belges ³	0,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	83,4	87,0	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,6	120,6
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2
c) sur les banques de dépôts	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...	0,5
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	7,2	9,7	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	9,9	9,9	9,0	10,0
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,5	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2
b) effets commerciaux	2,1	1,7	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,2	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	26,6	28,6	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,3	37,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets ²	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—
— autres	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Monnaie fiduciaire ³	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,3	42,6	40,1	38,8	38,8
TOTAL DU PASSIF ...	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique. — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	70,2	71,7	72,5	73,1	73,6	74,2	74,5	76,6	78,1 ³	78,2 ³	78,6 ³	77,7	77,9	77,9	77,9	77,9	77,9	77,8	77,8	77,8
2. F.M.I. — Participation	8,2	8,2	8,7	9,0	9,0	9,0	9,1	10,0	10,0	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,5	12,5	12,9	13,8	14,0
— Prêts ¹	—	—	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,3	1,4	4,3	1,4	...	1,8	1,5	3,4	6,2	5,5	2,5	2,8	5,3	3,3	6,6	5,4	4,7	4,9	6,8	7,7
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	23,3	25,9	27,0	26,9	26,7	25,9	26,8	23,9	21,9	22,3	22,8	23,2	22,6	22,6	21,9	20,5	19,4	20,0	19,9	19,7
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	107,7	108,9	115,7	113,6	112,5	114,0	115,0	119,0	121,2	123,2	121,1	120,8	123,0	121,0	123,6	121,3	119,5	120,6	123,4	124,3
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,2	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,5	...	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,7	9,9	9,8	7,2	9,7	9,9	9,9	9,9	9,9	9,3	9,8	9,9	7,3	10,0	9,0	9,3	10,0	10,0	9,0	9,4
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations	0,3	0,1	0,1	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,5	...	2,7	0,8	0,3	0,2	0,7	} 3,8
b) effets commerciaux	2,3	2,1	2,6	2,9	2,8	2,4	2,3	2,2	2,1	2,4	2,1	2,1	2,0	1,9	2,9	2,5	2,9	2,4	2,5	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	1,3	0,4	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	2,5	2,5	...	0,8	1,7	2,0	2,5	0,5	0,5	...	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	0,2	...	0,1
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	38,0	38,8	40,2	38,8	39,2	38,3	39,1	37,5	39,8	37,8	39,2	37,0	36,8	37,1	36,3	35,2	34,4	37,0	35,4	35,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	198,8	199,7	206,1	201,1	203,8	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1968).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,5
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,7	3,0	3,0	2,9	2,8	3,1	2,8	3,3	3,3	3,2	3,1	3,3	3,0	3,4	3,5	3,4	3,4	3,6	3,1	p 3,5
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,7	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	1,4	0,1	0,1	1,7	0,1	p 0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	153,1	152,8	157,3	153,9	154,9	155,1	158,5	160,2	162,5	164,6	162,3	162,7	164,0	162,7	166,8	163,5	163,2	163,4	166,5	p167,9
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,6	0,5	0,4	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	p 0,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes ....	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	40,6	41,5	42,4	41,5	42,9	41,3	42,4	40,4	42,6	41,1	42,9	40,1	39,2	39,8	38,8	38,4	36,9	38,8	37,7	p 38,3
TOTAL DU PASSIF ...	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C6a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets .....	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8	0,4	0,2	0,2
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	33,4	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	40,7	39,6	43,5	42,1	44,3	42,9	48,4	41,9	44,7	43,9	50,0	45,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,6	5,0	4,5	6,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	1,2	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	...	0,3	0,4	0,1	0,5	0,2	0,7	0,4
b) effets commerciaux	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	1,2	1,4	1,5	1,5	1,3	1,3	1,3	1,4	1,2	1,2	1,4	1,5
c) avances .....	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	0,2	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,6	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1	3,6	4,2	3,4	2,4	3,0	3,8	3,1	2,8	3,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	59,1	63,0	60,3	66,8	64,3

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres »; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C5a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8	0,3	0,2	0,2
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,8	1,3	6,0	3,0
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	33,8	32,6	34,2	33,8	37,4	35,7	37,2	36,8	38,8	37,5	39,4	38,4
b) détenue par les pouvoirs publics	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3	...	...	...	...	1,0	0,4	0,7	0,1	1,0
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	59,1	63,0	60,3	66,8	64,3

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,3	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	p 1,9
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,5	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	14,0	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5
b) en francs belges ²	2,4	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3
7. Ajustement statistique	-0,2	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	18,0	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	p59,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—
— autres	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7
b) sur les organismes publics	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,9	1,3	6,0	3,0
c) sur les banques de dépôts	2,7	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	45,6	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,3	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	p30,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	19,3	19,7	20,7	22,6	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,7	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,7	37,4	p37,5
— autres	2,4	2,4	2,8	2,9	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	p26,6
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,7	p 0,8
— autres	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	p 1,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	1,1	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,8	3,2	2,5	2,9	2,7	3,9	5,5	6,8	5,7	9,5	5,5	7,5
b) effets commerciaux	21,0	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	32,8	34,4	37,7	38,3	40,1	39,7	41,5	40,5	43,2	42,1	45,6	45,5
c) avances	28,1	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,8	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	1,8	p 1,8
— autres	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	1,9	1,9	p 1,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	p11,1
— autres	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	p 1,0
D. Autres	23,6	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,3	31,4	31,6	31,0	34,3	32,1	36,2	43,2	48,5	46,6	48,0	p48,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « Ca) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6
b) en francs belges ^{2 3}	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7
4. Ajustement statistique	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...	0,5
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,3	90,1	95,1	94,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1
— dépôts en devises	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	1,0	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,6	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	59,5	61,2	60,9
TOTAL DU PASSIF ...	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 s	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁶	77,7	77,9	77,8	
2. F.M.I. — Participation	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations	1,4	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5 ^p	2,0	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,4	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	11,9	11,6	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ³	33,9	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	
b) en francs belges ³	2,6	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	
7. Ajustement statistique	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	102,6	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	173,9	180,0	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique															1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	
b) sur les organismes publics	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,6	3,4	2,4	1,1	1,2	7,0	2,5	1,7	1,7	6,2	3,4	
c) sur les banques de dépôts	2,8	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,0	5,3	4,8	5,2	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	86,2	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	72,9	72,1	75,5	77,7	80,4	80,2	82,8	80,9	84,3	87,4	87,8	85,2	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	26,7	27,1	28,1	30,1	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,5	37,7	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,6	(7)
— autres	36,4	36,4	36,8	36,9	37,7	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	60,6	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,6	5,0	4,5	6,2	(9)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	1,8	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,2	(9)
— autres	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	(9)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations	2,3	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,9	3,8	4,7	3,0	3,6	4,8	6,0	6,9	6,4	9,7	8,9	8,1	(11)
b) effets commerciaux	23,7	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,5	37,3	42,7	42,8	44,6	43,8	45,4	44,3	46,5	45,4	49,9	49,4	(11)
c) avances	28,1	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5	43,6	44,9	46,9	47,9	48,4	50,5	52,8	54,9	57,6	(11)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	1,8	1,8	(15)
— autres	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	(15)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	—	—	—	—	—	(8)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	...	0,8	0,1	0,2	2,0	0,2	2,0	0,5	0,3	...	0,2	(14)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,1	(14)
— autres	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,1	(14)
D. Autres	53,8	56,7	58,0	57,2	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,2	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	84,5	92,1	86,7	87,1	88,5	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ..	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,5	586,7	587,0	609,3	616,6	

1 Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

2 Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

6 Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	
b) en francs belges ^{1 2}	12,3	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,6	
4. Ajustement statistique	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	34,4	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ³	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...	0,7	
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	0,6	0,8	0,3	0,2	0,2	
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	
— autres	4,4	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3	9,0	5,6	6,3	12,1	11,2	7,0	7,5	12,5	10,4	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ⁴	127,9	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	(1)
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et parti-																						
culiers ⁵	90,4	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	109,9	106,5	113,2	111,6	117,6	115,1	124,1	123,7	129,4	128,0	134,9	133,4	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et parti-																						
culiers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un																						
mois	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	(2)
— dépôts en francs belges reçus en																						
cartons ou livrets	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	(2)
— dépôts en devises	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	(3)
b) détenues par le Trésor	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	(13)
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	6,0	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(8)
b) envers les para-étatiques de crédit	0,2	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4	0,3	1,0	...	1,4	0,5	0,8	0,3	1,4	(14)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	62,4	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,5	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	94,2	99,6	99,9	100,0	99,7	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,5	586,7	587,0	609,3	616,6	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire. c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

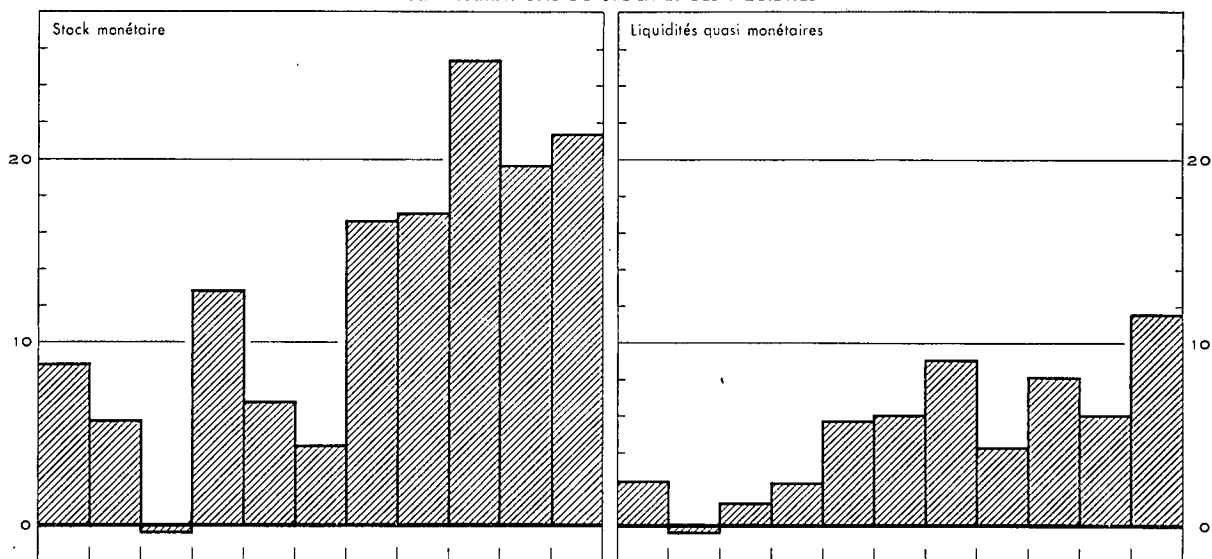
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des para-étatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des para-étatiques, sauf ceux de certains para-étatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

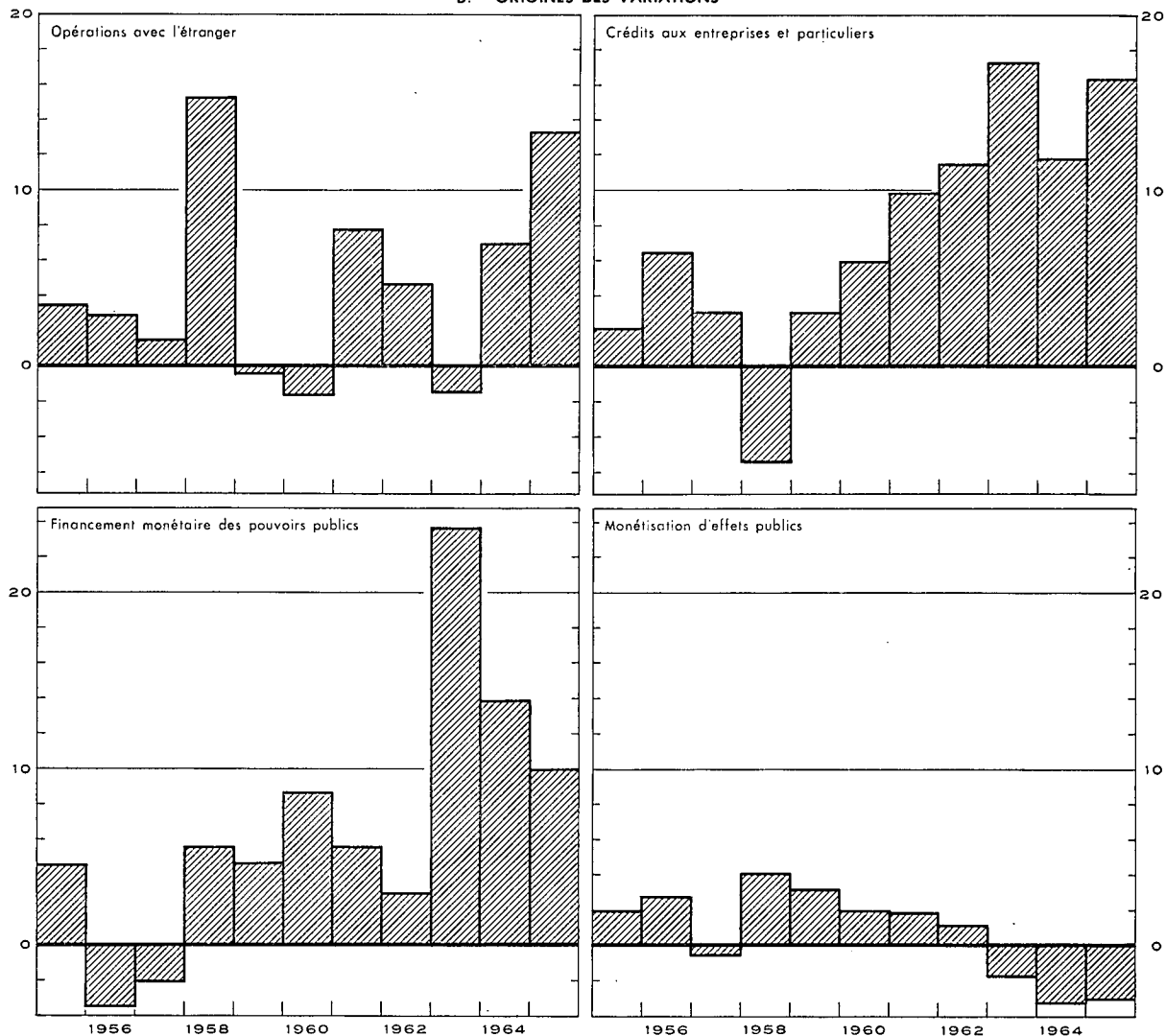
7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITÉS QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITÉS



B. - ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ³	+ 3,3 ³	+ 5,4 ³	- 1,4	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 5,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	- 0,6	+ 2,8	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	- 0,3	+ 0,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	+ 1,7 ³	+ 3,6 ³	+ 5,3 ³	+ 5,3	+ 2,4	- 1,0	- 1,9	+ 2,4	- 0,5	+ 0,4	+ 0,1	- 0,3	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ³	+ 1,8 ³	+ 10,6 ³	+ 4,5	+ 5,5	- 0,1	+ 1,1	+ 4,4	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4
Total ...	+16,7 ³	+ 9,1 ³	+ 25,8 ³	+ 7,8	+ 9,9	- 1,1	- 1,7	+ 3,6	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	- 1,1	+ 2,5	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	- 0,6	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	- 0,7	+ 0,6	+ 2,0
Total ...	+17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	- 2,4	+ 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	- 3,9
2 ^e trimestre	+10,7	+ 1,4	+ 12,1	- 0,1	+ 3,9	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	- 2,0	+ 3,3	+ 0,7	...	- 1,6	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 1,6
4 ^e trimestre	+11,1	+ 2,7	+ 13,8	- 2,6	+ 8,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 7,3	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	- 0,1	+ 0,3	- 0,4
Total ...	+25,4	+ 8,2	+ 33,6	- 1,4	+ 17,3	- 0,1	+ 0,7	+ 23,7	- 0,2	- 1,6	- 0,1	- 0,4	+ 0,6	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 4,3	- 0,4	- 1,8	+ 4,2	- 1,4	- 4,6	+ 3,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2	- 0,3
2 ^e trimestre	+12,8	- 2,0	+ 10,8	+ 0,4	+ 3,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	- 0,4	- 0,1	...	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,9	+ 2,7	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,4	+ 0,8	+ 1,0	- 0,8	- 0,1	- 1,0	- 0,5	- 0,1	- 1,0	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,5	+ 1,1	+ 14,6	+ 6,5	+ 2,8	- 0,6	+ 0,9	+ 4,2	+ 1,3	- 0,7	- 0,2	...	+ 1,3	- 0,9
Total ...	+19,7	+ 6,1	+ 25,8	+ 7,0	+ 11,8	- 0,1	- 2,3	+ 12,2	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,5	- 1,9
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,4	+ 4,8	+ 0,4	+ 4,7	+ 0,4	- 2,3	- 0,1	- 3,4	+ 1,0	+ 0,5	...	...	- 0,5	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,3	+ 1,2	+ 17,5	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 4,7	+ 1,2	- 0,4	- 0,4	+ 0,1	+ 0,8	+ 1,8
3 ^e trimestre	- 2,7	+ 2,5	- 0,2	+ 0,9	+ 3,2	- 2,2	+ 1,2	+ 2,6	- 1,2	- 0,9	- 1,4	...	- 0,1	- 2,3
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 8,2	+ 1,4	- 2,5	+ 3,4	+ 1,6	- 0,3	- 0,2	- 0,1	+ 0,9	- 0,8
Total ...	+21,4	+11,6	+ 33,0	+13,2	+ 16,4	- 1,2	- 2,1	+ 7,3	+ 2,6	- 1,1	- 2,0	...	+ 1,1	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,3	+ 4,8	+ 0,5	p - 0,4	+ 2,1	+ 0,3	- 0,6	p - 0,2	p + 1,8	p - 0,4	- 0,2	- 0,1	p - 1,1	p - 0,7

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.
 — 2 Y compris les fonds de pension. — 3 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (8) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	81,5	117,6	130,0	287,1	54,7
Décembre	6,8	160,3	163,8	10,8	0,6	35,9	87,6	124,1	134,9	298,7	54,8
1965 Avril	6,9	161,3	164,8	9,4	0,3	37,2	88,6	126,1	135,5	300,3	54,9
Mai	6,9	163,5	166,6	9,2	0,3	36,1	90,8	127,2	136,4	303,0	55,0
Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	36,9	92,2	129,5	141,7	310,6	54,4
Juillet	6,9	167,7	171,0	8,5	0,3	37,9	88,6	126,8	135,3	306,3	55,8
Août	6,9	165,4	168,8	8,7	0,4	35,8	89,5	125,7	134,4	303,2	55,7
Septembre	6,9	166,0	169,1	10,8	0,4	35,7	91,9	128,0	138,8	307,9	54,9
Octobre	7,0	167,0	170,5	10,0	0,3	37,2	90,6	128,1	138,1	308,6	55,2
Novembre	7,0	166,1	169,2	9,6	0,4	37,5	93,7	131,6	141,2	310,4	54,5
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,5	96,9	134,8	146,6	320,0	54,2
1966 Janvier	7,1	167,0	170,1	9,3	0,3	39,9	91,7	131,9	141,2	311,3	54,6
Février	7,1	166,6	169,7	9,7	0,3	37,3	91,5	129,1	138,8	308,5	55,0
Mars	7,1	166,9	169,9	12,4	0,4	36,9	r 96,1	r 133,4	r 145,8	r 315,7	53,8
Avril	7,1	169,6	173,1	12,6	0,3	40,2	r 94,8	r 135,3	r 147,9	r 321,0	53,9

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étrangers (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(11)	(12)		
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 0,8	- 3,9	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 3,5	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+15,3	- 0,4	+15,9
1959 Année	72,3 ⁶⁷	- 1,6	70,7 ⁶⁷	- 6,1 ⁶⁷	+ 2,0	- 4,1 ⁶⁷	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	-14,9 ⁸	77,8 ⁸	+12,2	-10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre .	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre .	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre .	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre .	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre .	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
<i>Nouvelle série 9</i>												
2 ^e trimestre .	98,6	-15,4	83,2									
3 ^e trimestre .	99,6	-18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre .	102,2	-23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre .	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 2,0	- 1,4	- 1,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre .	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	- 1,0	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre .	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,4	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,8
4 ^e trimestre .	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	- 0,2	- 0,6	+ 6,5	+ 0,9	+ 7,9
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,8	+ 1,1	- 0,1	+ 7,0	+ 1,8	+10,6
1965 1 ^{er} trimestre .	113,3	-26,8	87,0	- 1,5	+ 0,4	- 1,1	- 3,6	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre .	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre .	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	p- 0,6	p- 2,6
4 ^e trimestre .	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,7	+ 4,5	- 0,6	...	+ 1,4	+ 3,7	p+ 0,4	p+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	p+ 0,5	p+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre .	119,7	p-26,0	p93,7	- 3,1	p+ 2,0	p- 1,1	p- 1,2	p+ 0,2	+ 0,3	p- 0,4		

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1980, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].
— moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableau IX - 1, total, et tableaux IX - 2 et 3, rubrique 7.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,8 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...					1	1	1	2
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
Trésor public } taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale : pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre
ACTIF							
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	—	—	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux :							
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)							
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62	7
b) A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500	3.375
d) autres accords	—	—	—	—	—	—	6
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.655	625	34
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025
Monnaies divisionnaires et d'appoint	645	617	490	326	247	397	455
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817
Compte d'ordre :							
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362
PASSIF							
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269
Comptes courants :							
compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5	18
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12	14
compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	445	387	309	329	394
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337
Accords internationaux :							
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)							
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161	262
b) autres accords	224	263	365	413	333	383	217
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253	—
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187
Capital	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817
Compte d'ordre :							
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1965 8 mars	1966 7 mars	1965 5 avril	1966 4 avril	1965 10 mai	1966 9 mai	1965 4 juin	1966 6 juin
ACTIF								
Encaisse en or	74.219	77.816	74.497	77.816	75.223	77.799	76.615	77.772
Monnaies étrangères	25.958	20.852	25.479	20.914	25.671	21.591	24.076	19.909
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	8.932	11.021	8.957	10.849	9.408	10.858	10.960	9.440
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	51	—	47	—	43	—	38	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. :								
— Participations	9.016	12.568	9.016	12.941	9.116	13.990	9.992	13.991
— Prêts	1.500	3.375	1.500	3.375	1.500	3.375	3.375	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	24	46	89	78	91
Débiteurs pour change et or, à terme ...	25.579	20.435	24.910	20.044	24.837	20.685	23.297	19.516
Effets de commerce	2.772	6.933	4.785	8.360	4.080	7.069	6.180	10.910
Avances sur nantissement	1.500	31	1.389	37	2.499	26	356	218
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	9.900	9.775	9.850	9.600	9.050	9.400	9.900	9.950
Monnaies divisionnaires et d'appoint	604	534	617	547	586	514	543	452
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	2	1	1	1	2	1	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.950	3.197	2.949	3.197	2.953	3.197	2.953	3.196
Immeubles, matériel et mobilier	1.711	1.787	1.711	1.787	1.712	1.788	1.712	1.788
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.678	1.881	1.675	1.881	1.684	1.882	1.685	1.896
Divers	1.371	1.517	1.445	1.608	1.269	1.522	1.290	1.692
	203.243	207.224	204.328	208.481	205.178	209.287	208.551	209.697
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959; article 15)	1.150	1.048	1.032	901	910	779	808	532
PASSIF								
Billets en circulation	158.141	167.046	159.953	168.670	160.793	168.989	164.357	171.640
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	18	24	7	6	20	2	6	12
{ taxe exceptionnelle { de conjonct. (Loi { du 12-3-1957) ...	12	13	12	13	11	13	11	13
{ compte spécial liqui- { dation U.E.P. ...	...	—	...	—	...	—	...	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	316	400	315	399	318	381	320	381
Comptes courants divers	2.127	809	2.225	764	1.541	645	1.176	779
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	191	136	133	324	118	101	103	72
b) autres accords	309	231	240	208	228	209	286	209
<i>Total des engagements à vue ...</i>	161.114	168.659	162.885	170.384	163.029	170.340	166.259	173.106
Banques belges, réserve monétaire	1.302	...	1.344	...	1.382	...	1.394	...
Monnaies étrangères et or à livrer	34.561	31.509	33.932	30.951	34.403	31.612	34.352	29.011
Caisse de Pensions du Personnel	1.678	1.881	1.675	1.881	1.684	1.882	1.685	1.896
Divers	1.635	1.978	1.539	2.068	1.727	2.256	1.908	2.487
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.553	2.797	2.553	2.797	2.553	2.797	2.553	2.797
	203.243	207.224	204.328	208.481	205.178	209.287	208.551	209.697
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	1.150	1.048	1.032	901	910	779	808	532

1 Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

N. P. Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année auquel il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) 3		(moyennes mensuelles ou mois)			
(milliards de francs)									
1958.....	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,7	91
1959.....	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960.....	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961.....	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962.....	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963.....	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964.....	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965.....	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1964 3 ^e trimestre.....	949	52,2	37,0	64,6	150,5	65,4	150,5	431,0	93
4 ^e trimestre.....	956	50,7	37,2	66,5	153,1	63,5	153,1	436,2	93
1965 1 ^{er} trimestre.....	961	52,8	38,6	67,7	159,6	69,8	159,6	456,7	93
2 ^e trimestre.....	964	52,7	38,7	71,0	156,6	70,4	156,6	454,6	93
3 ^e trimestre.....	974	54,9	38,6	73,1	165,4	73,8	165,4	477,7	93
4 ^e trimestre.....	981	56,0	39,5	77,7	173,2	74,8	173,2	498,9	93
1966 1 ^{er} trimestre.....	984	57,3	40,4	75,1	174,5	76,7	174,5	500,8	93
1965 Avril.....	962	51,9	38,0	66,6	155,0	67,5	155,0	444,1	93
Mai.....	963	52,4	39,1	74,9	159,2	76,0	159,2	469,3	93
Juin.....	964	53,7	38,9	71,3	155,7	67,6	155,7	450,3	92
Juillet.....	967	60,4	39,4	86,1	190,9	88,1	190,9	556,0	93
Août.....	969	52,4	38,4	65,6	153,8	67,9	153,8	441,1	93
Septembre.....	974	51,9	37,9	67,5	151,5	65,6	151,5	436,1	93
Octobre.....	978	53,9	38,6	72,6	164,2	70,8	164,2	471,8	92
Novembre.....	980	55,9	39,5	72,1	162,9	71,6	162,9	469,5	93
Décembre.....	981	58,1	40,4	88,2	192,6	82,0	192,6	555,4	93
1966 Janvier.....	982	60,4	41,3	77,9	182,1	81,9	182,1	524,0	93
Février.....	983	56,2	40,2	70,3	168,2	74,4	168,2	481,0	94
Mars.....	984	55,4	39,7	77,2	173,1	73,9	173,1	497,3	93
Avril.....	985	55,9	40,1	80,1	183,5	78,6	183,5	525,7	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 31 mars	1966 31 mars	1965 30 avril	1963 30 avril
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	1.252	—	1.344	—	1.382	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	6.523	7.851	9.683	10.493	6.812	7.857	3.943	4.404
Prêts au jour le jour	1.272	2.095	1.650	3.253	1.749	3.262	725	1.328
Banquiers	13.192	16.665	22.926	29.786	29.165	34.469	25.605	30.139
Maison-mère, succursales et filiales	4.717	6.286	6.379	3.203	12.218	5.201	5.043	6.451
Autres valeurs à recevoir à court terme	8.248	8.787	9.559	10.746	10.063	11.156	10.442	14.439
Portefeuille-effets	46.685	72.460	84.885	91.587	90.073	96.941	95.968	101.064
a) Effets publics ²	16.569	29.415	32.375	34.175	36.634	36.787	41.931	40.673
b) Effets commerciaux ³	30.116	43.045	52.510	57.412	53.439	60.154	54.037	60.391
Reports et avances sur titres	1.317	1.230	1.149	1.348	1.206	1.357	1.227	1.390
Débiteurs par acceptations	17.927	18.784	21.292	26.938	21.719	26.419	22.510	27.083
Débiteurs divers	38.608	45.661	50.802	60.186	52.310	63.917	53.591	64.338
Portefeuille-titres	75.148	72.105	74.789	86.447	77.459	87.012	79.925	87.292
a) Valeurs de la réserve légale	468	541	605	705	611	710	661	765
b) Fonds publics belges ²	71.460	67.875	69.307	80.181	72.362	80.310	74.672	80.748
c) Fonds publics étrangers	317	556	601	1.354	635	1.830	636	1.591
d) Actions de banques	1.232	1.545	1.868	1.912	1.859	1.914	1.960	1.936
e) Autres titres	1.621	1.588	2.408	2.295	1.992	2.248	1.996	2.252
Divers	2.339	2.576	3.040	3.184	2.431	2.328	2.589	2.608
Capital non versé	9	—	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	215.985	254.500	287.406	327.171	306.549	339.919	302.950	340.536
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	17	18	43	68	17	42	19	41
Immeubles	1.301	1.434	2.134	2.714	2.219	2.754	2.239	2.762
Participations dans les filiales immobilières	265	255	73	260	73	257	77	256
Créances sur les filiales immobilières	312	336	60	89	74	104	77	75
Matériel et mobilier	200	239	341	375	348	399	357	408
Total de l'immobilisé ...	2.095	2.332	2.651	3.506	2.731	3.556	2.769	3.542
Total de l'actif ...	218.080	256.832	290.057	330.677	309.280	343.475	305.719	344.078

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'alors, étaient repris parmi les fonds publics belges.

³ Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parafinancières
(millions de francs)

1962 31 décembre	8.486	1964 31 décembre	10.973	1965 31 mars	11.754	1966 31 mars	13.718
1963 31 décembre	8.673	1965 31 décembre	14.404	1965 30 avril	11.894	1966 30 avril	13.811

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

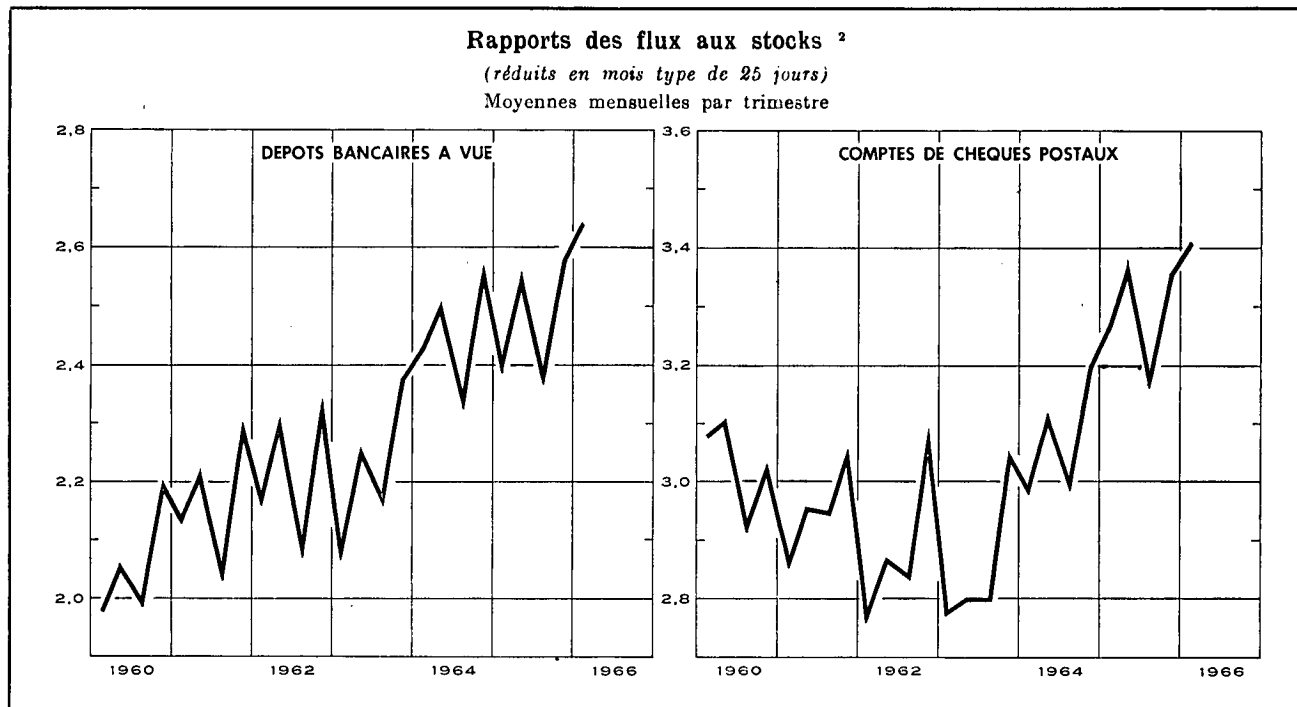
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 31 mars	1966 31 mars	1965 30 avril	1966 30 avril
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42).....	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	1.747	804	698	589	442	994	2.855	613
Emprunts au jour le jour	871	1.406	2.420	3.433	1.749	3.254	2.879	5.074
a) Garantis par des sûretés réelles	815	1.232	1.214	815	1.698	1.301	2.760	2.100
b) Non garantis par des sûretés réelles	56	174	1.206	2.618	51	1.953	119	2.974
Banquiers	26.553	38.661	51.301	57.426	57.426	64.756	55.029	60.200
Maison-mère, succursales et filiales	4.300	7.884	7.065	6.062	12.951	6.167	6.036	6.211
Acceptations	17.928	18.784	21.292	26.937	21.719	26.419	22.510	27.083
Autres valeurs à payer à court terme	3.875	4.901	5.287	6.578	5.252	6.330	5.361	8.312
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.095	1.216	1.254	1.413	1.301	1.475	1.378	1.465
Dépôts et comptes courants	130.986	150.290	164.568	189.447	172.178	194.922	172.879	194.437
a) A vue	71.259	81.543	86.118	92.774	84.966	91.179	85.087	90.334
b) A un mois au plus	5.532	5.159	9.034	11.847	10.242	12.872	10.908	12.719
c) A plus d'un mois	29.392	30.007	29.915	38.487	34.925	42.453	34.711	42.818
d) A plus d'un an	2.201	1.138	731	1.106	1.053	1.164	957	1.173
e) A plus de deux ans	2.671	3.049	3.020	3.031	2.965	2.961	2.951	2.948
f) Carnets de dépôts	17.937	27.355	33.743	40.179	36.047	42.329	36.269	42.488
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.994	2.030	2.007	2.023	1.980	1.964	1.996	1.957
Obligations et bons de caisse	11.060	11.433	11.380	11.371	11.360	11.471	11.268	11.521
Montants à libérer sur titres et participations	689	672	991	977	990	978	991	978
Divers	6.104	6.809	7.752	8.030	6.914	7.700	7.214	8.921
<i>Total de l'exigible ...</i>	205.208	242.860	274.008	312.263	292.282	324.466	288.400	324.815
C. Non exigible :								
Capital	7.636	8.221	9.814	11.245	10.804	11.675	10.984	11.678
Fonds indisponible par prime d'émission	785	838	1.245	1.949	1.333	1.990	1.333	1.990
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	467	541	607	705	611	710	661	765
Réserve disponible	3.828	4.179	4.197	4.306	4.033	4.414	4.135	4.602
Provisions	156	193	186	209	217	220	206	228
<i>Total du non exigible ...</i>	12.872	13.972	16.049	18.414	16.998	19.009	17.319	19.263
Total du passif ...	218.080	256.832	290.057	330.677	309.280	343.475	305.719	344.078

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		avoirs en C.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1964 3 ^e trimestre	145,2	119,0	264,2	2,41	2,35	3,00
4 ^e trimestre	164,2	125,6	289,8	2,60	2,57	3,20
1965 1 ^{er} trimestre	157,3	133,9	291,2	2,44	2,41	3,27
2 ^e trimestre	173,4	138,2	311,6	2,52	2,56	3,38
3 ^e trimestre	161,6	130,4	292,0	2,46	2,39	3,18
4 ^e trimestre	178,9	140,6	319,5	2,61	2,58	3,36
1966 1 ^{er} trimestre	182,1	144,0	326,1	2,67	2,64	3,41
1965 Avril	167,9	132,3	300,2	2,53	2,53	3,29
Mai	174,2	147,3	321,5	2,47	2,57	3,60
Juin	177,9	135,1	313,0	2,57	2,57	3,25
Juillet	166,6	141,3	307,9	2,55	2,45	3,35
Août	158,3	126,9	285,2	2,36	2,36	3,14
Septembre	160,0	123,0	283,0	2,46	2,36	3,06
Octobre	164,7	134,5	299,2	2,49	2,40	3,26
Novembre	181,5	138,5	320,0	2,54	2,65	3,33
Décembre	190,4	148,8	339,2	2,79	2,69	3,49
1966 Janvier	179,2	147,4	326,6	2,58	2,58	3,39
Février	180,0	148,5	328,5	2,52	2,62	3,57
Mars	187,0	136,1	323,1	2,92	2,71	3,26
Avril	182,7	153,6	336,3	2,60	2,60	3,56

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge : situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation : (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n^o 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N.B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII — Rapport annuel de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à rémunéré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées ¹	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse ²
valeur nominale										
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1963 Janvier	7.061	550	...	...	1.457	6.020	...	—	...	...
Février	6.941	1.159	900	...	154	6.054	...	—	...	...
Mars	8.212	1.663	100	...	706	6.471	...	—	979	...
Avril	8.387	1.330	...	70	973	7.702	...	—	...	...
Mai	8.604	1.319	...	390	1.408	8.650	...	—	...	...
Juin	9.008	1.058	500	...	489	7.949	...	—	...	...
Juillet	8.690	1.100	...	...	71	6.828	...	—	...	...
Août	8.396	1.315	...	...	126	6.569	...	—	228	...
Septembre ...	8.648	1.370	...	...	...	6.282	...	—	639	...
Octobre	8.543	1.629	...	...	...	6.459	572	—	...	...
Novembre ...	8.562	1.721	...	...	...	6.851	280	—	...	...
Décembre	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964 Janvier	8.625	2.211	...	...	...	6.328	1.059	—	193	...
Février	8.535	2.534	...	...	...	5.938	...	—	1.997	...
Mars	8.252	2.705	500	...	...	5.932	1.300	—	1.047	...
Avril	8.066	2.508	...	...	...	6.578	...	—	818	...
Mai	7.831	2.308	1.850	...	...	6.353	...	—	2.387	...
Juin	7.581	2.546	2.000	...	...	6.325	...	—	2.554	...
Juillet	7.416	2.879	...	...	...	5.159	...	—	1.901	...
Août	7.344	3.954	2.125	...	...	6.697	...	—	3.478	...
Septembre ...	7.342	3.727	500	...	...	6.289	455	—	1.539	...
Octobre	7.470	3.925	525	...	...	6.610	743	—	1.287	...
Novembre ...	7.159	2.810	1.750	...	...	7.855	239	—	350	...
Décembre	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...

¹ Y compris les opérations à rémunéré.

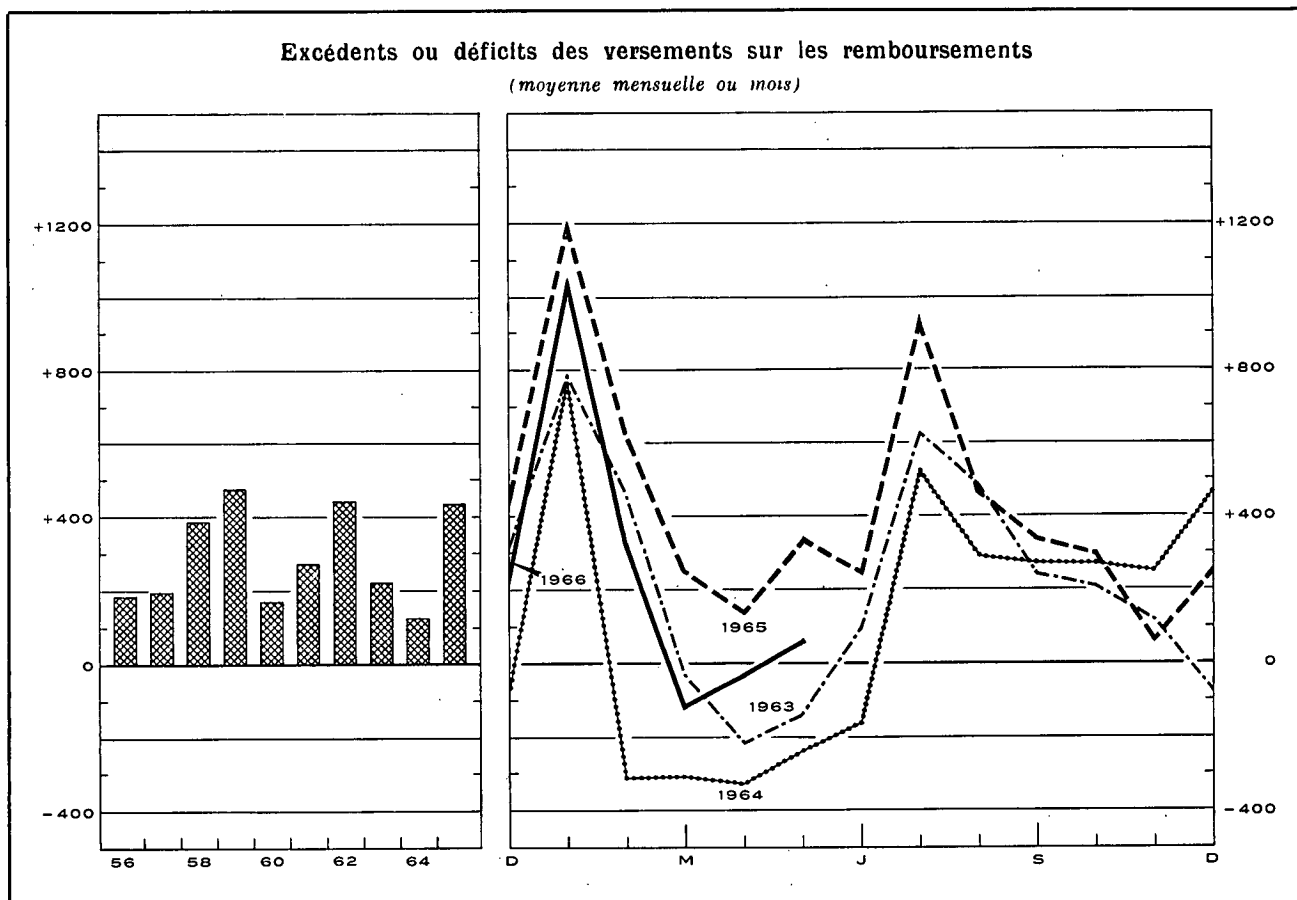
² Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (1) - (2)	(6)	(7)	
1955	13.024	12.176	1.448	52.354 ¹				
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887 ¹				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633 ¹				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654 ¹				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980 ¹				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395 ¹				
1965	32.452	27.211	5.241	112.194 ¹				
	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
Janvier	3.195	p 3.275	1.983	p 2.221	1.212	p 1.054	103.607	p113.248
Février	2.562	p 2.723	1.935	p 2.397	627	p 326	104.234	p113.574
Mars	2.558	p 2.833	2.303	p 2.944	255	p -111	104.489	p113.463
Avril	2.500	p 2.804	2.353	p 2.832	147	p -28	104.636	p113.435
Mai	2.691	p 2.847	2.348	p 2.781	343	p 66	104.979	p113.501
Juin	2.710		2.452		258		105.237	
Juillet	3.212		2.266		946		106.183	
Août	2.516		2.042		474		106.657	
Septembre	2.575		2.231		344		107.001	
Octobre	2.711		2.408		303		107.304	
Novembre	2.220		2.150		70		107.374	
Décembre	3.001		2.739		262		112.194	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	9,1	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7
Avances à l'industrie	3,3	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1
Crédit agricole	—	—	—	—	0,1	...
Crédit d'exportation	0,2	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	1,7	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7
Certificats de Trésorerie	4,3	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1
Prêts au jour le jour	1,1	0,8	0,7	0,9	0,9	...
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	—	— 1,3
Total des placements provisoires ² ...	19,7	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2
Placements définitifs ² :						
Rentes belges directes	19,7	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	16,5	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5
Obligations de sociétés belges	1,2	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Prêts hypothécaires	3,3	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9
Crédit agricole	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6
Total des placements définitifs ² ...	68,2	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5
Intérêts courus et non échus sur placements	1,6	1,8	2,0	2,6	3,1	^a
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	—	6,2
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	74,3	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,8	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,1	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	78,5	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5
Dépôts en comptes courants ⁴	3,7	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,3	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisé en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,7	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,0	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1
Obligations de sociétés belges	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0
PASSIF						
Fonds des Rentes ²	13,8	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9
Réserves mathématiques ³	8,2	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8
Total ...	22,0	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	2,2	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	1,3	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Total ...	4,5	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	3,2	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1
Fonds de réserve et de répartition	1,4	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6
Total ...	4,6	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
Nouvelle série 1																
1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
2 ^e trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
3 ^e trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
4 ^e trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 ^{er} trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 ^e trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9
3 ^e trimest.	38,8	12,9	10,9	62,6	5,8	39,3	0,6	45,7	12,3	0,6	...	0,5	0,5	9,7	23,6	69,3
4 ^e trimest.	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966 1 ^{er} trimest.	41,9	14,5	11,3	67,7												

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Portefeuille-effets :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	9,8	10,5	10,9	11,7	12,0	12,6
2 ^o garantis par banques et organismes financiers	6,2	6,7	7,2	8,0	9,9	11,1
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	10,5	13,1	15,7	19,6	24,1	25,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,8	1,7	1,6	1,5	1,3	1,2
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	—	—	0,3
Crédits commerciaux	0,8	1,3	1,0	1,5	1,4	1,0
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	0,9	1,1	1,3	1,3	1,5	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat 1	2,7	2,7	2,8	2,7	2,9	3,1
PASSIF						
Obligations	30,1	35,9	37,5	39,4	40,9	45,6
Bons de caisse	6,3	6,9	7,3	8,4	8,8	9,3
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,8	1,7	1,7	1,4	1,4	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,1	1,2	1,2	1,3	1,6	1,7

1 Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs			débiteurs		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total							
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)						(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1964															
Mai	4.784	578	130	97	805	19	955	974	4.615	61.294	7.603	2.187	1.999	1.687	
Juin	4.615	673	258	121	1.052	23	1.089	1.112	4.555	61.177	7.719	1.878	2.355	2.138	
Juillet	4.555	1.047	141	163	1.351	27	1.144	1.171	4.735	62.977	7.139	1.278	3.234	3.853	
Août	4.735	692	147	140	979	29	1.076	1.105	4.609	63.784	6.366	1.880	2.446	1.711	
Septembre	4.609	953	205	84	1.242	22	1.267	1.289	4.562	64.920	6.260	1.931	2.584	2.053	
Octobre	4.562	700	248	101	1.049	25	957	982	4.629	65.257	5.916	1.714	3.155	3.404	
Novembre	4.629	599	124	94	817	20	955	975	4.471	65.945	5.540	1.730	3.231	1.858	
Décembre	4.471	732	182	159	1.123	23	1.221	1.244	4.350	66.677	4.992	1.716	3.655	2.928	
1965															
Janvier	4.350	379	93	31	503	20	727	747	4.106	66.411	5.004	1.346	3.942	4.653	
Février	4.106	499	80	121	700	17	785	802	4.004	66.974	5.489	1.633	3.567	2.419	
Mars	4.004	611	199	162	972	45	894	939	4.037	67.737	5.430	1.525	4.033	2.732	
Avril	4.037	563	127	149	839	22	579	601	4.275	67.780	5.426	1.469	4.230	3.277	
Mai	4.275	569	88	165	822	60	733	793	4.304	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245	
Juin	4.304	662	211	195	1.068	29	1.174	1.203	4.169	69.252	4.857	1.939	3.819	2.424	
Juillet	4.169	484	301	103	888	31	1.060	1.091	3.966	69.594	4.861	1.234	5.890	4.458	
Août	3.966	579	147	96	822	20	847	867	3.921	70.349	4.773	1.742	4.743	1.971	
Septembre	3.921	555	153	92	800	15	921	936	3.785	71.106	4.796	1.818	4.255	2.518	
Octobre	3.785	612	213	138	963	36	1.009	1.045	3.703	71.230	4.633	1.590	4.302	3.308	
Novembre	3.703	495	171	93	759	19	787	806	3.656	71.901	4.530	1.623	4.624	2.491	
Décembre	3.656	851	160	223	1.234	31	972	1.003	3.887	72.551	4.373	1.835	4.293	2.975	
1966															
Janvier	3.887	525	135	94	754	19	839	858	3.783	72.381	4.735	1.247	5.281	5.451	
Février	3.783	558	247	197	1.002	30	803	833	3.952	73.135	4.720	1.433	4.688	2.572	
Mars	3.952	722	167	119	1.008	28	1.000	1.028	3.932	73.732	4.705	1.504	5.044	4.216	
Avril	3.932	696	159	167	1.002	40	674	714	4.240	73.789	4.752	1.372	5.649	3.236	
Mai	4.240	628	90	136	854	24	854	878	4.216	73.903	4.699	2.099	3.776	2.594	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques. Service des Assurances.

	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	2,3	2,6	3,1	3,5	3,7	1,2	1,4	1,6	1,7	2,0
Prêts hypothécaires	9,0	10,5	11,4	12,1	14,2	2,3	2,7	3,2	3,6	4,2
Prêts sur police	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	4,8	5,3	5,7	5,9	6,2	3,2	3,4	3,6	3,7	3,8
Valeurs étrangères	1,3	1,9	1,5	1,9	1,9	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
Titres garantis par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	4,2	4,2	4,6	5,0	5,1	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9
Titres des autres organismes										
parastataux	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,4	1,7	1,8	1,9	1,8	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	7,2	7,4	8,1	9,0	9,2	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,1	2,2	2,3	2,9	3,0	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8
Total des valeurs mobilières ...	22,5	24,2	25,7	28,3	29,1	6,7	7,2	7,7	7,9	8,0

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	35,3	38,7	41,7	45,3	49,1	10,7	11,6	12,6	13,6	14,7

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1964 3 ^e trimestre .	3,94
4 ^e trimestre .	4,03
1965 1 ^{er} trimestre .	3,55
2 ^e trimestre .	4,00
3 ^e trimestre .	3,98
4 ^e trimestre .	4,02
1966 1 ^{er} trimestre .	4,22

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1964*. — *Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE GLOBALE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
<i>I. Particuliers :</i>										
1. Epargne-dépôts :										
Caisses d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,4	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9
Banques	2,2	-0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,8
Institutions parastatales	0,5	0,6	-0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9
Mutualités .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Doubles comptages et dépôts autres que particuliers	-0,2	-1,0	0,3	-1,3	...	-0,8	-1,8	-1,3	-2,0	1,5
Total ...	7,8	5,2	6,8	13,4	16,0	10,8	19,4	19,8	20,9	21,4
2. Epargne-réserves :										
Fonds de pensions	1,0	1,2	1,3	1,4	1,2	1,9	1,6	1,0	0,9	0,8
Organismes d'assurance sur la vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	6,6	4,9	4,6	5,4	5,8
Organismes d'assurance de la responsa- bilité civile des transporteurs par route	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2
Assurances diverses, entreprises de ca- pitalisation et d'épargne immobilière	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	1,2	1,0
Total ...	5,2	5,4	5,5	6,0	7,3	9,3	7,4	6,7	7,8	7,8
3. Epargne hypothécaire et immobilière :										
Prêts hypothécaires nouveaux consentis par les particuliers	2,6	1,8	1,6	2,0	1,8	0,7	1,8	3,3	1,8	2,6
Remboursements effectués par les par- ticuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	14,6
Constructions d'habitations (investis- sements directs nets par les parti- culiers)	1,7	0,9	1,8	1,6	2,7	3,6	4,4	4,7	4,3	2,8
Total ...	10,4	9,4	10,7	10,7	13,0	13,5	16,2	20,1	18,5	20,0
4. Souscriptions des particuliers aux émissions nettes de valeurs mobilières										
Epargne nette totale (1 à 4)	34,1	26,0	38,4	47,0	50,0	50,6	54,3	64,7	57,1	67,2
Amortissements sur habitations	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	9,1	9,2	9,9
Epargne brute totale des particuliers	40,3	32,5	45,5	54,6	57,6	58,4	62,4	73,8	66,3	77,1
<i>II. Entreprises :</i>										
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,9	9,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	41,9
Epargne brute des entreprises	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,6	50,9
Total général : Epargne nette ...	47,6	39,4	46,6	50,8	59,6	60,7	65,3	73,9	73,0	76,2
Epargne brute ...	78,9	72,8	82,4	88,1	98,3	102,8	109,1	121,7	123,9	128,0

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC
1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹
(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹ (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement)	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	...	4,3	r 7,0 ⁶	3,5 ⁶	r 3,5	r 7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	...	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3
3. Organismes paraétatiques de crédit	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	r 13,2	7,3	r 5,9	r 23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
6. Congo et Rwanda-Burundi	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1964	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1965	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	r 13,2	7,3	r 5,9	r 23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
7. Rectifications à apporter pour :	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁷	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁸	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—
	1964	- 0,7	—	- 0,7	—	- 0,7	—	—	—	—
	1965	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	—	—	—	—

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Les chiffres inclus dans le compte du Fonds de Dotation comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

⁷ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁸ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ¹ (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ²	
Mois	Jour							
1964	Février	17	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	12.000	6,44
	Avril	13	Fonds des Routes 1964-69-74	6,25 — 6,50 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	5.000	6,44
	Mai	25	Etat belge 1964-1975	6,25 — 6,50 ⁴	100,00	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 3 m.	7.085	6,41
	Septembre	2	S.N.C.B. 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ³	99,50	à 5 ou 10 ans	1.500	6,58
	Octobre	12	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	11.000	6,44
	Novembre	3	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	à 20 ans	1.500	6,40
						38.085		
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 ⁵	99,50	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 ⁶	99,50	à 6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,75	à 6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,75	à 6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Interc. Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60 ⁸	99,00	à 8 ou 16 ans	2.500	6,66
	Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 ⁸	99,00	à 8 ou 16 ans	1.500	6,60
	Octobre	1	Etat belge 1965-1971-1980	6,25 — 6,50 ⁹	99,75	à 6 ou 15 ans	10.000	6,39
	Novembre	22	Fonds des Routes 1965-72-80	6,25 — 6,50 ¹⁰	99,75	à 6 ans 6 m. ou 14 ans 6 m.	5.000	6,38
	Décembre	13	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	à 20 ans	1.500	6,40
						46.215		
1966	Février	9	Etat belge 1966-1971-1976 1 ^o s.	6,25 — 6,50 ³	99,25	à 5 ou 10 ans	10.000	6,55
	Mars	10	Ville de Gand 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹¹	99,00	à 7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Mars	10	Ville de Liège 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹¹	99,00	à 7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Avril	4	Crédit Communal 1966-74-81	6,50 — 6,70 ¹²	99,25	à 8 ou 15 ans	2.000	6,66
	Mai	9	Etat belge 1966-1971-1976, 2 ^o s.	6,25 — 6,50 ³	99,00	à 5 ou 10 ans	9.200	6,59
	Juin	22	R.T.T. 1966-1972-1978	6,50 — 6,75 ¹³	99,00	à 6 ou 12 ans	2.500	6,79

¹ Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI-1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement aux sinistrés par la C.A.D.G., ainsi que celles émises par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

² Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêts nominaux de l'emprunt.

³ Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

⁴ Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 5 ans 9 mois.

⁵ Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.

⁶ Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.

⁷ Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

⁸ Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.

⁹ Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 9 dernières années.

¹⁰ Intérêts : 6,25 % pendant 6 ans 8 mois, ensuite 6,50 % pendant 8 ans.

¹¹ Intérêts : 6,50 % pendant les 7 premières années, 6,70 % pendant les 8 dernières années.

¹² Intérêts : 6,50 % pendant les 8 premières années, 6,70 % pendant les 7 dernières années.

¹³ Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, 6,75 % pendant les 6 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté ¹		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{2,4}
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964	Août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	35 mois	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50 6,00	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
		31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

² Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

³ Emprunt de conversion.

⁴ Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise du Congo) ²	Dettes reprises du Congo ³	Dettes totales (y compris la dette reprise du Congo) ²
	intérieures				extérieures								
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964													
Avril	269,3	6,0	56,2	39,6	371,1	18,1	29,8	47,9	419,0	34,1	453,1		
Mai	269,0	6,0	57,9	38,0	370,9	18,1	30,4	48,5	419,4	34,0	453,4		
Juin	275,4	5,8	54,6	39,9	375,7	17,9	30,4	48,3	424,0	33,0	457,9		
Juillet	274,6	5,8	48,8	41,6	370,8	17,8	30,2	48,0	418,8	33,8	452,6		
Août	274,3	5,8	52,9	38,3	371,3	17,7	30,6	48,3	419,6	33,7	453,3		
Septembre	273,9	5,8	54,3	38,1	372,1	17,5	31,4	48,9	421,0	33,5	454,5		
Octobre	281,1	5,8	49,7	39,6	376,2	17,4	31,4	48,8	425,0	33,4	458,4		
Novembre	279,9	6,3	52,6	38,0	376,8	17,4	31,1	48,5	425,3	33,4	458,7		
Décembre	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965													
Janvier	277,8	6,0	55,5	41,1	380,4	17,2	31,0	48,2	428,6	33,2	461,8		
Février	284,5	6,0	57,1	39,1	386,7	17,1	30,9	48,0	434,7	33,2	467,9		
Mars	233,8	6,0	61,1	40,2	391,1	16,8	30,6	47,4	438,5	33,2	471,7		
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1	475,1		
Mai	289,5	4,9	66,4	40,1	400,9	16,6	30,2	46,8	447,7	31,0	478,7	6,0	484,7
Juin	288,9	5,1	67,1	41,3	402,4	16,4	29,9	46,3	448,7	31,0	479,7	4,9	484,6
Juillet	288,2	5,1	61,4	41,5	396,2	16,3	29,3	45,6	441,8	30,8	472,6	4,9	477,5
Août	287,8	6,0	64,8	39,1	397,7	16,2	29,3	45,5	443,2	30,8	474,0	4,9	478,9
Septembre	287,3	6,3	66,9	39,4	399,9	16,0	29,3	45,3	445,2	30,7	475,9	4,8	480,7
Octobre	296,3	6,5	60,1	41,3	404,2	15,9	29,3	45,2	449,4	29,1	478,5	4,8	483,3
Novembre	294,5	6,5	63,1	42,0	406,1	15,8	29,5	45,3	451,4	30,4	481,8	4,4	486,2
Décembre	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966													
Janvier	289,9	6,8	63,3	43,9	403,9	15,6	29,5	45,1	449,0	33,4	482,4	4,4	486,8
Février	298,3	6,8	63,0	41,3	409,4	15,5	29,4	44,9	454,3	33,3	487,6	4,3	491,9
Mars	297,7	6,8	62,8	41,9	409,2	15,3	30,6	45,9	455,1	33,0	488,1	4,2	492,3
Avril	296,8	7,0	64,3	43,7	411,8	15,2	31,4	46,6	458,4	32,9	491,3	4,2	495,5
Mai	305,5	7,0	60,1	43,8	416,4	15,2	30,9	46,1	462,5	32,8	495,3	4,2	499,5

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1955.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
Etat 2	204,2	216,2	231,8	238,8	250,8	44,9	42,5	66,6 ⁵	64,4 ⁵	64,2 ⁵	249,1	258,7	298,4 ⁵	303,2 ⁵	315,0 ⁵
Organismes publics de crédit non monétaires	84,5	96,1	106,1	113,2	120,0	18,8	20,2	21,9	23,3	25,3	103,3	116,3	128,0	136,5	145,3
Paraétatiques d'exploitation	26,2	25,4	26,5	28,3	28,3	5,5	6,0	6,5	6,2	6,5	31,7	31,4	33,0	34,5	34,8
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1
Secteur public non compris ailleurs	26,2	25,7	26,2	26,6	25,9	9,9	10,1	10,6	11,1	13,1	36,1	35,8	36,8	37,7	39,0
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2
Pour mémoire : Titres congolais	10,8	10,8	10,8	9,8	9,8	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	12,9	12,9	12,9	11,9	11,9

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises et particuliers, Etranger	190,0	201,3	210,5	212,6	228,3	5,2	4,5	6,8	6,7	7,3	195,2	205,8	217,3	219,3	235,6
Paraétatiques d'exploitation	2,5	2,7	3,2	3,5	3,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,2	3,0	3,2	3,6	4,0	3,6
Secteur public non compris ailleurs 3	1,8	1,6	1,7	1,9	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,9	1,7	1,8	2,0	2,0
Sécurité sociale	2,5	2,3	1,7	1,5	2,6	1,0	1,0	0,8	1,2	1,5	3,5	3,3	2,5	2,7	4,1
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 4	35,1	40,5	49,3	51,7	52,3	37,7	37,6	59,5 ⁵	58,6 ⁵	59,3 ⁵	72,8	78,1	108,8 ⁵	110,3 ⁵	111,6 ⁵
Fonds des Rentes	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9	—	—	—	—	—	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	40,5	41,7	45,1	49,1	47,1	14,8	14,2	14,8	16,6	19,8	55,3	55,9	59,9	65,7	66,9
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	56,1	59,1	62,4	69,1	73,6	25,7	28,0	30,7	31,7	34,4	81,8	87,1	93,1	100,8	108,0
Organismes publics de crédit non monétaires ...	6,9	8,2	9,8	10,0	9,9	...	...	2,3	1,3	0,6	6,9	8,2	12,1	11,3	10,5
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Centrale de Crédit Hypothécaire.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

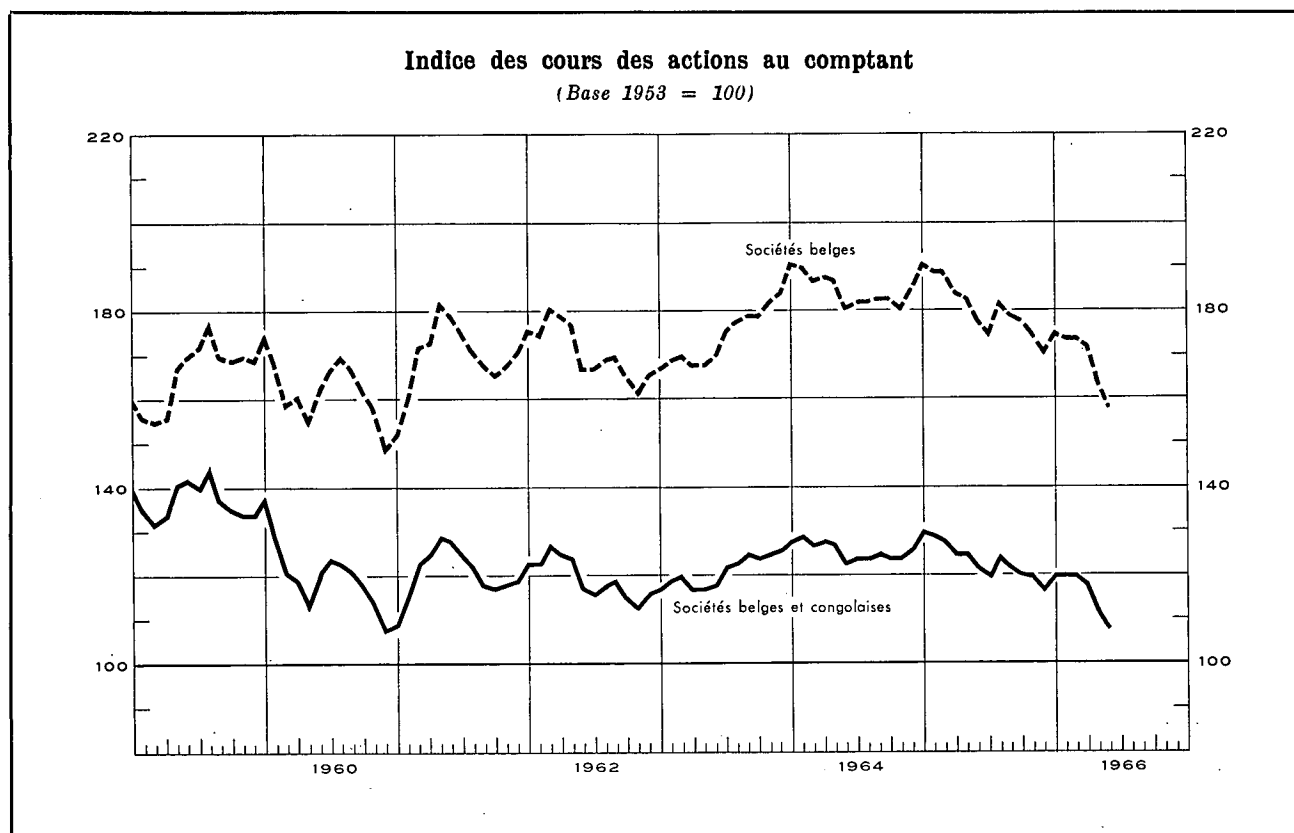
4 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

5 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963 et 1964.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités		Indice global du cours des actions						Taux de rendement 3 5					
	moyennes par séances (millions de francs) 1 5		Au comptant				A terme	Valeurs belges						
			Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		Ensemble		Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles				
				Ensemble	Sociétés industrielles									
(Base 1953 = 100) 2 4						(en %)								
1956 Moyenne mensuelle ...	113		164		158	157		139			3,7		3,8	
1957 Moyenne mensuelle ...	106		155		158	156		133			4,4		4,9	
1958 Moyenne mensuelle ...	70		135		145	137		117			4,6		5,3	
1959 Moyenne mensuelle ...	105		137		166	156		129			3,4		3,4	
1960 Moyenne mensuelle ...	93		121		162	156		116			3,4		3,2	
1961 Moyenne mensuelle ...	103		120		169	168		115			3,5		3,4	
1962 Moyenne mensuelle ...	82		119		171	166		113			3,5		3,4	
1963 Moyenne mensuelle ...	88		121		174	164		116			3,4		3,3	
1964 Moyenne mensuelle ...	85		126		185	172		115			3,2		3,0	
1965 Moyenne mensuelle ...	83		123		181	159		114			3,4		3,5	
		1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966	
Janvier	111	98	130	120	191	175	173	151	120	113	3,0	3,6	2,9	3,7
Février	115	90	129	120	189	174	169	150	119	115	3,1	3,6	3,0	3,8
Mars	91	78	128	120	189	174	168	149	120	115	3,1	3,7	3,1	4,0
Avril	82	89	125	118	184	172	162	146	116	112	3,3	3,6	3,3	3,8
Mai	78	88	125	112	183	164	161	138	117	108	3,4	3,9	3,5	4,0
Juin	89		122	108	178	158	157	133	113	104	3,6		3,7	
Juillet	61		120		175		154		111		3,5		3,6	
Août	65		124		182		160		115		3,5		3,6	
Septembre	72		122		179		157		113		3,5		3,7	
Octobre	80		121		178		155		112		3,6		3,8	
Novembre	78		120		175		151		111		3,6		3,9	
Décembre	74		117		171		147		107		3,6		3,8	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois, pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.
 4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.550	0,3	788	63	11.066	505

Sociétés financières et immobilières ⁵

1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735

Industrie des fabrications métalliques

1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109

Métallurgie du fer

1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348

Industrie textile

1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20

Notes voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
Industrie chimique									
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
Electricité									
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	...	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
Industrie du charbon									
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}									
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable.		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	709	35

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.660	2.775

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts 3
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 12 mois	14.174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 5 premiers mois	9.355	123,4	75,4	15,9	2,1	8,2	1,1
6 premiers mois	11.383	146,6	91,7	19,7	2,6	10,0	1,3
7 premiers mois	12.058	152,0	96,9	20,3	2,7	10,4	1,6
8 premiers mois	12.374	153,5	97,8	20,6	2,8	10,4	1,7
9 premiers mois	12.829	155,5	99,1	20,9	2,8	10,5	1,8
10 premiers mois	13.414	165,4	105,8	22,1	3,0	10,9	2,1
11 premiers mois	13.825	177,0	113,4	23,5	3,1	11,7	2,3
12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 Janvier	153	2,3	1,1	0,3	0,1	0,2	0,5
2 premiers mois	388	3,4	2,2	0,9	0,1	0,2	0,8
3 premiers mois	2.193	22,4	15,3	4,0	0,3	1,6	1,2
4 premiers mois	5.561	60,7	38,1	9,0	1,2	3,9	1,7
5 premiers mois	9.529	132,7	77,6	17,3	2,2	7,8	2,2
6 premiers mois	11.686	157,0	96,7	21,7	2,6	9,7	2,7
7 premiers mois	12.417	163,4	102,6	22,6	3,0	10,1	3,1
8 premiers mois	12.721	164,8	103,6	22,8	3,0	10,1	3,4
9 premiers mois	13.161	167,3	105,5	23,2	3,1	10,3	3,8
10 premiers mois	13.714	174,0	110,2	24,0	3,4	10,7	4,2
11 premiers mois	14.096	188,3	119,9	25,4	4,2	11,5	4,7
12 mois	14.536	207,9	128,9	27,3	4,5	12,7	5,2
1965 Janvier	132	2,9	1,2	0,3	...	0,2	0,2
2 premiers mois	291	3,8	2,6	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.543	22,4	13,0	3,7	0,3	1,8	0,6
4 premiers mois	3.909	54,7	29,5	7,7	1,0	3,7	0,9

Notes voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts 3
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 5 premiers mois	96	20,3	15,9	2,1	0,1	0,8	...
6 premiers mois	216	32,0	22,4	2,7	0,3	1,1	...
7 premiers mois	252	35,2	24,2	2,8	0,4	1,1	...
8 premiers mois	255	35,2	24,3	2,8	0,4	1,1	...
9 premiers mois	265	35,6	24,3	2,8	0,4	1,1	...
10 premiers mois	280	36,6	24,8	2,8	0,5	1,1	...
11 premiers mois	298	39,4	26,4	2,8	0,7	1,2	...
12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 Janvier	4	0,1	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	29	1,0	0,4	...	0,1	...	...
4 premiers mois	59	2,5	0,9	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	115	13,1	11,9	2,0	0,2	1,0	...
6 premiers mois	232	33,6	24,6	2,6	0,6	1,3	...
7 premiers mois	248	34,7	25,4	2,7	0,6	1,3	...
8 premiers mois	252	34,9	25,5	2,7	0,7	1,3	...
9 premiers mois	257	35,0	25,5	2,7	0,7	1,3	...
10 premiers mois	276	36,9	26,7	2,7	0,8	1,3	...
11 premiers mois	302	39,8	28,0	2,8	0,8	1,3	...
12 mois	318	41,0	29,0	3,0	0,9	1,4	...
1965 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,8	0,6	...	...	...	...
3 premiers mois	21	1,4	0,8	...	...	...	...
4 premiers mois	40	2,0	0,9	0,1	...	...	...

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 5 premiers mois	9.451	143,7	91,3	18,0	2,2	9,0	1,1
6 premiers mois	11.599	178,6	114,1	22,4	2,9	11,1	1,3
7 premiers mois	12.310	187,2	121,1	23,1	3,1	11,5	1,6
8 premiers mois	12.629	188,7	122,1	23,4	3,2	11,5	1,7
9 premiers mois	13.094	191,0	123,4	23,7	3,2	11,6	1,8
10 premiers mois	13.694	202,0	130,6	24,9	3,5	12,0	2,1
11 premiers mois	14.123	216,4	139,8	26,3	3,8	12,9	2,3
12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 Janvier	157	2,4	1,2	0,3	0,1	0,2	0,5
2 premiers mois	396	3,5	2,4	0,9	0,1	0,2	0,8
3 premiers mois	2.222	23,4	15,7	4,0	0,4	1,6	1,2
4 premiers mois	5.620	63,2	39,0	9,1	1,3	3,9	1,7
5 premiers mois	9.644	145,8	89,5	19,3	2,4	8,8	2,2
6 premiers mois	11.918	190,6	121,3	24,3	3,2	11,0	2,7
7 premiers mois	12.665	198,1	128,0	25,3	3,6	11,4	3,1
8 premiers mois	12.973	199,7	129,1	25,5	3,7	11,4	3,4
9 premiers mois	13.418	202,3	131,0	25,9	3,8	11,6	3,8
10 premiers mois	13.990	210,9	136,9	26,7	4,2	12,0	4,2
11 premiers mois	14.398	228,1	147,9	28,2	5,0	12,8	4,7
12 mois	14.854	248,9	157,9	30,3	5,4	14,1	5,2
1965 Janvier	133	2,9	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	296	4,6	3,2	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.564	23,8	13,8	3,7	0,3	1,8	0,7
4 premiers mois	3.949	56,7	30,4	7,8	1,0	3,8	0,9

1 Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

2 Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

3 Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

4 Non compris la B.N.B., la S.N.C.I et la Sabena.

5 A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de la Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1956	16.557	3.503	1.701	1.363	338	389	727	4.230	6.562
1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	<i>p</i> 6.544	4.640	1.648	2.992	418	3.410	<i>p</i> 9.954	12.018
1964	<i>p</i> 21.556	11.065	3.851	2.068	1.783	1.000	2.783	13.848	14.219

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	<i>p</i> 40	...	257	— 257	— 6	— 263	<i>p</i> — 223	— 223
1964	<i>p</i> 1.660	9	1	58	— 57	...	— 57	— 48	— 48

Total général

1956	25.187	6.649	2.042	1.473	569	394	963	7.612	9.199
1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	<i>p</i> 6.584	4.640	1.905	2.735	412	3.147	<i>p</i> 9.731	11.795
1964	<i>p</i> 23.216	11.074	3.852	2.126	1.726	1.000	2.726	13.800	14.171

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de la Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1962 9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.173	6.519	3.375	9.894	399	196	4	200
1963 3 premiers mois ...	1.614	693	706	1.399	...	...	...	...
6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
12 mois	14.956	5.244	4.640	9.884	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.025	183	1.208	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.145	3.964	1.677	5.641	1.546	9	...	9
9 premiers mois ...	13.567	5.805	1.912	7.717	1.546	9	...	9
12 mois	21.556	9.766	<i>p</i> 3.851	<i>p</i> 13.617	1.660	9	<i>p</i> 1	<i>p</i> 10
1965 3 premiers mois ...	5.603	2.030	4.350	6.380	8	8	...	8
1964 Juin	1.189	520	56	576	211	9	...	9
Juillet	3.108	1.381	44	1.425	...	...	...	...
Août	432	181	16	197	...	...	...	...
Septembre	882	279	175	454	...	...	...	...
Octobre	2.453	1.720	210	1.930	113	...	...	...
Novembre	2.647	1.009	150	1.159	...	...	...	...
Décembre	2.890	1.231	311	1.542	...	...	...	...
1965 Janvier	744	231	1.261	1.492	8	8	...	8
Février	504	254	53	307	...	...	...	...
Mars	4.355	1.545	3.036	4.581	...	...	...	...
Avril	<i>p</i> 4.135	479	...	479	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mai	<i>p</i> 1.454	316	...	316	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juin	<i>p</i> 1.072	373	815	1.188	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juillet	<i>p</i> 1.485	385	2	387	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Août	<i>p</i> 713	255	...	255	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Septembre	<i>p</i> 1.090	317	...	317	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Octobre	<i>p</i> 656	307	...	307	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Novembre	<i>p</i> 3.980	999	1.512	2.511	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Décembre	<i>p</i> 2.513	972	...	972	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1966 Janvier	<i>p</i> 733	452	15	467	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Février	<i>p</i> 922	529	...	529	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mars	<i>p</i> 5.703	2.531	...	2.531	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Avril	<i>p</i> 870	313	...	313	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	Autres organismes ³	Banques de dépôts ²	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1956	2.428	...	2.780	22	2.313	2.587	286	5.208	185
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1964 3 ^e trimestre	1.968	...	2.810	1.450	304	1.860	1.164	4.778	...
4 ^e trimestre	2.139	17	2.808	1.117	691	1.619	1.537	4.964	...
1964 Septembre	1.678	...	2.631	1.348	337	1.721	903	4.309	...
Octobre	1.825	...	3.141	1.314	713	1.788	1.151	4.966	...
Novembre	2.126	44	2.865	1.072	1.041	1.514	1.408	5.035	...
Décembre	2.465	9	2.425	962	350	1.544	2.043	4.899	...
1965 1 ^{er} trimestre	2.032	294	2.293	1.410	22	1.571	1.616	4.619	338
2 ^e trimestre	1.617	342	2.563	1.500	...	2.160	862	4.522	...
3 ^e trimestre	1.763	1.037	2.637	1.440	...	3.008	989	5.437	...
4 ^e trimestre	1.660	1.201	2.686	1.316	...	2.664	1.567	5.547	...
1966 1 ^{er} trimestre	1.982	572	2.336	1.187	252	3.451		4.890	...
1965 Avril	1.884	191	2.821	1.554	...	2.799	543	4.896	...
Mai	1.438	298	2.660	1.583	...	2.006	807	4.396	...
Juin	1.536	537	2.206	1.362	...	1.679	1.238	4.279	...
Juillet	1.849	1.053	2.413	1.590	...	2.283	1.442	5.315	...
Août	2.017	1.245	2.882	1.346	...	4.217	581	6.144	...
Septembre	1.412	806	2.615	1.384	...	2.508	941	4.833	...
Octobre	1.623	1.355	2.598	1.372	...	2.526	1.678	5.576	...
Novembre	1.196	1.200	2.738	1.657	...	1.799	1.678	5.134	...
Décembre	2.146	1.048	2.724	929	...	3.640	1.349	5.918	...
1966 Janvier	1.887	961	2.831	1.146	...	3.703	830	5.679	...
Février	2.258	519	2.346	1.303	400	2.678	742	5.123	...
Mars	1.830	232	1.829	1.124	371	2.396		3.891	...
Avril	1.420	886	1.877	1.314	30	2.839		4.183	...
Mai	1.560	420	2.150	1.360	339	2.431		4.130	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et reprêtés par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

¹ Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

³ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

⁴ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1965 1 ^{er} trimestre	39	2	156	654	316	656	472	397	90	1.053	562
2 ^e trimestre	39	2	140	681	315	683	455	419	96	1.101	551
3 ^e trimestre	39	3	186	736	282	739	468	408	99	1.147	567
4 ^e trimestre	39	3	194	874	313	877	507	467	110	1.344	617
1966 1 ^{er} trimestre	39	2	181	1.079	308	1.084	488	452	110	1.537	599
1964 Novembre	39	3	158	611	265	614	423	361	80	975	503
Décembre	39	2	175	727	313	729	488	418	94	1.147	582
1965 Janvier	39	2	144	610	291	612	435	359	88	971	523
Février	39	2	152	632	303	634	455	380	81	1.014	536
Mars	39	3	172	718	355	721	527	452	101	1.173	628
Avril	39	2	152	674	313	676	465	416	91	1.092	556
Mai	39	2	135	662	315	664	450	408	94	1.072	544
Juin	39	2	133	706	317	708	450	432	104	1.140	554
Juillet	39	2	175	722	318	724	493	405	100	1.129	593
Août	39	3	219	707	263	710	482	396	95	1.106	577
Septembre	39	3	163	780	266	783	429	424	103	1.207	532
Octobre	39	3	189	798	290	801	479	438	103	1.239	582
Novembre	39	2	156	832	299	834	455	458	107	1.292	562
Décembre	39	3	237	992	350	995	587	506	120	1.501	707
1966 Janvier	39	2	205	1.038	329	1.040	534	435	108	1.475	642
Février	39	2	185	1.009	287	1.011	472	423	105	1.434	577
Mars	39	2	152	1.200	307	1.202	459	499	118	1.701	577

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	autres effets publics	
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 366 jours 1				
1959 24 décembre	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25	Taux du certificat plus 5/10 %, minimum 2,25 %		Taux du Certificat + 5/10 % minimum 2,25 %	5,—	
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25				6,25	
		représentatives d'importations | d'exportations									
10 novembre	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25			6,25	
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—			6,—	
								Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours	
28 décembre	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quantité de l'avance au 31 mai 1966

Cert. de tré. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1		
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01	
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11	
1960	2,82	
1961	2,56	
1962	2,14	
1963	2,31	
1964	3,35	
1965	3,17	
1965 Juillet	3,98	
Août	3,02	
Septembre	2,77	
Octobre	3,54	
Novembre	3,28	
Décembre	3,64	
1966 Janvier	3,20	
Février	3,16	
Mars	3,53	
Avril	3,70	
Mai	4,02	
Juin	3,50	

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			6 mois	9 mois	12 mois
1961	3,50	3,75	4,00	4,25	4,25	1960 5 janv.	4,171	*	4,354
						1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1962	2,50	2,75	3,00	—	3,30 3,27	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1963	3,50	3,80	4,10	—	4,35 4,31	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1964	4,25	4,50	4,75	—	5,25 4,89	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
1965 Juillet	4,30	4,55	4,80	—	5,15 5,14	1965 13 juill.	5,35	5,45	5,50
Août	4,10	4,35	4,60	—	5,00 5,09	10 août	5,35	5,45	5,50
Sept.	4,00	4,30	4,60	—	4,95 4,98	14 sept.	5,20	5,35	5,45
Oct.	4,00	4,30	4,60	—	4,95 4,95	12 oct.	5,15	5,30	5,40
Nov.	4,00	4,30	4,60	—	5,00 4,98	9 nov.	5,15	5,30	5,40
Déc.	4,10	4,40	4,75	—	5,15 5,07	14 déc.	5,30	5,45	5,50
1966 Janv.	4,10	4,40	4,75	—	5,05 5,12	1966 11 janv.	5,30	5,45	5,00
Fév.	4,10	4,40	4,75	—	5,00 5,01	8 fév.	5,25	5,40	5,45
Mars	4,10	4,40	4,75	—	5,10 5,07	8 mars	5,25	5,40	5,45
Avril	4,10	4,50	4,90	—	5,15 5,11	12 avril	5,35	5,50	5,55
Mai	4,35	4,75	5,10	—	5,30 5,22	10 mai	5,35	*	5,55
Juin	4,50	4,90	5,30	—	5,60 5,52	14 juin	5,55	5,65	5,70

1 Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

Il convient de noter également que, jusqu'au 16 novembre 1959, il s'agit de moyennes arithmétiques simples des taux uniques journaliers tandis qu'à partir du 17 novembre 1959, il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8288).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.828 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 2	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
						jusqu'à 350.000 F	au-delà de 350.000 F
1965 Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965) 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962			
	Dettes unifiées (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45	—	—	—
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
1965 Juin	4,06	5,37	5,41	5,59	5,61	5,51	6,45	6,53	6,48
Juillet	4,06	5,40	5,41	5,61	5,63	5,53	6,49	6,53	6,50
Août	4,06	5,26	5,36	5,54	5,56	5,44	6,34	6,45	6,38
Septembre	4,06	5,34	5,36	5,57	5,56	5,47	6,39	6,45	6,41
Octobre	4,05	5,45	5,46	5,64	5,57	5,54	6,45	6,51	6,47
Novembre	4,06	5,39	5,44	5,66	5,57	5,53	6,50	6,55	6,53
Décembre	4,06	5,34	5,46	5,66	5,62	5,54	6,50	6,56	6,53
1966 Janvier	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	6,45	6,54	6,49
Février	4,05	5,45	5,44	5,68	5,65	5,57	6,50	6,56	6,53
Mars	4,05	5,52	5,52	5,68	5,66	5,61	6,53	6,61	6,57
Avril	4,05	5,59	5,54	5,69	5,68	5,64	6,54	6,65	6,58
Mai	4,05	5,63	5,58	5,73	5,69	5,67	6,59	6,67	6,62
Juin	4,05	5,76	5,71	5,81	5,74	5,77	6,64	6,70	6,68

* Sauf indication contraire, le taux de rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1960.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse		
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	
Taux en vigueur au 31-12-1956		5,00		3,—		3,—		5,50		4,—		3,75		2		1,50	
1957 Janvier ...	11	4,50					7	5,—							15	2,50	
Février ...					11	4,—											
Avril																	
Mai											17	4,25					
Juillet ...											16	5,—					
Août			23	3,50	12	5,—	19	7,—									
Septembre .	19	4,—															
Novembre .			15	3,—													
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75			20	6,—			24	4,50					
Mars			7	2,25							25	4,—					
Avril			18	1,75													
Mai							22	5,50									
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50					
Août							14	4,50									
Septembre .			12	2,—													
Octobre ...					16	4,50											
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—					
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75			26	2,—	
Février ...					5	4,25											
Mars			6	3,—													
Avril					23	4,—											
Mai			29	3,50													
Septembre .	4	3,—	11	4,—													
Octobre ...	23	4,—															
Novembre .											16	3,50					
1960 Janvier ...							21	5,—									
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—									
Août			12	3,—													
Octobre ...					6	3,50	27	5,50									
Novembre .	11	4,—															
Décembre ..							8	5,—									
1961 Janvier ...	20	3,50															
Mai	5	3,—															
Juillet ...							25	7,—									
Octobre ...							5	6,50									
Novembre .							2	6,—									
1962 Mars							8	5,50									
Mars							22	5,—									
Avril							26	4,50			25	4,—		26	6,—		
Juin														10	5,50		
Septembre .														12	5,—		
Octobre ...														13	4,—		
Novembre .																	
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50		6	3,50		
Mai														11	4,—		
Juillet ...			17	3,50													
Août																	
Novembre .					14	4,—											
1964 Janvier ...											6	4,—					
Février ...							27	5,—									
Juin											4	4,50					
Juillet ...																	
Novembre .			24	4,—			23	7,—						23	4,25	3	2,50
1965 Janvier ...	22	3,50															
Avril					9	3,50											
Juin							3	6,—									
Août	13	4,—															
Décembre .			6	4,50										6	4,75		
1966 Mars														14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—					

1 Federal Reserve Bank of New-York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 28-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois la semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 6 mai	1966 5 mai	1965 10 juin	1966 9 juin
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	9.985	13.355	17.448	20.665	21.994	23.388	21.599	23.791
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	1.314	2.546	2.627	3.370	3.538	4.941	4.273	4.884
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	—	2.204	2.263	3.096	3.249	4.632	3.990	4.620
<i>Autres opérations</i>	—	342	364	274	289	309	283	264
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	—	—	630	589	589	1.471	589	1.471
Monnaies divisionnaires	18	8	28	24	28	17	26	29
Comptes courants postaux	553	481	911	920	823	983	977	1.045
Prêts à l'Etat ²	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.358	3.221	3.316	3.546	4.286	4.143	4.121	4.143
Portefeuille d'escompte	18.675	20.608	20.007	18.606	16.043	13.840	15.470	14.085
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	5.846	6.310	7.030	6.173	6.315	7.075	6.207	7.151
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	797	1.223	575	669	37	35	30	36
<i>Obligations cautionnées</i>	—	—	—	...	1.385	1.358	300	2.058
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.031	13.074	12.402	6.819	4.367	2.140	5.471	1.690
<i>Autres crédits à moyen terme</i>				4.945	3.939	3.232	3.462	3.150
Effets négociables achetés en France ⁵	2.878	2.412	3.220	4.546	4.649	7.131	4.487	6.065
Avances à 30 jours sur effets publics ...	187	166	72	32	24	29	18	24
Avances sur titres	74	67	71	88	96	96	84	82
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	553	870	1.656	1.689	734	853	763	601
Divers	834	885	1.468	1.497	1.727	1.190	1.293	1.269
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	64.303	67.854	63.472	67.261

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	44.348	50.082	55.781	59.544	59.904	64.140	59.509	63.559
Comptes créditeurs :	2.590	2.718	3.479	3.668	2.002	2.057	2.078	2.197
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	...	...	...	1	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	1.561	200	238	426	149	182	180	143
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .								
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.029	1.226	1.451	1.435	1.181	1.163	1.159	1.232
Capital de la Banque	150	150	250	250	250	250	250	250
Divers	1.163	1.441	1.716	1.882	2.147	1.407	1.635	1.255
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	64.303	67.854	63.472	67.261

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1962 28 February	1963 28 February	1964 28 February	1965 28 February	1965 5 May	1966 4 May	1965 9 June	1966 8 June
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------	---------------	----------------	----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.313	2.338	2.438	2.638	2.738	2.888	2.738	2.938
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.325	2.350	2.450	2.650	2.750	2.900	2.750	2.950
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.325	2.350	2.450	2.650	2.750	2.900	2.750	2.950

Notes Issued :								
In Circulation	2.302	2.309	2.430	2.604	2.683	2.862	2.734	2.921
In Banking Department	23	41	20	46	67	38	16	29
Total ...	2.325	2.350	2.450	2.650	2.750	2.900	2.750	2.950

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	507	266	298	233	205	385	351	367
Other Securities :								
Discounts and Advances	44	54	32	72	70	42	35	67
Securities	20	22	25	26	25	26	24	25
Notes	23	41	20	46	67	38	16	29
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	595	384	376	378	368	492	427	489

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits	13	11	10	11	12	11	10	11
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	241	—	—	—	5	97	54	98
Other Deposits :								
Bankers	249	280	276	262	248	260	262	255
Other Accounts	73	74	71	86	85	106	83	107
Total ...	595	384	376	378	368	492	427	489

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1965 31 December	1965 5 May	1966 4 May	1965 9 June	1966 8 June
ASSETS								
Gold certificate account	14.430	13.819	13.505	11.702	12.607	11.459	12.468	11.351
Redemption fund for F.R. notes	1.266	1.418	1.570	1.734	1.533	1.726	1.551	1.733
Total gold certificate reserves ...	15.696	15.237	15.075	13.436	14.140	13.185	14.019	13.084
Cash	288	182	146	129	123	229	116	233
Discounts and advances	38	63	186	137	382	909	518	993
Acceptances :								
Bought outright	52	70	59	75	54	80	43	83
Held under repurchase agreement	58	92	35	112	65	71	19	131
U.S. Government securities ² :								
Bought outright :								
Bills	2.442	4.142	6.044	9.100	6.953	9.458	7.625	9.910
Certificates	13.182	7.066	...	...	...	12	...	12
Notes	10.717	17.729	25.188	24.828	25.691	24.965	25.730	25.236
Bonds	4.137	4.645	5.274	6.550	4.928	6.574	5.085	6.384
Total bought outright ...	30.478	33.582	36.506	40.478	37.572	41.009	38.440	41.542
Held under repurchase agreement	342	11	538	290	686	263	101	...
Total U.S. Government securities ...	30.820	33.593	37.044	40.768	38.258	41.272	38.541	41.542
Total loans and securities	30.968	33.818	37.324	41.092	38.759	42.332	39.121	42.749
Cash items in process of collection	6.518	6.435	7.190	6.915	6.191	7.113	5.686	6.208
Bank premises	104	104	102	103	102	102	102	103
Other assets	357	400	552	977	789	945	333	795
Total assets ...	53.931	56.176	60.389	62.652	60.104	63.906	59.377	63.172

LIABILITIES

Federal Reserve notes	30.151	32.381	34.659	37.074	34.179	36.671	34.795	37.263
Deposits :								
Member bank reserves	17.454	17.049	18.086	18.447	18.488	19.322	17.211	18.129
U.S. Treasurer - general account	597	880	820	668	633	504	981	901
Foreign	247	171	229	150	153	137	142	156
Other	424	291	321	355	186	400	171	400
Total deposits ...	18.722	18.391	19.456	19.620	19.460	20.363	18.505	19.586
Deferred availability cash items	3.584	3.835	4.584	4.667	4.745	5.414	4.360	4.809
Other liabilities and accrued dividends ...	73	82	642	189	526	199	499	224
Total liabilities ...	52.530	54.689	59.341	61.550	58.910	62.647	58.159	61.882

CAPITAL ACCOUNTS

Capital paid in	467	497	524	551	539	560	540	561
Surplus	934	990	524	551	524	551	524	551
Other capital accounts .....	...	...	...	...	131	148	154	178
Total liabilities and capital accounts ...	53.931	56.176	60.389	62.652	60.104	63.906	59.377	63.172
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents ..	86	92	122	144	138	140	159	193
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	51,2 %	46,3 %	42,7 %	35,4 %	40,6 %	35,0 %	39,7 %	34,4 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² F.R. note liability includes \$ 817 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1962 31 december	1963 31 december	1964 31 december	1965 31 december	1965 10 mei	1966 9 mei	1966 8 juni	1966 6 juni
ACTIVA								
Goud	5.698	5.770	6.080	6.327	6.207	6.328	6.325	6.232
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	586	1.081	1.435	1.096	1.327	786	1.003	813
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	7	15	31	44	29	57	22	57
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	...	...	7	...	105	12	143
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4° van de Bankwet 1948)	597	729	346	704	295	834	494	969
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	72	25	16	157	192	305	10	234
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	13	16	14	30	15	20	14	20
Belegging van kapitaal en reserves	183	178	173	164	176	182	184	182
Gebouwen en inventaris	1	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	10	11	17	15	13	15	14	15
Totaal ...	7.167	7.825	8.112	8.544	8.254	8.632	8.078	8.665
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	5.758	6.225	6.927	7.682	6.954	7.592	7.110	7.822
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.036	1.261	853	525	992	744	648	522
's Rijks schatkist	620	1.095	665	394	831	693	459	416
Banken in Nederland	233	122	138	91	124	34	165	81
Andere ingezetenen	133	44	50	40	37	17	24	25
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	112	76	79	64	74	55	68	61
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	106	70	73	57	67	49	63	52
Andere niet-ingezetenen	6	6	6	7	7	6	5	9
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	18	16	14	13	13	12	16	12
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	168	165	163	165	163	165	162
Diverse rekeningen	55	59	54	77	36	46	51	66
Totaal ...	7.167	7.825	8.112	8.544	8.254	8.632	8.078	8.665
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	63	62	65	71	67	72	69	72

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1962 dicembre	1963 dicembre	1964 dicembre	1965 dicembre p	1965 marzo	1966 marzo p	1966 aprile	1966 aprile p
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.502	1.000	1.481	1.000	1.481
Cassa ¹	12	25	22	24	33	23	36	34
Portafoglio ²	616	942	764	720	682	717	677	753
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	260	337	285	311	210	355	251	409
Prorogati pagamenti	12	42	51	93	...	...	3	91
Ufficio italiano dei cambi	2.146	1.770	2.069	1.982	1.918	1.890	1.899	1.928
Disponibilita in divisa all'estero	63	65	64	...	64	...	64	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	244	168	519	405	356	247	351	316
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	132	229	305	210	303	267	403	244
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	440	410	377	380	377	380	377
C/c servizio tesoreria	—	506	558	913	805	817	678	539
Servizi diversi per conto dello Stato	—	—	29	33	48	32	...	36
Spese	56	71	88	81	9	11	12	16
Totale attivo ...	5.026	5.595	6.164	6.651	5.808	6.217	5.754	6.224
Circolazione dei biglietti ⁵	3.235	3.699	3.914	4.283	3.544	3.876	3.560	3.917
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	43	62	57	41	32	26	27	27
Conti correnti liberi	122	87	119	157	58	69	66	60
Conti correnti vincolati	988	1.305	1.459	1.738	1.620	1.817	1.587	1.813
Creditori diversi	237	352	517	339	535	406	487	380
C/c servizio tesoreria	320	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	18	10	...	...	...	...	6	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	4	5	6	7	6	7	6	7
Fondo di riserva straordinario	2	3	3	4	3	4	3	4
Rendite	57	72	89	82	10	11	12	16
Utile provvisorio del precedente esercizio ..	—	—	—	—	—	1	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	5.026	5.595	6.164	6.651	5.808	6.217	5.754	6.224
Depositante di titoli e valori	4.845	4.273	4.918	4.987	4.723	4.974	5.502	5.243
¹ Comprese monete di Stato	8	5	2	1	2	1	2	1
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	298	343	363	387	360	393	352	395
— istituti speciali	290	274	279	293	271	286	277	298
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	256	334	282	308	206	350	247	405
— privati	4	2	2	1	4	1	3	1
⁴ Compresi BOT	—	—	242	107	—	44	70	114
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	3	2	2	2	2	1	1	—
⁶ Compresi vaglia e assegni	18	29	21	22	19	16	18	17

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

31 Dezember	1962	31 Dezember	1963	31 Dezember	1964	31 Dezember	1965	7 Mai	1965	6 Mai	1966	4 Juni	1966	7 Juni	1966
-------------	------	-------------	------	-------------	------	-------------	------	-------	------	-------	------	--------	------	--------	------

AKTIVA

Gold	14.490	15.138	16.731	17.371	16.708	17.339	17.339	16.708	17.339	17.339	17.245	17.245	16.971	16.971
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktauflagen im Ausland	10.929	12.894	10.770	8.111	10.226	6.783	6.783	10.226	6.783	6.783	8.145	8.145	6.811	6.811
Sorten, Anstandswechsel und -schecks	329	417	563	892	513	1.052	1.052	513	1.052	1.052	542	542	1.065	1.065
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.289	2.122	2.684	3.344	2.674	3.344	3.344	2.674	3.344	3.344	3.343	3.343	3.344	3.344
darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.	897	751	615	509	610	508	508	610	508	508	609	609	508	508
b) an Weltbank	1.342	1.342	1.343	1.446	1.344	1.446	1.446	1.344	1.446	1.446	1.344	1.344	1.446	1.446
c) an I.W.F.	—	—	720	1.390	720	1.390	1.390	720	1.390	1.390	1.390	1.390	1.390	1.390
Deutsche Scheidemünzen	45	81	116	130	136	142	142	136	142	142	137	137	138	138
Postbeckenguthaben	546	376	377	409	190	185	185	190	185	185	200	200	226	226
Inlandswechsel	1.967	1.647	2.413	4.650	4.171	7.526	7.526	4.171	7.526	7.526	4.913	4.913	8.020	8.020
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	125	307	345	190	278	278	190	278	278	120	120	428	428
Lombardforderungen	158	208	646	696	64	904	904	64	904	904	154	154	452	452
Kassenkredite	739	1.749	1.212	1.408	479	215	215	479	215	215	1.081	1.081	713	713
Wertpapiere	1.369	1.222	1.176	1.151	1.176	1.149	1.149	1.176	1.149	1.149	1.176	1.176	1.149	1.149
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibungen	4.958	3.990	6.081	7.617	5.924	7.038	7.038	5.924	7.038	7.038	6.174	6.174	7.056	7.056
Kredite an Bund für Beteiligung an internationalen Einrichtungen	2.156	2.294	3.016	3.001	2.911	3.135	3.135	2.911	3.135	3.135	2.933	2.933	3.584	3.584
Forderungen an Bund wegen Forderungs-erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität	3.703	3.595	2.953	2.285	2.788	2.230	2.230	2.788	2.230	2.230	2.788	2.788	2.199	2.199
Sonstige Aktiva	253	406	463	433	320	362	362	320	362	362	357	357	415	415
43.931	46.264	49.508	51.843	48.470	51.682	49.308	52.571							

PASSIVA

Banknotenumlauf	24.147	25.426	27.692	29.455	27.805	29.115	29.115	27.805	29.115	29.115	28.665	28.665	28.644	28.644
Einzagen von	16.795	18.006	18.610	18.671	17.606	19.073	17.548	17.606	19.073	17.548	20.366	20.366	20.366	20.366
Kreditinstituten (einschließlich Post-scheck- und Postsparkassensümler)	12.232	13.607	15.143	16.241	14.884	17.118	15.167	14.884	17.118	15.167	18.107	18.107	18.107	18.107
Öffentliche Einlegern	4.284	4.126	3.215	2.165	2.469	1.722	2.147	2.469	1.722	2.147	2.018	2.018	2.018	2.018
Andere inländischen Einlegern	279	273	252	265	253	233	234	253	233	234	241	241	241	241
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge-schäft	374	270	308	452	311	408	310	311	408	310	423	423	423	423
Einlagen ausländischer Einleger	353	234	257	418	252	378	276	252	378	276	394	394	394	394
Sonstige	21	36	51	34	59	30	34	30	34	34	29	29	29	29
Rückstellungen	950	1.076	1.260	1.475	1.475	1.690	1.475	1.475	1.690	1.475	1.690	1.690	1.690	1.690
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	638	701	776	861	860	963	860	860	963	860	963	963	963	963
Sonstige Passiva	737	495	572	639	123	143	160	123	143	160	196	196	196	196
43.931	46.264	49.508	51.843	48.470	51.682	49.308	52.571							

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 7 mai	1966 6 mai	1965 4 juin	1966 7 juin
ACTIF								
Encaisse or	11.543	12.204	11.794	13.164	11.742	11.430	11.591	11.383
Devises	867	1.083	1.679	853	731	608	731	1.048
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	—	431	429	173	489	174	489
Portefeuille effets sur la Suisse	124	142	163	139	87	101	78	87
<i>Effets de change</i>	79	107	133	130	87	101	78	87
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	45	35	25	9	...	...	...	...
Avances sur nantissement	72	97	78	39	21	39	21	39
Bons du Trésor étrangers en FS	207	207	432	432	432	532	432	432
Titres	43	52	65	93	68	125	73	144
<i>pouvant servir de couverture</i>	16	...	1	2	1	2	1	2
<i>autres</i>	27	52	64	91	67	123	72	142
Correspondants :	88	71	92	81	29	22	52	55
<i>en Suisse</i>	78	62	75	66	13	2	24	26
<i>à l'étranger</i>	10	9	17	15	16	20	28	29
Autres postes de l'actif	41	35	29	33	43	77	46	72
Total ...	12.985	13.891	14.763	15.263	13.326	13.423	13.198	13.749
PASSIF								
Fonds propres	54	55	56	57	57	58	57	58
Billets en circulation	8.506	9.035	9.722	10.043	9.069	9.414	9.122	9.406
Engagements à vue	2.800	3.188	3.271	3.215	2.270	2.052	2.080	2.295
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.294	2.700	2.903	3.005	1.745	1.642	1.556	1.894
<i>Autres engagements à vue</i>	506	488	363	210	525	410	524	401
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	373	357	433	602	625	536	625	625
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	—	3	20	4	10	5	4
Autres postes du passif	217	221	243	291	266	318	274	326
Total ...	12.985	13.891	14.763	15.263	13.326	13.423	13.198	13.749

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1964	31 décembre 1965	30 avril 1965	30 avril 1966	31 mai 1965	31 mai 1966
I. Or en lingots et monnayé	3.206	2.283	3.449	2.898	3.601	2.824
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	42	683	285	190	794	76
III. Bons du Trésor réescomptables	598	82	290	71	204	71
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	62	125	62	124	62	125
V. Dépôts à terme et avances :	1.752	2.935	1.940	2.450	1.783	2.590
<i>a) à 3 mois au maximum</i>	1.422	2.060	1.374	1.637	1.303	1.676
<i>b) à 3 mois au maximum (or)</i>	3	3	3	3	3	3
<i>c) de 3 à 6 mois</i>	229	603	423	432	338	499
<i>d) de 6 à 9 mois</i>	68	25	62	248	60	265
<i>e) de 9 à 12 mois</i>	21	118	31	93	43	130
<i>f) à plus d'un an</i>	9	126	47	37	36	17
VI. Autres effets et titres :	1.426	2.015	1.719	1.681	1.732	1.589
1. Or :						
<i>a) à 3 mois au maximum</i>	281	296	285	276	287	278
<i>b) de 3 à 6 mois</i>	3	3	98	110	109	112
<i>c) de 6 à 9 mois</i>	85	94	15	15	9	12
<i>d) de 9 à 12 mois</i>	26	22	16	20	15	18
<i>e) à plus d'un an</i>	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
<i>a) à 3 mois au maximum</i>	744	1.309	652	904	649	790
<i>b) de 3 à 6 mois</i>	120	100	432	190	477	220
<i>c) de 6 à 9 mois</i>	17	75	45	46	19	47
<i>d) de 9 à 12 mois</i>	25	35	59	53	52	58
<i>e) à plus d'un an</i>	125	81	117	67	115	54
VII. Actifs divers	1	1	1	8	1	7
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	—	68	—
<i>Total actif ...</i>	7.155	8.192	7.814	7.422	8.245	7.282

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : ²

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)	221	221	221	—	221	—
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	—	76	—
<i>Total ...</i>	297	297	297	—	297	—

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés et afférents à la date du 31 décembre 1952.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1964	31 décembre 1965	30 avril 1965	30 avril 1966	31 mai 1965	31 mai 1966
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	26	26	26	26	26
1. Fonds de Réserve Légale	13	13	13	13	13	13
2. Fonds de Réserve Générale	13	13	13	13	13	13
III. Dépôts (or) :	3.757	4.410	4.166	3.567	4.526	3.360
1. Banques centrales :						
a) de 9 à 12 mois	72	203	21	107	21	107
b) de 6 à 9 mois	—	69	58	35	58	17
c) de 3 à 6 mois	79	79	21	209	31	221
d) à 3 mois au maximum	783	1.656	792	320	661	291
e) à vue	2.518	1.836	2.784	2.419	3.265	2.246
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	17	—	—	—	52
b) de 6 à 9 mois	—	17	—	155	—	155
c) de 3 à 6 mois	69	69	—	69	—	121
d) à 3 mois au maximum	69	248	138	86	138	43
e) à vue	167	216	352	167	352	107
IV. Dépôts (monnaies) :	2.554	2.943	2.745	3.072	2.807	3.137
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	78	28	142	24	36	24
b) de 9 à 12 mois	26	11	32	23	111	6
c) de 6 à 9 mois	81	80	54	44	65	82
d) de 3 à 6 mois	331	503	299	347	358	491
e) à 3 mois au maximum	1.666	1.950	1.745	2.315	1.755	2.242
f) à vue	20	16	28	13	16	15
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	15	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	15	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	31	15	49	1	62	—
d) à 3 mois au maximum	254	323	351	286	385	255
e) à vue	52	17	30	19	19	22
V. Effets :	415	385	464	344	467	344
a) de 9 à 12 mois	37	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	68	11	46	—	5	—
c) de 3 à 6 mois	98	41	35	3	59	2
d) à 3 mois au maximum	212	333	383	341	403	342
VI. Divers	65	79	75	77	48	42
VII. Comptes de profits et pertes	9	10	9	10	31	32
VIII. Provision pour charges éventuelles	204	214	204	201	215	216
<i>Total passif ...</i>	7.155	8.192	7.814	7.422	8.245	7.282

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	229	229	—	229	—
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	153	153	—	153	—
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	76	76	—	76	—
Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)	68	68	68	—	68	—
<i>Total ...</i>	297	297	297	—	297	—

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.		Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.		Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.		Bureau International du Travail.
	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.		Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.		Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.		Organisation de Coopération et de Développement économiques.
	O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.B.	Radiotélévision Belge.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.Y.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
	S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.		Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indice des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série)	IX - 2		
3. Chiffres trimestriels	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances Publiques.			
1. Situation de Trésorerie	XI - 1		
2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2		
3. Détail des recettes fiscales	XI - 3		
4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1963	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes en 1963 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7		
8. Situation globale des banques	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9		

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne globale des particuliers et des entreprises XY

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Bank	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
17, SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 6